

# Section S: Construction et logement

Marion Steele, *Université de Guelph*

Les statistiques de cette section sont réparties en cinq sous-sections. La première sous-section (séries S1-64) présente des statistiques sommaires de la construction par genre et par région. Elle renferme également des statistiques générales sur l'industrie de la construction. La deuxième sous-section (séries S65-166) présente des statistiques sur la construction non résidentielle du point de vue des acheteurs de la construction. La troisième sous-section (séries S167-219) porte sur la construction résidentielle, la quatrième (séries S220-246) sur le parc de logements, et la cinquième (séries S247-335) sur le financement hypothécaire. Une différence importante entre cette section et la section correspondante dans la première édition de *Statistiques historiques du Canada* est l'élimination de la plupart des séries de données détaillées sur la réparation. Par ailleurs, un grand nombre de séries ont été ajoutées, notamment celles sur le financement hypothécaire et sur les coûts unitaires de logement.

Une grande partie des données de cette section a été obtenue directement auprès de l'organisme producteur. Dans certains cas les séries ne figurent dans aucune publication. Dans d'autres cas celles qui ont été publiées dans d'autres sources sont désuètes à cause de la révision et de la reclassification des données. Les sources des données de cette section sont énumérées ci-après.

Publications de Statistique Canada: *Investissements privés et publics au Canada, Perspectives* (61-205 au catalogue); *Investissements privés et publics au Canada, Perspectives, Revue de la mi-année* (61-206 au catalogue); *La construction au Canada* (64-201 au catalogue); *Permis de bâtir* (64-203 au catalogue); *Comptes nationaux des revenus et des dépenses, 1926-1974* (13-531 au catalogue) et livraisons annuelles subséquentes (13-201 au catalogue); *Logements mis en chantier et parachevés* (64-002 au catalogue); *Fixed Capital Flows and Stocks in Manufacturing* (13-522 au catalogue); *Flux et stocks de capital fixe* (13-211 au catalogue).

## Statistiques sommaires de la construction (séries S1-64)

### Note générale

Presque toutes les séries de cette section et de la section suivante portent sur la construction non résidentielle. Les renseignements proviennent de trois sources principales. L'une d'elles, l'enquête sur les permis de bâtir, donne la valeur de la construction de bâtiments et de certains ouvrages de génie civil à un point dans le temps généralement un peu antérieur à la mise en chantier. L'univers géographique est actuellement très satisfaisant du fait que presque toutes les municipalités exigent des permis de bâtir. Une deuxième source, les recensements de l'industrie, détermine la production des constructeurs et couvre un univers qui a varié énormément. On trouvera de plus amples précisions au sujet de ces deux sources dans les notes relatives aux tableaux individuels.

La plus importante source parmi les trois principales utilisées dans cette section est l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Les renseignements au sujet de cette enquête proviennent de: *Investissements privés et publics, Revue de la mi-année, 1977*; *La construction au Canada, Investissements privés et publics au Canada*, document photocopié rédigé en 1973, et le personnel de la Section des dépenses d'investissement, Division de la construction, Statistique Canada. Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait mention des méthodes d'estimation utilisées dans cette enquête, il s'agit de celles utilisées en 1973.

L'enquête sur les dépenses en immobilisations recueille des données sur les investissements dans les machines et matériels et dans la construction, et des données sur les dépenses de réparation. Il s'agit d'une enquête auprès des acheteurs de la construction et d'autres biens d'équipement et non d'une enquête auprès des fournisseurs, et les valeurs qu'elle fournit se rapportent à un point dans le temps ultérieur à celui des valeurs sur les permis de bâtir. A l'heure actuelle plus de 24,000 établissements font l'objet de l'enquête, comparativement à 16,000 environ dans les années 50, et il peut s'agir aussi bien d'institutions et d'administrations publiques que d'entreprises commerciales. Cette enquête n'est pas une enquête par sondage aléatoire. L'objectif est généralement de couvrir tous les établissements dont les ventes sont supérieures à un certain montant. Ce montant varie selon l'industrie, la province et la période. Par exemple, il était généralement de \$500,000 au milieu des années 70 et de \$200,000 les premières années de l'enquête.

L'estimation de l'ensemble de la construction pour une industrie donnée s'effectue normalement en deux étapes. Premièrement, la construction déterminée par l'enquête est divisée en deux catégories. Dans le cas des industries manufacturières, par exemple, la première catégorie représente la construction achetée par les établissements existants. La deuxième, appelée «additions nettes», représente grosso modo la construction créatrice d'un nouvel établissement. La première catégorie est ensuite grossie pour obtenir une estimation de l'univers des établissements existants. Le grossissement permet ainsi de prendre en compte les établissements non enquêtés et les établissements non répondants, par le recours à des séries connexes.

Un des problèmes de cette enquête est donc d'identifier la construction créatrice d'un nouvel établissement, en particulier si le nouvel établissement est également une nouvelle entreprise. Une nouvelle entreprise peut ne pas être notée avant que la construction soit déjà bien avancée ou même achevée. C'est là un problème d'identification de l'univers, non un problème d'échantillonnage. Un autre problème est le facteur de grossissement. On pourrait utiliser à ce titre le rapport entre la variation des expéditions de l'industrie, abstraction faite des «additions nettes», et la variation des expéditions dans l'échantillon employé pour le grossissement. Il ne faut cependant pas exagérer ces difficultés puisqu'on estime que le champ d'observation de l'enquête (le total dans les deux catégories avant le grossissement) est d'environ 90%.

La construction est divisée en construction neuve et réparation. Sur le plan conceptuel, la construction neuve est la construction dont la durée de vie est supérieure à un an. C'est donc dire que les additions sont prises en compte au même titre que les constructions entièrement neuves et les ouvrages de génie civil. Le coût de construction englobe tous les frais généraux tels que les frais d'administration, d'architecture, de services judiciaires et de services techniques. Il comprend les coûts d'amélioration des terrains, de sorte que les coûts de viabilisation et de préparation des lieux sont pris en compte. Il comprend également le coût des aménagements installés tels que les ascenseurs, les systèmes de chauffage et la climatisation. La construction peut être effectuée aux termes d'un contrat ou par la main-d'œuvre propre de l'acheteur.

La construction ne comprend pas l'achat de bâtiments ou de terrains existants. Du fait que les terrains sont exclus, la «construction neuve» sous-estime énormément la portion non-équipement de l'investissement par des industries particulières. Évidemment, l'investissement de l'industrie est sous-estimé encore davantage lorsqu'une entreprise achète des bâtiments existants à une entreprise d'une autre industrie. L'utilisation d'immeubles loués est attribuée à l'entreprise propriétaire, non à l'entreprise locataire. C'est ainsi qu'une grande partie de l'espace utilisé pour le commerce de détail et les bureaux, et une petite proportion de l'espace industriel sont classés sous «autres finances». Font exception à cette règle les magasins construits aux termes d'un régime de rétro-location pour certaines chaînes alimentaires; ce genre de construction est compris dans le commerce de détail.

La réparation couvre les travaux de construction réalisés en vue de maintenir l'efficacité opérationnelle de structures existantes pour la durée de vie prévue à l'origine. Le petit entretien, par exemple le ménage, le sablage et l'enlèvement de la neige, est exclu.

Il est possible que la construction neuve déclarée ne tienne pas compte de certaines activités comprises du point de vue conceptuel. Les établissements déclarent la construction neuve à la rubrique dépenses «en immobilisations» au titre de la construction, et il peut arriver que certains ne déclarent que les coûts de construction qu'ils capitalisent. Par conséquent, la catégorie des dépenses de réparation renferme certains travaux de rénovation et amélioration qui, sur le plan conceptuel, appartiennent à la catégorie de la construction «neuve». A cause des problèmes de comptabilité, il est difficile d'identifier et de déclarer adéquatement la construction neuve, particulièrement dans les cas où il n'est pas facile de faire la distinction entre les ouvrages de génie civil et les machines (par exemple, raffineries de pétrole), et dans les cas où les catégories comptables (comme dans les services des administrations publiques et les institutions) sont telles que l'adaptation aux catégories de l'enquête n'est pas une démarche aisée.

Du point de vue conceptuel, les données sur la construction de l'enquête sur les dépenses en immobilisations portent sur la construction en place. Cependant, du fait que les coûts sont souvent enregistrés en fonction des rentrées d'argent, les données déclarées peuvent être en retard sur la réalisation de la construction. La durée de ce retard est inconnue. Les répondants déclarent les dépenses, de sorte que les décalages peuvent être minimes si les acomptes sont fréquents. Il faut mentionner aussi qu'on demande explicitement aux répondants d'indiquer la valeur des abstentions attribuables aux travaux de construction effectués durant la période observée. Certaines abstentions sont cependant déclarées incorrectement, c'est-à-dire pour la période visée par le paiement et non pour la période d'exécution des travaux. On ignore à quel point ce problème est important. Il est clair que plus la période de construction est longue, plus l'importance peut s'accroître.

L'enquête sur les dépenses en immobilisations n'a commencé qu'en 1941, et elle a été effectuée de façon limitée seulement jusqu'à 1946. Des estimations portant sur la construction de 1926 à 1941 ont été publiées la première fois dans *Public Investment and Capital Formation, A study of Public and Private Investment Outlay, Canada 1926-1941*, Ottawa, 1945 (désigné par PICF). L'ensemble de la construction de bâtiments a été estimé en évaluant le flux des matériaux de construction et en appliquant à cette évaluation un ratio de la valeur de la construction de bâtiments par rapport aux matériaux utilisés. Des ratios ont été établis pour plusieurs années durant cette période d'après les recensements de la construction. Pour la subdivision en construction neuve et réparation, on a utilisé des ratios provenant de la même source. La construction de bâtiments pour certaines catégories d'utilisateurs a été estimée directement. Le reste était composé de catégories telles que industries manufacturières, finances, universités. La presque totalité des ouvrages de génie civil était couverte par estimation directe.

Les estimations de PICF, élaborées sous la direction de O.J. Firestone et M.C. Urquhart, ont été remplacées plus tard par des estimations élaborées sous la direction de O.J. Firestone et publiées dans *Private and Public Investment in Canada, 1926-1951*, Ottawa, 1951 (désigné par PPI). Un changement important a été l'estimation directe pour les industries manufacturières, la construction, le commerce, les finances (à l'exclusion des banques) et les services commerciaux, au moyen d'un échantillon de déclarations d'impôt sur le revenu des sociétés. On trouvera de plus amples informations au sujet de PICF et PPI, notamment une évaluation des différences, dans la note de Kenneth Buckley relative à cette section dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*. Les informations présentées ici au sujet de PICF de PPI sont extraites de cette note.

Pour les années 1956 à 1976, les chiffres sur la construction résidentielle par catégorie d'achat proviennent directement de CANSIM. Bon nombre des chiffres des années antérieures sont différents de ceux qui figurent dans n'importe quelle publication. Lorsque les séries ont été préparées pour CANSIM, en 1976 et 1977, on a fait un grand effort de regroupement, etc., pour pouvoir remonter jusqu'à 1956 de façon uniforme. (Il existe une documentation de base qui permet de remonter encore jusqu'à 1952, mais pas plus loin.) Un des grands problèmes a été la révision de la CAÉ aux environs de 1960. Il est important de noter que si les séries sont uniformes jusqu'à 1956 du point de vue des secteurs que renferme chacune sur le plan conceptuel, elles ne sont pas uniformes du point de vue statistique. La nouvelle CAÉ utilisait une définition plus globale de l'établissement (voir la note générale de la Section R, Industries manufacturières).

Pour la période de 1946 à 1955, les séries ont été extraites de *Private and Public Investment in Canada, 1946-1957*, PPI, 1946-57. Les estimations fournies dans cette source portent seulement sur l'ensemble du Canada. Il y a lieu de signaler qu'au moment de préparer les séries pour CANSIM par province, il a été impossible de produire des séries qui, agrégées, correspondaient aux totaux pour le Canada figurant dans cette publication. C'est pourquoi la Division de la construction n'utilise plus le PPI, 1946-57. Les problèmes de désagrégation qui se sont posés à la Division de la construction provenaient de l'emploi, pour le PPI, 1946-57, de procédures d'ajustement appliquées directement aux nombres pour l'ensemble du Canada et non aux nombres désagrégés. Malheureusement, l'absence de documentation ne permet pas de vérifier cette hypothèse. Étant donné que le PPI, 1946-57 tient compte des nombreuses révisions apportées aux séries originales et a été utilisé dans la première édition de *Statistiques historiques du Canada*, il a été décidé de l'utiliser de préférence aux publications annuelles de perspectives pour ces années.

### **S1-7. Dépenses de construction neuve et de réparation, en dollars courants et constants, 1926 à 1976**

SOURCE: séries S1-3, pour 1926 à 1955, édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, séries R1-3; séries S1-3, pour 1956 à 1976 n° de matrice CANSIM 001190; séries S4-7, voir le texte qui suit.

Pour ce qui est des concepts et méthodes, voir la note générale.

S1 est la série telle qu'elle est produite par la Division de la construction plus (S180 - S179 + S181 - S9); cet ajustement a été effectué pour assurer la correspondance entre la série S1 et les données sur la construction résidentielle qui figurent dans les Comptes nationaux.

Malheureusement, on ne peut obtenir des séries en dollars constants qui correspondent aux séries S1-3 pour toute la période de 1926 à 1976, à cause des révisions apportées aux séries S1-3. On trouvera des séries en dollars constants correspondant aux valeurs récentes en dollars courants pour la série S1 dans *Investissements privés et publics au Canada, Revue de la mi-année 1977*, tableau 21, et dans les éditions antérieures de cette même publication. Les séries S4-7 ont été produites spécialement pour cet ouvrage de la façon suivante. La série S4 représente la construction résidentielle (S180 - S179 + S181) dégonflée au moyen du déflateur pour la construction résidentielle du PNB plus la construction non résidentielle [S1 - (S180 - S179 + S181)] dégonflée au moyen du déflateur pour la construction non résidentielle du PNB. Les déflateurs proviennent de *Comptes nationaux des revenus et des dépenses* (13-531 et 13-201 au catalogue). La série S7 est le produit de S1 divisé par S4. La série S5 est le produit de S2 divisé par S7. La série S6 est la somme de S4 plus S5.

### **S8. Estimations de l'ensemble de la construction neuve et de la réparation, 1896 à 1930**

SOURCE: Buckley, *Capital Formation in Canada*, 1896 à 1930, p. 128. La méthode d'estimation de base utilisée ici était analogue à celle utilisée dans le PICF. On a d'abord estimé le flux annuel des matériaux de construction pour les usages de la construction. À partir de ce nombre, la valeur totale de la construction a été estimée en fonction des données sur le rapport entre l'élément matériaux et l'élément effectifs ainsi que les frais généraux et les bénéfiques. Le rapport entre l'élément matériaux et l'élément effectifs a fait l'objet d'une étude en profondeur. Pour 1896 à 1920 on a supposé que le ratio entre les matériaux et les effectifs était constant, mais pour 1921 à 1930 ce ratio des facteurs de production réels a varié. Pour toute la période on a déterminé que les frais généraux et les bénéfiques constituaient 14.3% de la valeur totale de la construction.

### **S9-22. Valeur totale des travaux de construction neuve exécutés, par principal genre de construction, 1926 à 1976**

SOURCE: pour 1926 à 1950, édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*; pour 1951 à 1976, *La construction au Canada*, tableau 6.

Voir la note générale de cette section pour une description des concepts et méthodes. On trouvera dans le document d'origine beaucoup plus de détails sur le genre de construction que ce qui est donné ici. Par exemple à la rubrique bâtiments commerciaux figurent huit catégories: immeubles à bureaux; magasins, vente de détail et de gros; théâtres, cinémas, stades, établissements récréatifs; hôtels, clubs, restaurants, cafétérias, cabines de touristes; entrepôts, magasins, entrepôts frigorifiques, etc.; garages et stations-service; blanchisseries et établissements de nettoyage à sec.

Du point de vue conceptuel, les séries S1 et S22 sont équivalentes. Elles sont en fait différentes parce que les révisions statistiques apportées aux éléments construction résidentielle et agriculture pour l'année 1961 et les années antérieures sont prises en compte dans la série S1 mais non dans S18 (ou la série de l'élément pertinent dans ce tableau).

### **S23-28. Valeur totale des travaux de construction neuve exécutés, par région et par genre principal, 1951 à 1976**

SOURCE: *La construction au Canada*.

Voir la note générale de cette section pour une description des concepts et méthodes.

## S29-58. Permis de bâtir délivrés, par région et genre principal, 1951 à 1976

SOURCE: M. J.P. Delisle, Section de l'habitation et des permis de construire, Division de la construction. Les données actuelles paraissent dans *Permis de bâtir, Sommaire annuel*.

Presque toutes les municipalités exigent un permis de bâtir pour un nouveau bâtiment ou pour des rénovations et des additions à un bâtiment existant. Statistique Canada recueille des données sur les permis délivrés depuis nombre d'années, et des renseignements détaillés sont présentés sur une base variable dans des bulletins à compter de 1922. Depuis une vingtaine d'années, des efforts considérables ont été fournis pour élargir le champ d'observation, avec le résultat qu'en 1977, 1,900 municipalités ont été observées. Malheureusement, il n'existe pas de séries uniformes sur le plan de l'observation, avec indication de la région et du niveau de détail, fourni ici. Il existe cependant deux cas seulement où des coupures importantes se produisent à cause de l'élargissement du champ d'observation: 1957-58 et 1962-63. Le champ d'observation pour certaines années de recensement est indiqué dans le tableau qui suit.

### Permis de bâtir, champ d'observation géographique

Année	Canada	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>1</sup>
(Pourcentage de la population observée)						
1976	86	74	82	94	74	93
1971	82	52	79	93	73	91
1961	68	37	67	81	61	77
1951	57	34	51	72	45	73
(Nombre de municipalités observées)						
1976	1,875	302	562	497	402	112
1971	1,445	102	325	527	381	110
1961	1,003	71	217	324	271	120
1951	439	35	70	177	75	82

<sup>1</sup> Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Le pourcentage observé de bâtiments construits dans l'univers visé est probablement beaucoup plus élevé que le pourcentage de la population observée, du fait que les municipalités où l'activité dans le domaine du bâtiment est considérable ont généralement des services du bâtiment mieux organisés que celles où l'activité est faible.

Tous les genres de construction ne sont pas couverts par les permis de bâtir. L'écart le plus prononcé se rencontre dans le cas des ouvrages de génie civil. Il arrive souvent aussi que certains genres de bâtiments ne nécessitent pas de permis de bâtir, notamment les bâtiments scolaires municipaux et locaux. Certains genres de construction peuvent juridiquement nécessiter un permis, mais il arrive souvent, peut-être même couramment, qu'on procède sans permis. C'est ce qui se produit dans le cas des rénovations et des additions. D'après une enquête effectuée par Kenneth Buckley, de 1941 à 1951 seulement 20 à 25% des transformations d'habitations à Saskatoon, étaient couvertes par un permis (voir l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, p. 500). L'auteur a l'impression que même dans la ville de Toronto, où l'on pourrait s'attendre à une meilleure application du règlement du bâtiment que dans les villes de moindre envergure, un fort pourcentage des travaux de rénovation est effectué sans permis.

Les valeurs des bâtiments pour lesquels des permis ont été délivrés sont sous-estimées. La sous-estimation est encouragée du fait que le coût du permis de bâtir est généralement déterminé d'après le coût estimé des travaux. M. J.P. Delisle de la Division de la construction a effectué des comparaisons entre les coûts stipulés en application de la Loi nationale sur l'habitation au début des années 70 et les coûts des permis pour les mêmes constructions, et il a constaté que les valeurs des permis pour les maisons individuelles représentaient en moyenne 87% de la valeur réelle de la construction, et dans le cas des immeubles d'habitation collective, à peine 80%.

La série des permis de bâtir ne tient pas compte des permis qui deviennent périmés. L'ampleur de cette situation n'est pas connue, mais on l'estime en général peu importante. Un très grand nombre d'immeubles d'appartements pour lesquels des permis avaient été délivrés dans la région de Toronto à la fin de 1973 n'ont pas été mis en chantier avant le début de 1975. Les permis pour un grand nombre de ces immeubles ont probablement été renouvelés et la construction a finalement commencé, mais le nombre des permis à titre d'indicateur des mises en chantier était de toute évidence trompeur en 1973. Ce problème particulier a pu être causé par la contraction des marchés financiers au début de 1974 et la montée en flèche des coûts de la construction en 1973 et 1974, de sorte qu'il n'est pas impossible que le nombre des permis ne soit trompeur qu'en de rares occasions. C'est ce que confirment les responsables de la construction dans la région de Toronto.

Les séries sur les permis de bâtir fournissent des renseignements comparables à ceux de la série sur l'octroi des contrats Canadata (anciennement Southam, et auparavant, MacLean). Certaines séries sur l'octroi des contrats ont été présentées dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*; malheureusement, il n'est plus possible désormais d'obtenir ces données gratuitement. Les séries sur l'octroi des contrats diffèrent généralement dans le temps de celles sur les permis, parce que l'octroi des contrats précède la délivrance des permis. Dans certains cas, cependant, la série Canadata a essentiellement toutes les apparences d'une série sur les permis. C'est

probablement le cas pour la majeure partie de la construction résidentielle. Pour ce qui concerne les appartements, la série Canadata reflète le problème de 1973 mentionné ci-haut au sujet des séries sur les permis, c'est-à-dire qu'une très grande proportion des «contrats» pour la construction d'appartements a été apparemment annulée.

Les séries sur les permis constituent un instrument de vérification utile des séries sur la construction établies d'après l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Si l'on tient compte du fait que les permis devancent nettement la construction, et que les valeurs dans les séries sur les permis représentent probablement des sous-estimations de plus de 20%, les statistiques détaillées des publications sur les permis de bâtir et sur la construction indiquent que l'enquête sur les dépenses en immobilisations sous-estime considérablement la construction de magasins de détail et de gros ainsi que d'hôtels, clubs, restaurants, cafétérias et cabines de touristes.

### **S59. Valeur des permis de bâtir délivrés, 1910 à 1960**

SOURCE: édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, série R177.

Cette série, de même que les séries S25-54, a été produite par Statistique Canada et donne une idée des effets des modifications du champ géographique, 1951 à 1960.

### **S60-64. Principales statistiques de l'industrie de la construction (entrepreneurs en construction), 1934 à 1976**

SOURCE: Pour 1951 à 1975, *La construction au Canada* (64-201 au catalogue); pour 1934 à 1950, *Construction Industry in Canada* (64-D-21 au catalogue).

Un recensement de la construction a été effectué pour la première fois par Statistique Canada en 1917. Il n'a pas été effectué pour les années 1923 à 1933 ni pour les années 1951 à 1974, mais des recensements partiels ont été réalisés qui ont fourni des données pour 1967 à 1974. Ces solutions de continuité découlent de l'insatisfaction vis-à-vis de la qualité du recensement. Il est très difficile de faire un recensement de cette industrie. Il existe un très grand nombre de petits établissements, largement dispersés, et à cause des fluctuations considérables de la demande, la vie moyenne des établissements est de courte durée.

Les données antérieures à 1951 ont été estimées de façon très différente de celles de la période ultérieure. Pour 1934 à 1950, toutes les données proviennent directement du recensement de la construction. A cause des problèmes intrinsèques d'identification de l'univers, le champ d'observation a probablement varié très sensiblement d'une année à l'autre, et jamais il n'a été très bon. Le champ d'observation de la construction non résidentielle était bien meilleur que celui de la construction résidentielle: pour 1938, la construction résidentielle neuve déclarée dans le recensement de la construction représentait à peine 37% de toutes les dépenses de construction résidentielle neuve suivant l'estimation des comptes nationaux (voir la série S180); dans le cas de la construction non résidentielle neuve, la proportion était de 66%.

Il est à noter que ces chiffres du champ d'observation concernent l'ensemble de la construction déclarée au recensement de la construction, tandis que les séries S60-64 ne visent que la construction réalisée par des entrepreneurs, c'est-à-dire qu'elles ne couvrent pas la construction effectuée par des industries autres que l'industrie de la construction. D'après le recensement de la construction de 1950, la valeur des travaux exécutés par les entrepreneurs et les constructeurs figure pour 65% de l'ensemble des travaux déclarés, tandis que les propriétaires-constructeurs, les «organisations industrielles», les sociétés ferroviaires de transport par train à vapeur et par train électrique, les services publics et les administrations publiques figurent respectivement pour 5, 6, 2, 14 et 7%.

Bien que le champ d'observation de ce recensement ne soit pas exhaustif, il ne semble pas exister de raison apparente pour laquelle les indices et les ratios qui en découlent seraient gravement biaisés, et un certain nombre de chercheurs, dont Buckley et l'auteur de cet article, ont utilisé le recensement de cette façon. On trouvera dans les bulletins statistiques des données sur les «capitaux investis», la construction par catégorie détaillée (immeubles à bureaux, magasins, théâtres, cinémas, «immeubles d'appartements», logements, etc.) ainsi que d'autres renseignements utiles.

Pour 1951, un recensement de la construction a été effectué, mais après avoir comparé les résultats à ceux de l'enquête sur les dépenses en immobilisations, il a été décidé d'abandonner le recensement. A partir de 1951, la valeur des travaux exécutés est déterminée d'après la réponse des «acheteurs» de construction à l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Dans cette enquête, on demande aux répondants d'indiquer le montant de leurs dépenses de construction destiné à des entrepreneurs. Les traitements et salaires sont estimés de la façon suivante. Pour chacun des secteurs de la construction résidentielle, de la construction non résidentielle et des ouvrages de génie civil, on utilise les déclarations de l'industrie de la construction à contrat pour déterminer le ratio des traitements et salaires par rapport à la valeur des travaux exécutés; ce ratio multiplié par la valeur des travaux déterminée par l'enquête sur les dépenses en immobilisations donne l'estimation des traitements et salaires pour chaque secteur, et par le fait même la masse salariale. Les séries restantes sont estimées de la même façon.

Pour 1951 à 1966, les données sur l'industrie de la construction à contrat ont été obtenues auprès de toutes les entreprises dont les ventes étaient supérieures à \$100,000. Ces entreprises ont été identifiées au moyen de sources telles que le Registre des entreprises et Dun and Bradstreet. A partir de 1967, on a utilisé les données du recensement de même que celles des grandes entreprises. Les données du recensement disponibles pour 1967 étaient celles relatives aux entrepreneurs d'installations électriques. A compter de 1975, le recensement couvre tous les segments de l'industrie de la construction. A partir de cette année également les méthodes de recensement ont été modifiées. Les entreprises ayant réalisé des recettes supérieures à \$500,000 en 1975 ont utilisé le long questionnaire du recensement. Les données financières pour toutes les entreprises ayant réalisé entre \$50,000 et \$500,000 et pour un échantillon d'entreprises ayant réalisé moins de \$50,000 ont été obtenues de Revenu Canada. Les données non financières pour un sous-échantillon de ce groupe (10,000 en 1975) ont été obtenues au moyen d'une enquête sur questionnaire abrégé. Les résultats de l'échantillon ont été adéquatement pondérés pour obtenir les estimations de l'univers.

## Construction non résidentielle (séries S65-166)

**Note générale:** Voir la note de la section précédente.

### S65-71. Construction neuve dans les industries primaires, 1946 à 1976

SOURCE: pour 1946 à 1955, PPI, 1946 à 1957; pour 1956 à 1976, n<sup>os</sup> de matrice CANSIM 001190 et 001194.

L'agriculture et la pêche ne sont pas comprises dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, surtout parce que ces deux industries se composent d'un grand nombre de petits établissements pour lesquels une enquête pose certaines difficultés. L'estimation de l'agriculture est réalisée à partir d'un point repère provenant d'une enquête par sondage de 1958; ce point repère est ensuite projeté en fonction du revenu agricole et des ventes de matériaux de construction. Les estimations concernant la pêche proviennent du ministère des Pêches et sont établies d'après les contrats régionaux. La construction dans les industries de la pêche comprend entre autres les quais, mais les bateaux sont classés comme machines. La pêche fait figure de parent pauvre par rapport à l'agriculture. Par exemple, en 1976, l'agriculture affichait \$520.5 millions et la pêche à peine \$6.5 millions. Telles qu'elles sont décrites ici les séries sur l'agriculture et sur la pêche sont probablement de qualité inférieure aux estimations produites par enquête directe.

Les estimations relatives à l'exploitation forestière proviennent de l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Tous les établissements dont les ventes sont supérieures à \$500,000 sont couverts; dans certaines provinces le seuil est inférieur à ce montant. Il est probable qu'une certaine partie de la construction dans le domaine de l'exploitation forestière est classée à tort dans les industries manufacturières, avec les scieries et avec les usines de pâtes et papiers.

Les estimations relatives à l'extraction minière et au pétrole et au gaz sont probablement de très haute qualité à partir de 1967 (mines) et 1965 (pétrole et gaz). Ce sont les premières années pour lesquelles on a utilisé un questionnaire spécialement conçu pour l'industrie. L'enquête sur l'extraction minière est un recensement, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de seuil — et en effet certains établissements d'exploration qui sont appréhendés ne font pas de déclarations au recensement de l'industrie primaire. L'enquête sur l'industrie du pétrole et du gaz est également un recensement, et elle utilise le questionnaire de MAPID (Division des industries manufacturières et primaires). Les résultats de l'enquête sont examinés avec des représentants de l'industrie avant d'être publiés.

A partir du point tournant, 1965, l'industrie du pétrole et du gaz englobe les forages d'exploration et d'exploitation, y compris les forages à forfait. Elle englobe également l'extraction à partir des sables pétrolifères. L'exploration géologique et géophysique est exclue. Avant 1965, les postes retenus variaient dans des proportions inconnues d'un établissement à l'autre, suivant la façon dont l'établissement interprétait la définition de dépenses en immobilisations sur le questionnaire d'enquête. En 1960 également une modification a été apportée sur le plan conceptuel, de sorte qu'à compter de 1960 les usines de traitement du gaz sont prises en compte; avant cette année le traitement du gaz est classé comme industrie manufacturière.

A partir du point tournant, 1967, l'extraction minière comprend l'exploration et l'exploitation sur les terrains possédés, mais non l'exploration à l'extérieur et l'exportation générale. Comme dans le cas de l'industrie du pétrole et du gaz, la série sur l'extraction minière renferme certaines incohérences avant l'année qui a marqué le point tournant.

Les estimations de l'industrie de la construction depuis 1975 sont obtenues au moyen de données provenant du recensement de la construction (voir les notes relatives aux séries S60-64). Avant 1975, les données provenaient à la fois du recensement partiel et de l'enquête par sondage auprès des grandes entreprises. La variable utilisée pour établir le total définitif était les ventes, celles de l'univers étant considérées comme représentant l'ensemble de la construction à contrat déclarée dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations de toutes les industries.

### S72-93. Construction neuve dans les industries manufacturières par groupes principaux, 1926 à 1976

SOURCE: Pour 1926 à 1955, édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*; pour 1956 à 1976, n<sup>o</sup> de matrice CANSIM 001198; pour 1946 à 1976, les estimations proviennent de l'enquête sur les dépenses en immobilisations.

L'estimation comporte deux éléments, comme il est indiqué dans la note générale de cette section. Les «additions nettes» représentent entre autres les dépenses créatrices de nouveaux établissements. Les nouvelles entreprises sont identifiées par un examen rigoureux des journaux d'affaires et par des contacts personnels dans l'industrie et l'administration publique. Les additions nettes comprennent les dépenses des établissements existants qui sont jugées occasionnelles.

Pour ce qui est du deuxième élément, les dépenses des établissements existants, les dépenses de l'échantillon sont gonflées par le ratio de l'univers par rapport aux expéditions de l'échantillon. Lorsqu'une dépense d'un établissement de l'échantillon est considérée comme occasionnelle, elle est enlevée et placée dans l'élément «additions nettes». Pour ce qui concerne l'estimation «finale» des dépenses pour l'année t, le ratio de gonflement ou de «grossissement» est déterminé à partir des expéditions pour l'année (t-2). Normalement (pour 1973) les établissements de l'échantillon comprennent tous ceux dont la valeur des expéditions se chiffre à \$500,000 ou plus; lorsque des industries ou des provinces ont peu d'établissements de cette taille, le seuil est abaissé à \$200,000.

Comme on peut le constater, la découverte incomplète de tous les nouveaux projets qui devraient être inclus dans les additions nettes est une importante source d'erreur possible. Les problèmes de vérification peuvent également engendrer des erreurs. L'activité d'un établissement peut changer, ce qui signifie que la catégorie d'activité économique dans laquelle il est classé devrait changer. Les activités secondaires de certaines organisations peuvent n'être pas adéquatement appréhendées. Les répondants peuvent trouver difficile de faire la distinction entre machines et construction et entre construction neuve et réparation.

Pour la période de 1926 à 1945, les estimations sont fondées sur les déclarations fiscales de 358 sociétés du secteur manufacturier pour toute la période de 20 ans. En 1946, les ventes de ces sociétés représentaient 38% du total des industries manufacturières. L'échantillon a été stratifié par catégorie d'activité économique et par tranche de taille. Les investissements de l'échantillon pour chacune des années ont été gonflés par l'application du ratio de 1945 ou 1946 traduisant le rapport entre les ventes de l'univers et les ventes de l'échantillon à l'intérieur de chaque strate (Buckley, 1957, p. 111).

On ne sait pas exactement dans quelle mesure les estimations sont biaisées par le choix d'un échantillon ou l'emploi d'un facteur de gonflement constant. Le critère de sélection pour l'échantillon assure l'exclusion des deux sociétés qui n'ont pas survécu à la dépression des années 30, et des sociétés opportunistes qui ont pris naissance à la fin des années 30 et au cours de la Seconde Guerre mondiale. Une comparaison entre les données sur les contrats octroyés pour les bâtiments commerciaux et industriels (séries R170, R171, édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*) et l'ensemble de la construction non résidentielle (séries S10-S9) donne à penser que la méthode de calcul a produit un niveau d'estimation de la construction non résidentielle qui est peut-être trop faible pour toute cette période; et les estimations pour 1929 à 1939 sont peut-être trop élevées par rapport à 1926 et 1946.

#### **S94. Construction neuve dans les industries manufacturières, 1871 à 1925**

#### **S95-106. Construction neuve dans les industries manufacturières, par groupes principaux, 1918 à 1925**

SOURCE: *Fixed Capital Flows and Stocks in Manufacturing, 1926-1960*.

Ces séries ont été estimées par le professeur T.K. Rymes, non pas pour être utilisées comme telles, mais bien à titre d'élément dans l'estimation des stocks et flux de capital pour les années ultérieures. Par conséquent, le professeur les considère davantage comme indicateurs de tendances que comme indicateurs de points tournants.

Les données de base utilisées pour ces séries sont les données sur la valeur du capital investi, fournies par les cinq premiers recensements décennaux du Canada, les deux recensements des manufactures effectués par la poste (données déclarées pour 1905 et 1906) et le recensement annuel de l'industrie mené par le BFS, 1917 à 1943. Dans l'estimation de Rymes, il est supposé que la «valeur du capital investi» est en fait la valeur comptable des actifs fixes, c'est-à-dire le coût initial moins l'amortissement accumulé. Pour un exposé instructif et détaillé sur les problèmes de production de l'estimation, et les solutions apportées, voir *Fixed Capital Flows and Stocks*, pp. 64-71.

La série sur les dépenses de construction estimée par Rymes a été utilisée pour rétropoler la série PPI existante (S72). C'est ainsi que la série S94 reflète tout défaut quant au niveau de cette série. La formation brute de capital fixe grossièrement déterminée par Rymes a été estimée jusqu'à 1943, et il est intéressant de constater que les différences entre cette série et la série PPI dans l'exemple retenu (aliments et boissons) sont comparables aux différences entre la série sur les contrats octroyés et la série PPI pour l'ensemble des industries manufacturières. Il est fort possible que la série de Rymes soit plus exacte que la série PPI officielle pour la période de 1926 à 1943. Ce ne serait pas étonnant du fait que Rymes a utilisé les données de l'univers, tandis que les estimations PPI sont fondées sur des données provenant d'un échantillon non représentatif. Malheureusement, *Fixed Capital Flows and Stocks* ne présente aucune des séries initiales sur la formation brute de capital fixe, à l'exception de celle concernant les aliments et boissons.

Avant 1918, les données sur la valeur comptable du capital investi ne sont pas annuelles mais bien décennales. Les estimations annuelles pour les machines et outillages par groupes principaux ont été obtenues au moyen d'un interpolateur fondé sur le flux global annuel estimé (création interne) de machines et outillages industriels et électriques. Le même interpolateur a été utilisé pour tous les groupes principaux. Cette série a ensuite servi à produire des séries sur la construction au moyen des ratios traduisant le rapport entre les dépenses de construction et les dépenses de machines et outillages pour 1926 à 1930. Les séries ainsi obtenues ont été comparées aux données sur les bâtiments et agencements dans les recensements de 1890 et 1900 (les premiers à indiquer ces éléments de capital investi séparément). Dans certains cas, par suite de cette comparaison, la série a été rectifiée. De plus amples détails au sujet de l'estimation figurent dans *Fixed Capital Flows and Stocks, 1926-60* (notamment aux pp. 70, 71, 76).

#### **S107-121. Construction neuve dans les transports, communications, services publics d'électricité, de gaz et d'eau, 1956 à 1976**

SOURCE: de 1926 à 1955, édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*; pour 1956 à 1976 n° de matrice CANSIM 001202.

On trouvera des renseignements détaillés sur l'estimation de ces séries pour la période de 1926 à 1941 dans PICF et dans PPI, et un résumé dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*. Les méthodes d'estimation utilisées ces dernières années sont en général analogues à celles utilisées antérieurement, à la différence que, comme dans le cas des industries manufacturières, on divise normalement la valeur estimée en deux éléments: «additions nettes» et dépenses par les établissements existants. Il est bon de donner des précisions sur les méthodes courantes d'estimation par catégories. Il y a lieu de noter que chaque catégorie de transports englobe les services pertinents aux transports, mais la couverture de ces services est inégale.

Dans le cas des transports aériens, les dépenses des principales sociétés aériennes sont comprises dans les additions nettes. L'échantillon d'établissements existants comprend tous ceux dont les recettes sont égales ou supérieures à \$100,000, et les recettes constituent la variable de grossissement. La couverture est bonne.

On n'utilise pas d'échantillon pour les transports ferroviaires, vu la facilité d'appréhender l'univers, qui comprend essentiellement le Canadien National et le Canadien Pacifique. La série comprend les dépenses annuelles effectives du CN pour toute la période, mais pour 1941 et les années antérieures les dépenses effectives du CP ne sont utilisées que pour 1926, 1929, 1930, 1933, 1937, 1941, et celles des autres années sont interpolées au moyen de séries connexes.

Pour ce qui concerne les transports par eau, l'échantillon actuel (1973) comprend toutes les entreprises dont les recettes sont égales ou supérieures à \$100,000. Les recettes sont la variable de grossissement. Les services aux transports par eau ne sont pas déterminés par la méthode d'estimation à deux éléments, mais toutes les dépenses sont classées comme additions nettes. Deux organes de services particulièrement importants sont l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et le Conseil des ports nationaux.

L'échantillon des transports routiers comprend actuellement tous les établissements dont les recettes sont supérieures à \$100,000 dans les provinces de moindre envergure, et à \$400,000 dans les plus grandes, et les recettes constituent la variable de grossissement. Sont compris dans ce secteur les transports interurbains par camion et par autobus. Lorsqu'une entreprise de transport par camion et d'entreposage attribue moins de la moitié de ses recettes à l'entreposage, la totalité de l'entreprise est classée dans les transports routiers. Il est difficile de bien faire une enquête de ce secteur à cause de l'instabilité de la propriété (particulièrement dans le cas des transports routiers de marchandises) et à cause des méthodes employées pour le financement des actifs fixes, et d'autres moyens de procéder.

Le secteur des transports urbains suit la même méthode d'estimation que le secteur des transports. Les deux réseaux de métro sont pris en compte, mais non le service de taxis.

Pour ce qui concerne le secteur des pipelines, les données sont obtenues pour toutes les unités de l'univers, ce qui est possible grâce au recensement des finances effectué par l'Office national de l'énergie et par la Section de la statistique énergétique de MAPID. La conversion des chiffres déclarés en fonction de la base conceptuelle présente certains problèmes à cause des pratiques comptables de l'industrie. Sont comprises dans les pipelines les canalisations de collecte et de distribution; sont exclues les canalisations sur le terrain, qui sont prises en compte ailleurs (sous pétrole et gaz, série S70).

Dans le cas du téléphone, l'échantillon actuel comprend toutes les entreprises dont les recettes sont égales ou supérieures à \$100,000, sauf que certaines grandes sociétés sont prises en compte dans les additions nettes. Étant donné la prédominance des grandes entreprises dans cette industrie, les dépenses de l'échantillon plus les additions nettes représentent presque tout le total. Un des problèmes dans ce secteur est l'utilisation fréquente de matériaux de seconde main.

Toutes les dépenses de télégraphe sont comprises dans les additions nettes. Sont inclus dans ce secteur les télégraphes des sociétés ferroviaires, les réseaux à micro-ondes, les sociétés de communications par câble et la Société canadienne de télécommunications transmarines.

Tous les élévateurs à grain terminaux sont étudiés mais lorsqu'il s'agit d'élévateurs ruraux seules les entreprises qui en exploitent 10 ou plus font partie de l'enquête. La variable de grossissement pour ce dernier groupe est le nombre d'élévateurs.

Le secteur de l'énergie électrique englobe à la fois les établissements qui produisent de l'énergie en vue de la vente au public et le petit nombre d'établissements dont l'activité principale est la distribution d'énergie électrique. Les grands services provinciaux d'utilité publique sont pris en compte dans les additions nettes, et les autres entreprises dont les recettes sont égales ou supérieures à \$100,000 constituent l'échantillon. Les recettes sont la variable de grossissement. Le montant ajouté par le grossissement ne représente que 3% environ du total. Un questionnaire spécial a été utilisé pour ce secteur dans les années 70, à cause des divers problèmes de déclaration concernant cette industrie. Un des problèmes porte sur la construction pour compte propre, et un autre sur la distinction entre construction et machines. La formulation de la question sur les dépenses des usines de production hydraulique donne une idée de la nature du problème. Sous cette rubrique, la description de l'élément construction est exprimé par «installations d'amenée d'eau, de commande et autres ouvrages»; la description de l'élément machines est rendu par «turbines et générateurs et autres installations consistant en des éléments de machinerie séparément identifiables». Dans le cas des usines nucléaires, la rubrique des machines est simplement rendu par «autres installations consistant en des éléments de machinerie séparément identifiables».

Dans le secteur de la distribution du gaz toutes les entreprises font partie de l'enquête, et le processus d'estimation ne s'impose que pour le petit nombre de non-répondants.

A compter de 1969, les systèmes de distribution de l'eau sont divisés en deux parties. La première, représentée par les exploitations privées ou d'appartenance provinciale, constitue une catégorie distincte classée dans «autres services publics». La deuxième, représentée par les systèmes municipaux, est prise en compte dans les dépenses des administrations municipales.

Dans le domaine de la radiodiffusion, Radio-Canada est compris dans les additions nettes, et toutes les unités du secteur de la télévision et de la télédistribution sont enquêtées. L'échantillon actuel pour la radio englobe toutes les stations dont les recettes sont égales ou supérieures à \$100,000, et la variable de grossissement est celle des recettes.



Les autres services publics comprennent actuellement l'entreposage, certains systèmes de distribution de l'eau (voir ci-haut), les routes et ponts payants, le service de taxis. Pour 1955 et les années antérieures, sont également pris en compte les transports aériens, routiers et par eau ainsi que les pipelines des services, les élévateurs à grain et la radiodiffusion.

## **S122. Formation nette de capital dans les transports ferroviaires et les télégraphes, 1850 à 1930**

SOURCE: édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*.

Comme l'indique le titre, cette série diffère des séries précédentes sur le plan conceptuel du fait qu'elle exclut les dépenses de construction neuve et de matériel considérées par des sociétés ferroviaires comme dépenses de remplacement. Cette série a été estimée par Kenneth Buckley au moyen des déclarations annuelles des sociétés ferroviaires privées et publiques. Il a utilisé des informations sur un échantillon de routes pour estimer à la fois la construction neuve et les améliorations. On trouvera des renseignements détaillés au sujet de cette estimation dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada* et dans la source originale.

## **S123-127. Construction neuve et réparation, structures de transports non ferroviaires, 1901 à 1930**

SOURCE: édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*.

Ces séries ne comprennent que les dépenses publiques, qui sont actuellement classées comme telles. Elles ont été estimées par Kenneth Buckley d'après les rapports du vérificateur général de l'administration fédérale et les comptes publics des provinces. On trouvera des informations détaillées dans *Capital Formation in Canada, 1896-1930*, par Buckley.

## **S128-140. Construction neuve dans le commerce, les finances et les services commerciaux, 1946 à 1976**

Les séries sur le commerce sont de qualité inférieure à la plupart des autres séries. Le commerce, en particulier le commerce de détail, est caractérisé par un grand nombre de petites exploitations et des nombres considérables d'exploitations qui se créent et qui disparaissent chaque année. En outre, une grande partie de la construction effectuée pour le commerce de détail est classée sous «autres services financiers» du fait que les véritables promoteurs immobiliers sont les entreprises qui possèdent et qui construisent les centres commerciaux et les immeubles à bureaux. Les magasins construits aux termes de contrats de cession-bail, qu'on trouve particulièrement dans certaines chaînes alimentaires, sont pris en compte ici et non dans le groupe d'activités économiques auquel appartient le propriétaire. C'est l'un des rares cas où des dépenses sont attribuées à l'utilisateur et que l'utilisateur n'est pas le propriétaire.

Dans tous les groupes sauf celui des établissements indépendants, tous les établissements existants dont les ventes se situent aux environs de \$1,000,000 sont compris dans l'échantillon, et le grossissement s'effectue par les ventes. Les nouveaux magasins sont compris dans les additions nettes. Jusqu'à 1976, le groupe des magasins indépendants était estimé au moyen d'un point de référence obtenu dans les années 50 et par l'utilisation de la série sur les grands magasins et les magasins à succursales comme facteur de projection. À compter de 1976, les magasins indépendants ont été échantillonnés. L'échantillon était de 1,300 en 1976. Le commerce automobile comprend les stations-service, les garages et les marchands de voitures.

Dans le secteur bancaire, toutes les unités de l'univers font partie de l'enquête. L'univers comprend la Banque du Canada, mais non les caisses populaires (qui ne sont couvertes nulle part). Les caisses d'épargne et de crédit sont prises en compte, bien que l'échantillon n'ait pas été mis à jour avant 1978; cependant, les dépenses des caisses d'épargne et de crédit se situent pour la grande majorité dans la catégorie des additions nettes. Actuellement (1973), les sociétés d'assurances dont les actifs fixes sont supérieurs à \$200,000 sont comprises dans l'échantillon, et les actifs fixes constituent la variable de grossissement. L'échantillon est choisi d'après les informations du *Rapport annuel du Surintendant des Assurances*. Les sociétés de fiducie et de prêts sont couvertes de la même façon, l'échantillon étant choisi à partir de données provenant de la Section des sociétés financières de la Division des finances publiques de Statistique Canada.

Le secteur des «autres services financiers» comprend les promoteurs, les bailleurs d'immeubles, les entreprises immobilières et les agents d'assurances. À certains points de vue, la série des «autres services financiers» pose un grave problème sur le plan conceptuel. Elle englobe les immeubles commerciaux et dans quelques cas, les immeubles industriels construits en vue de la location, ou éventuellement en vue de la vente par des promoteurs et autres personnes. Les utilisateurs de ces immeubles peuvent appartenir à un grand nombre d'activités économiques différentes. Comme on peut le constater, cette série a pris de plus en plus d'importance ces dernières années; elle représente en effet 20% ou plus de la construction non résidentielle (et une proportion beaucoup plus élevée de la construction non résidentielle dans le secteur privé), comparativement à moins de 5% en 1956. Les centres commerciaux, les complexes polyvalents tels que le Centre Manulife et le Centre Toronto Dominion à Toronto, et d'autres constructions prises en compte dans cette série représentent une proportion considérable de toute la construction neuve destinée à des usages commerciaux et financiers. Se trouvent donc inclus dans cette série certains des nouveaux locaux loués par diverses industries pour l'aménagement de leur siège social. Il y a lieu de noter que la base conceptuelle pour une grande partie de ces postes diffère de celle utilisée pour l'habitation. Dans ce dernier cas, la construction est considérée comme construction à usage d'habitation qu'elle appartienne aux occupants ou aux promoteurs ou à d'autres propriétaires.

Il est difficile d'estimer la série des autres services financiers. Il est impossible d'identifier toutes les unités de cet univers, et la série est par conséquent de qualité douteuse. La série est établie au départ par une recherche visant à découvrir le plus grand nombre possible de projets et d'exploitations de grande taille et de taille moyenne; les données déclarées sont ensuite rectifiées au moyen des données sur l'octroi des permis de bâtir et des contrats pour les années observées et les années précédentes.

Les services commerciaux comprennent blanchisseries et établissements de nettoyage à sec, théâtres et cinémas, hôtels, restaurants, pistes de course, aménagements pour le ski, services de location de machines et de matériels, et toute autre organisation qui dispense des services aux personnes ou aux entreprises, dans les cas où cette organisation n'est pas classée ailleurs. Les hôtels, qui constituent l'élément le plus considérable, sont estimés notamment au moyen d'un échantillon qui couvre actuellement tous les établissements dont les recettes de location sont supérieures à \$200,000, et les recettes de location constituent la variable de grossissement. La majeure partie du total des hôtels est cependant représentée par les additions nettes, c'est-à-dire la construction d'hôtels et de motels neufs. Il est probable qu'un grand nombre de motels neufs ne sont pas pris en compte du fait que leur petite taille et l'endroit reculé où ils se trouvent signifie qu'il y a peu de chances qu'ils figurent dans les revues spécialisées ou qu'ils soient décelés par la Section des permis de bâtir. Une partie des dépenses relativement aux projets couverts peut échapper à la comptabilisation du fait que c'est parfois le locataire, non le propriétaire, qui effectue les dépenses. Deux séries existent également à titre distinct, celle des blanchisseries et établissements de nettoyage à sec, et celle des théâtres et cinémas; les montants sont très faibles. Pour ce qui concerne les autres services commerciaux, il n'est pas facile d'identifier l'univers. Toutes les dépenses sont classées dans la catégorie des additions nettes, et les informations sont obtenues par dépouillement continu des publications spécialisées et autres opérations de recherche. Des estimations pour les portions non couvertes sont ajoutées, au moyen des informations sur les véhicules automobiles, le matériel scientifique et spécialisé et les permis de bâtir. De par sa nature, la série qui en résulte est biaisée à la baisse et de qualité inférieure à celle de la plupart des autres séries.

#### **S141-147. Construction neuve dans les institutions et dans les ministères et services des administrations publiques, 1926 à 1976**

SOURCE: pour 1926 à 1960, édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*; pour 1961 à 1976, n<sup>os</sup> de matrice CANSIM 001218, 001222.

Les Églises comprennent tous les diocèses des Églises anglicane et catholique romaine, et certaines paroisses de l'Église Unie. La variable de grossissement pour l'échantillon de l'Église Unie est son effectif, indiqué dans ses rapports annuels. La construction neuve par les autres confessions religieuses est classée dans les additions nettes. Le niveau d'appréhension pour les diverses confessions religieuses pourrait être faible, au point où la construction neuve n'est pas couverte par les permis de bâtir. Pour 1934 à 1946, l'estimation de 1947 a été rétropolée au moyen d'un indice fondé sur la construction par les Églises d'après les recensements de la construction; pour 1926 à 1933, le facteur de projection était fondé sur les contrats accordés par les Églises.

Pour ce qui concerne les universités, tous les établissements décernant des grades sont enquêtés, et les effectifs constituent la variable de grossissement (nécessaire seulement pour la non-réponse). Il se peut qu'une certaine partie de la construction neuve échappe à la comptabilisation du fait que les systèmes de comptabilité des universités situent celle-ci à la rubrique des dépenses courantes, et non des dépenses en immobilisations, en raison des méthodes de financement des administrations publiques. Avant 1947, l'estimation a été rétropolée au moyen d'un indice fondé sur la variation nette de la valeur des machines et matériels des universités, et d'un taux annuel estimé d'amortissement.

Les écoles locales, provinciales et privées sont traitées séparément. Les estimations dans le cas des écoles locales proviennent de l'enquête auprès des conseils scolaires effectuée par la Division des finances publiques de Statistique Canada. Un des problèmes est la possibilité qu'une partie de la construction neuve ne soit pas prise en compte parce que dans le système de comptabilité scolaire elle est classée comme réparation. Les estimations dans le cas des écoles provinciales (qui comprennent les collèges communautaires et autres établissements postsecondaires provinciaux subventionnés ne décernant pas de grades) proviennent de l'enquête auprès des ministères provinciaux effectuée par la Section du recensement de la construction. Là encore le système de comptabilité pose un problème. Dans le cas des écoles privées, un univers est utilisé depuis quelque temps qui permet de faire des enquêtes directes, et les effectifs sont utilisés comme base d'imputation pour les cas de non-réponse et de non-observation. Pour 1926 à 1946, l'estimation de 1947 a été rétropolée au moyen des données sur les finances publiques couvrant des champs d'observation variables.

Les estimations concernant les hôpitaux provinciaux sont extraites de l'enquête effectuée auprès des ministères provinciaux par la Section du recensement de la construction. Pour l'estimation dans le cas des hôpitaux municipaux et privés (y compris les hôpitaux à caractère confessionnel), on utilise un échantillon de tous les hôpitaux ayant au-delà d'un certain nombre de lits (le seuil variant selon la province), et cette caractéristique constitue également la variable de grossissement. La comptabilité pose un problème. Pour 1926 à 1946, l'estimation de 1947 a été rétropolée au moyen des données sur les dépenses de construction neuve des hôpitaux municipaux en 1933, 1937, 1941, 1943, et des données sur l'ensemble de la construction neuve municipale pour ces années et les autres années de la période.

Les autres institutions sont enquêtées directement, et le grossissement s'effectue, le cas échéant, en fonction du nombre de lits. Ce groupe ne comprend pas les établissements d'appartenance publique. Il englobe par contre les foyers pour personnes âgées, à but lucratif et sans but lucratif, les maisons pour les sourds et les aveugles, les orphelinats, les garderies, les organisations récréatives sans but lucratif telles que les YM-YWCA.

Les ministères et services des administrations publiques englobent les sociétés de la Couronne de département (par exemple, l'Office de stabilisation des prix agricoles) et une partie ou la totalité des quelques sociétés de la Couronne de mandataire. (Le reste des sociétés de la Couronne de mandataire, et toutes les sociétés de la Couronne de propriétaire sont classées dans le groupe d'activités économiques pertinent.) Les Postes sont comprises ici. La construction neuve effectuée par l'administration fédérale porte actuellement pour une bonne part sur les terminus voyageurs, les terrains d'atterrissage, les quais, les routes et autres constructions connexes au domaine des transports, et sur les immeubles à bureaux et à vocation d'enseignement. Les estimations des dépenses proviennent du recensement de la construction. Avant 1949, les estimations pour certaines années (1926, 1929, 1930, 1933, 1937 et 1941 à 1948) étaient obtenues par le classement de postes particuliers des dépenses tels qu'ils figuraient dans divers comptes des administrations publiques dans les catégories construction neuve et réparation. Pour les autres années et pour 1933, les chiffres ont été interpolés au moyen de diverses données; l'erreur possible serait de moins de 10%. La correction de Buckley (édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada* p. 495) pour 1946 à 1949 a été retenue.

La construction neuve effectuée par les administrations provinciales porte dans une grande proportion sur le réseau routier et les ouvrages connexes, et ces postes éclipsent nettement les postes suivants par ordre d'importance, à savoir les systèmes d'égout, les usines de destruction des déchets, les conduites d'eau principales et les immeubles à bureaux et autres genres de locaux utilisés par des institutions. Les estimations proviennent de l'enquête effectuée par le recensement de la construction. Avant 1947, les estimations étaient obtenues de façon analogue à celles des années reculées pour l'administration fédérale. L'erreur possible pour les années visées par l'interpolation durant cette période reculée serait de moins de 4%.

La construction neuve effectuée par les administrations municipales porte essentiellement sur les systèmes d'eau et d'égout, et sur la construction de routes et autres aménagements de transport. Les estimations proviennent de la Division des finances publiques, qui effectue des enquêtes dans toutes les provinces sauf au Québec. Dans certains cas, les données sont en fait recueillies par le ministère des Affaires municipales. Les données du Québec proviennent d'une enquête effectuée par cette province. Avant 1947, les estimations étaient obtenues de façon analogue à celles des années reculées pour l'administration fédérale. Les données provenant de 16 municipalités ont été importantes dans l'élaboration de l'indice d'interpolation utilisé pour diverses années antérieures à 1940. Pour les interpolations plus récentes, on a utilisé les données sur les dépenses municipales fournies par la Banque du Canada.

#### **S148-160. Construction neuve par les administrations publiques et entreprises publiques, selon le palier d'administration publique et la catégorie, 1946 à 1976**

SOURCE: pour 1946 à 1955, PPI, 1946-57 et édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada* (série R16); pour 1956 à 1976, n° de matrice CANSIM 001230.

Les méthodes d'estimation pour ce qui concerne les ministères et services des administrations publiques ainsi que les institutions sont décrites dans la section précédente. Les seules institutions publiques comprises dans la catégorie institutions sont les écoles, universités et hôpitaux provinciaux et les écoles et hôpitaux municipaux. Toutes les autres institutions d'appartenance publique, par exemple les foyers pour les personnes âgées et les hôpitaux fédéraux, sont pris en compte à la rubrique des ministères et services des administrations publiques.

Les entreprises commerciales publiques sont généralement des entreprises publiques ayant pour principale source de recettes la fourniture de biens et services au public. Elles englobent toutes les sociétés de la Couronne de propriétaire et un petit nombre de sociétés de la Couronne de mandataire en totalité ou en partie, et certaines autres sociétés. Les sociétés de la Couronne de département sont classées à la rubrique des ministères et services des administrations publiques. L'Énergie Atomique du Canada Limitée, qui est une société de la Couronne de mandataire, est en partie prise en compte ici. A titre d'exemples de sociétés de la Couronne fédérales, on peut mentionner Air Canada, la Banque du Canada, Radio-Canada, l'Eldorado Nucléaire Limitée et la Commission canadienne du blé. Au nombre des sociétés provinciales figurent les sociétés des alcools et les sociétés d'électricité. Parmi les sociétés municipales, on compte les sociétés de distribution de l'électricité, les administrations des transports urbains, les administrations du stationnement. On peut obtenir auprès de la Division de la construction la liste complète des sociétés fédérales et provinciales et une liste partielle des sociétés municipales; l'*Annuaire du Canada* donne également la liste de toutes les sociétés fédérales, par genre (de département, de mandataire, de la Couronne, autres).

A la rubrique du logement fédéral sont comprises les dépenses de logement effectuées par les ministères fédéraux (dépenses au titre du logement locatif d'appartenance publique construit à l'intention des fonctionnaires fédéraux) et les dépenses effectuées par les entreprises publiques fédérales. Il s'agit généralement dans ce dernier cas de logements de location dont la prise en compte est considérée par la Division de la construction comme étant une erreur, de sorte que cette série peut être rectifiée afin de l'éliminer. Pour 1960, les dépenses des ministères fédéraux se présentent comme suit: ministère de la Défense nationale, \$7.7 millions; autres, \$5.4 millions. Pour 1960, les dépenses des entreprises publiques sont les suivantes: accords fédéraux-provinciaux, \$14.3 millions; autres, \$0.8 million. Toutes les autres dépenses de logement, y compris les dépenses de logement effectuées par des organes provinciaux tels que l'*Ontario Housing Corporation*, sont exclues du total de la construction neuve effectuée par les administrations publiques et par les ministères et services des administrations publiques. Il est donc évident que le traitement du logement dans ce cas-ci diffère du traitement de la construction non résidentielle.

#### **S161-166. Construction neuve, administration fédérale, 1868 à 1930, administrations provinciales, 1901 à 1930**

SOURCE: édition antérieure de *Statistiques historique du Canada*, séries R120-125.

Ces séries ont été estimées par Kenneth Buckley à partir des rapports du vérificateur général du Canada et des comptes publics des provinces. La série sur les sociétés ferroviaires comprend le matériel roulant acheté pour les sociétés ferroviaires d'appartenance fédérale. La série provinciale dans les années 1920 représente surtout des dépenses de voirie. On trouvera des détails au sujet de l'estimation dans *Capital Formation in Canada, 1896-1930*, par Buckley.

### **Construction résidentielle (séries S167-219)**

#### **S167. Valeur de la construction résidentielle, en dollars constants (1971), 1926 à 1976**

L'indice des prix utilisé pour dégonfler la construction résidentielle de 1926 à 1950 est une moyenne pondérée des indices des prix des matériaux et des taux de salaire dans la construction. L'indice des prix utilisé pour 1951 à 1970 diffère sensiblement de celui utilisé avant la révision des comptes nationaux publiée en 1975. Comme dans le cas de l'indice précédent, il s'agit d'un indice des facteurs de production. A compter de 1957, cependant, il utilise au lieu des taux de salaire stipulés dans les contrats de travail les gains horaires moyens, et en plus

des indices du «prix» de la main-d'oeuvre et du prix des matériaux, il utilise un indice du «prix» des bénéfices bruts. Ce dernier représente le ratio des bénéfices bruts par rapport à la valeur totale de la construction résidentielle neuve. Pour 1951 à 1956, comme on ne disposait pas de données, l'indice a été établi d'après les taux de salaire des contrats de travail, abstraction faite de l'élément bénéfices bruts.

L'aspect le plus important de l'indice utilisé pour 1951 à 1970 est la correction pour tenir compte de la productivité. Cette correction est fondée sur l'hypothèse suivant laquelle la construction résidentielle réelle est affectée d'une variable instrumentale par le volume des matériaux utilisés. Plus précisément, le coefficient de pondération de la main-d'oeuvre est dégonflé par le ratio d'un indice de la valeur réelle des matériaux par rapport à l'indice du facteur main-d'oeuvre. A cause de l'irrégularité des mouvements annuels de ce ratio, pour chacune des périodes de 1951 à 1960 et de 1961 à 1970 un ratio fondé sur une augmentation annuelle constante est utilisé. Cette augmentation annuelle constante est de 2.9% pour 1961 à 1970. L'effet de cette procédure est de réduire de 1/1.029 par an la taille du coefficient de pondération de la main-d'oeuvre, et la somme des coefficients de pondération devient de plus en plus inférieure à un.

Cette correction pour tenir compte de l'amélioration de la productivité signifie que lorsque la productivité s'améliore, la même quantité de matériaux mais un volume inférieur de main-d'oeuvre sont utilisés. Elle constitue ainsi une surestimation de la productivité effective si la valeur réelle des matériaux augmente par rapport à la main-d'oeuvre (sur place) simplement à cause du recours à une main-d'oeuvre externe pour la production d'éléments préfabriqués. Elle est également biaisée à la hausse si la composition de la construction résidentielle se modifie en faveur de genres de structure nécessitant une main-d'oeuvre moins nombreuse. En fait, en 1974 l'indice des prix utilisé ici pour 1951 à 1970 s'est effondré, c'est-à-dire que l'augmentation qu'il indiquait était ridiculement faible. La Division du PNB a donc adopté un indice différent et nettement supérieur, qui est utilisé depuis 1971. Cet indice est le produit de l'hypothèse suivant laquelle la valeur réelle par logement pour chacun des quatre genres de structure (maisons individuelles, duplex et maisons jumelées, maisons en rangée, appartements) est constante. Les faits révèlent qu'il s'agit là d'une hypothèse un peu erronée; par exemple, il est probable que la valeur réelle de la maison individuelle moyenne a baissé en 1974. La Division du PNB procède actuellement à l'élaboration d'un indice qui rend compte de la variation de la valeur réelle par logement, et cet indice sera peut-être en usage au moment de la publication de cet ouvrage.

### **S168-180. Construction résidentielle neuve, par élément, 1926 à 1976**

SOURCE: fichiers de la Division du produit national brut.

La construction résidentielle n'est pas facile à estimer et elle peut être entachée d'une erreur considérable à cause du grand nombre de constructeurs à des endroits dispersés, et à cause du nombre important de propriétaires. En fait, ni les vendeurs ni les acheteurs de construction résidentielle ne constituent la principale source de renseignements en vue de l'estimation. Ce sont les permis de bâtir municipaux qui constituent la source fondamentale. Depuis la fin des années 40 ces renseignements sont complétés dans une proportion importante par les données relatives à la Loi nationale sur l'habitation. Les bureaux sur le terrain de la Société centrale d'hypothèques et de logement enregistre le progrès de la construction d'habitations non LNH ainsi que de maisons LNH depuis nombre d'années. Une autre source importante, particulièrement pour 1951 et les années antérieures est le recensement.

Les estimations présentées ici constituent des révisions considérables des estimations présentées dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*. Les révisions pour 1926 à 1968 font partie de la révision d'envergure des comptes nationaux, publiée en 1975. Il est peu probable que ces estimations soient révisées à nouveau dans un avenir prochain. D'ici à ce que soit publié cet ouvrage, cependant, il est à peu près certain que les estimations pour 1970 à 1976 auront été encore révisées, notamment les séries sur les rénovations et les rajouts. Il est peu probable, toutefois, que les facteurs d'estimation soient sensiblement modifiés par rapport à ceux utilisés pour 1970 à 1976. On constatera d'après ce qui suit que l'estimation diffère nettement pour chacune des périodes 1926 à 1940, 1941 à 1950, 1951 à 1968 et 1969 à 1976. Les estimations pour les deux dernières périodes sont considérées en premier lieu, puis les estimations pour 1926 à 1950.

L'exposé qui suit s'inspire largement des informations extraites des notes inédites de M. J.P. Delisle de la Division de la construction, notamment de l'appendice D: *Gross Capital Formation in Residential Construction, Quarterly Methodology* (rédigé aux environs de 1972); de M. D.H. Jones de la Division des entrées-sorties (datées des 25 janvier 1972, 23 mars 1972, 12 janvier 1973 et 14 mars 1977 respectivement); et des informations fournies par M. Hans Messinger et Mlle Ellen Buckley de la Division du produit national brut. L'auteur de cette section assume l'entière responsabilité des opinions exprimées et des erreurs.

Pour 1951 et les années ultérieures les principaux éléments de la construction résidentielle, les structures en place dans le bâtiment neuf, par genre (séries S168, S169, S170 et S171) sont estimés au moyen de trois composantes: les données sur les mises en chantier, les achevements et les logements en construction; un facteur d'estimation convertissant ces données en logements en place et des valeurs unitaires convertissant les logements en place en valeurs en place. L'enquête sur les mises en chantier est la source des données sur les logements, et elle est traitée dans la note relative aux séries S181-194.

Pour 1951 à 1968, les logements en place sont estimés pour l'année t par province, par genre, selon la formule suivante

$$C(t) - k_1 U(t-1, t) + k_2 U(t)$$

où C(t) représente le nombre de logements mis en chantier et achevés durant l'année et, U(t-1, t) le nombre en construction à la fin de (t-1) et achevés au cours de t, et U(t) le nombre en construction à la fin de t. D'après les structures en place dans le cas des maisons LNH, 1964-70 et la répartition des périodes de construction de toutes les maisons, 1951-64, k1 et k2 sont tous deux considérés comme ayant une valeur de .5 environ. Les paramètres de ce facteur d'estimation sont les mêmes pour tous les genres de logement, en dépit du fait qu'il faille beaucoup plus de temps pour achever de grands immeubles d'appartements que pour achever des maisons individuelles. La sous-évaluation de l'écart

entre la mise en chantier et la dépense n'est probablement pas très marquée, surtout avant le milieu des années 60, étant donné qu'au cours de cette période il existait très peu de grands immeubles d'appartements et que les appartements ne constituaient pas une proportion importante de l'ensemble des mises en chantier.

Il y a lieu de noter que le facteur d'estimation des structures mises en place est équivalent à la moitié des mises en chantier plus la moitié des achèvements. La formule utilisée auparavant était le tiers des mises en chantier plus les deux tiers des achèvements.

Pour 1969 à 1976, le facteur d'estimation englobe explicitement les valeurs estimées traduisant l'effet de retardement des mises en chantier sur la valeur des structures en place. Plus précisément, le facteur d'estimation pour le mois  $t$  est

$$\sum_{i=t}^{t-20} av_i \quad \sum_{j=i}^{i+20} w_{ijt} s_{ij}$$

où  $av_i$  représente la valeur unitaire estimée des logements mis en chantier durant le mois  $i$ ,  $s_{ij}$  le nombre des logements mis en chantier en  $i$  et achevés en  $j$  (sauf que  $s_{i,+20}$  comprend tous les logements achevés dans le mois  $i + 20$  ou ultérieurement) et  $w_{ijt}$  pour un échantillon de logements LNH une proportion moyenne de travaux sur trois ans portant sur les logements mis en chantier dans le mois  $i$  et achevés dans le mois  $j$ , lesquels sont mis en place dans le mois  $t$ . L'estimation annuelle correspond aux totaux mensuels cumulés.

Pour 1951 à 1968 la valeur unitaire estimée pour chaque genre de logement et par province est le coût de construction moyen des logements LNH pertinents à la date de l'approbation du prêt. (Avant la révision de 1975, les valeurs unitaires de 1951 à 1959, décomposées par genre mais non par province, ont été estimées au moyen des coûts de construction LNH pertinents, et pour 1960 et les années ultérieures les valeurs de 1959 ont été extrapolées en fonction de l'indice du prix des entrées dans la construction résidentielle.) Malheureusement, les données provenant des contrats octroyés, des permis de bâtir et des prêts classiques accordés montrent que les maisons individuelles, les maisons jumelées et les duplex LNH avaient une valeur beaucoup plus élevée que l'ensemble des maisons avant 1954 environ (peut-être plus de 25% plus élevée en 1959), une valeur à peu près comparable pour 1955-58, et une valeur nettement inférieure après cette date, l'écart se rétrécissant de façon marquée après 1963. C'est donc dire que la série LNH sous-estime considérablement l'augmentation de la valeur unitaire des maisons pour 1951-63, la distorsion étant particulièrement prononcée pour 1958-61. Le même genre de considération indique cependant que les coûts unitaires LNH ne sont pas aussi gravement déficients à titre de facteurs d'estimation des valeurs universelles dans le cas des appartements et des maisons en rangée. Les coûts LNH sont apparemment beaucoup plus élevés que les coûts de l'univers pour la période de 1951 à 1968, mais l'écart est généralement assez proche de 10%. On trouvera les faits à l'appui de ces considérations dans Steele, M., *The Current Dollar Average Unit Cost of New Dwelling Units by Type, 1947-1966* (Ottawa; reproduction, Statistique Canada, 1968).

Pour 1969 à 1976, la valeur unitaire estimée pour chaque genre de logement est la valeur des permis de bâtir, corrigée pour tenir compte de la sous-évaluation. Aucun ajustement n'est effectué pour raccorder ces estimations à celles de 1951 à 1968 parce que les estimations non raccordées ne produisent guère de rupture entre 1968 et 1969 pour ce qui concerne l'ensemble de la construction résidentielle. La raison en est que dans le cas des maisons individuelles la valeur déterminée en fonction des permis est nettement supérieure à celle déterminée en fonction des prêts LNH, tandis que pour ce qui concerne les appartements la valeur est nettement inférieure. La correction apportée aux valeurs des permis pour tenir compte de la sous-évaluation est estimée en comparant la valeur des permis et le coût de construction estimé pour un échantillon de logements LNH. Pour les années récentes, la correction à la hausse est de 15% pour les maisons individuelles et de 25% pour les immeubles d'habitation collective.

Sur le plan conceptuel, une partie des dépenses de construction en place concernant les logements neufs mais présentée à titre de série distincte S174, représente les coûts supplémentaires, c'est-à-dire les frais d'avocat, les frais d'architecte, les frais d'arpenteur et les intérêts durant la construction, les frais d'assurance hypothécaire LNH. Les frais d'assurance hypothécaire payés à des assureurs du secteur privé, par exemple à la Société d'assurance d'hypothèques du Canada, ne sont pas pris en compte. Le facteur d'estimation des coûts supplémentaires est le ratio des coûts supplémentaires par rapport aux coûts de construction des logements LNH multiplié par les coûts de construction des logements achevés.

Pour ce qui concerne les rénovations, le facteur d'estimation est le nombre des rénovations déclarées dans l'enquête sur les permis de bâtir, corrigé pour tenir compte des municipalités manquantes, multiplié par la valeur de la rénovation corrigée pour tenir compte de la sous-évaluation. Le facteur relatif aux municipalités manquantes (environ 1.11 en 1971) est le ratio de la population totale par rapport à la population des municipalités déclarantes. Le facteur de correction relatif à la valeur (environ 1.22 en 1971) est le ratio de la valeur moyenne par mise en chantier par rapport à la valeur moyenne des permis. Les estimations ainsi obtenues ne représentent probablement qu'une faible proportion de la valeur réelle des rénovations, du fait qu'elles ne tiennent pas compte des rénovations effectuées illégalement et du fait que la valeur des travaux est sans doute sous-évaluée dans une proportion beaucoup plus grande lorsqu'il s'agit de rénovations que lorsqu'il s'agit de constructions neuves. Parmi les données à l'appui de premier point, on peut mentionner les résultats du recensement des Prairies, 1946, tels qu'ils sont présentés par Statistique Canada dans *Supplementary Report on Housing Characteristics in Urban Centres of 5,000 and over* (document photocopié, probablement rédigé à la fin des années 40 par Mabel Waddell). Le nombre des rénovations déclarées était beaucoup plus élevé que le nombre indiqué par les permis de bâtir. Voir également les considérations de Kenneth Buckley dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, p. 500.

Le facteur d'estimation pour les rénovations et les rajouts, 1951 à 1970, est le ratio de la valeur des rénovations, améliorations et réparations déclarées dans l'enquête sur les permis par rapport à la valeur des logements neufs établie d'après cette enquête, multiplié par la valeur des mises en chantier. Il n'est donc pas tenu compte des améliorations apportées sans permis. Aux environs de 1973, les comptes pour 1946 et les années ultérieures ont été rectifiés afin de remédier partiellement à cette lacune. Matériel, poste inclus dans les dépenses personnelles au titre des biens et services de consommation, a été redéfini de façon à englober les matériaux de construction, les fournitures et les matériels divers non pris en compte dans les éléments de la DNB relatifs au loyer et à la formation de capital. La rectification a porté sur le matériel, et non sur la construction résidentielle, pour deux raisons. Premièrement, le changement causait moins de perturbation. Deuxièmement, les montants visaient les réparations de même que les améliorations. Si la rectification n'avait pas porté sur le matériel, il aurait fallu décomposer le montant correspondant aux réparations et l'ajouter à l'estimation existante des réparations à la construction résidentielle. Cette démarche aurait affecté la DNB étant donné que les réparations ne sont qu'implicitement comprises (dans les loyers bruts). Elle aurait toutefois affecté l'élément des comptes relatifs au PNB, par une réduction des montants nets payés et, particulièrement, des loyers imputés. Et pourtant les loyers imputés étaient considérés comme étant déjà trop faibles.

La rectification portant sur le matériel est estimée de la façon suivante. Premièrement, les points de repère pour 1961 et 1969 sont estimés ainsi: réparations et améliorations par les propriétaires et les locataires rendues par une estimation prudente découlant des données de l'enquête sur les dépenses des familles (\$1.3 milliard en 1969) moins les réparations et les améliorations à la construction résidentielle déjà comprises dans les comptes (\$1.1 milliard en 1969), elles-mêmes réduites d'un montant attribuable aux réparations effectuées par les propriétaires (estimation prudente de \$0.3 milliard en 1969). Le point de repère ainsi obtenu (\$0.5 milliard en 1969) est considéré comme une sous-évaluation en raison de la prudence qui caractérise les estimations des éléments et à cause de l'omission des améliorations effectuées par les propriétaires. Coïncidence intéressante, le point de repère en 1961 est presque identique aux ventes de détail de matériel et de matériaux de construction établies par le recensement du commerce de 1961. Les points de repère sont interpolés et projetés sur d'autres années en fonction des indices des ventes au détail de matériel et des ventes au détail de matériaux de construction.

En 1976 la rectification à la hausse pour tenir compte des améliorations comprises dans le matériel a été jugée beaucoup trop faible, et les rénovations et rajouts pour 1971 à 1976 ont été révisés comme suit: (a) rénovations et rajouts évalués en fonction des permis (voir la description ci-dessus pour 1951 à 1970) plus (b) les ventes en gros de matériaux de construction aux propriétaires de maisons, rectifiées en déduisant de (b), (i) 10% de (a), (ii) les réparations effectuées par les propriétaires eux-mêmes et estimées pour le calcul des loyers nets, (iii) les ventes d'outils, (iv) le matériel pour hobby, (v) le matériel pour les propriétaires-constructeurs de logements neufs. Le nouveau total pour les rénovations et les rajouts plus le matériel (rectifié pour éliminer les outils) est égal à environ 140% des améliorations estimées à partir des données FAMEX, non rectifiées pour tenir compte de la sous-évaluation par les répondants. S.A. Goldberg dans *Non-sampling Error in Household Surveys, International Statistical Institute Bulletin*, vol. 36, partie 2 présente des faits indiquant que pour ce qui concerne les réparations, les répondants ont déclaré \$65 par famille dans une enquête annuelle, tandis que le total annuel cumulé établi à partir des enquêtes mensuelles est de \$171. Cet auteur, en posant comme hypothèse que les répondants FAMEX n'ont pas sous-évalué leurs chiffres et que les propriétaires ne dépensent que 10% par logement du montant que dépensent les propriétaires-occupants, a estimé les améliorations à \$1.4 milliard pour 1974, 21% représentant les améliorations apportées aux chalets. (*A Report on Estimation of Residential Construction*, reproduction, Statistique Canada, Division du produit national brut, 1976, p. 38.)

Apparemment les maisons mobiles, même celles qui reposent sur une fondation, ne sont pas considérées à toutes fins pratiques comme mises en chantier dans l'enquête sur les mises en chantier, en dépit du fait que les instructions écrites à l'intention des répondants excluent les maisons mobiles seulement dans le cas où celles-ci sont transportables sur leur propre châssis. Le facteur d'estimation est le produit des expéditions intérieures (nombre) multiplié par la valeur moyenne des maisons mobiles déterminée par les permis de bâtir, plus la valeur des maisons mobiles importées. Environ 15% des maisons mobiles sont prises en compte dans les permis de bâtir. Il n'y a pas de déduction dans le cas des maisons mobiles utilisées comme bureaux, et l'argument à l'appui est qu'un tel usage ne peut être important du fait que des critères d'inclusion dans la série sur les expéditions est l'existence d'une cuisine.

Les chalets sont des logements saisonniers. L'estimation dans leur cas est établie en multipliant la valeur des permis de bâtir par la rectification pour sous-évaluation utilisée dans le cas des maisons individuelles. Pour s'assurer que tous les logements classés comme chalets dans les déclarations sur les permis sont des logements saisonniers, tous les chalets au-delà d'une certaine valeur sont exclus.

Avant la révision des comptes nationaux publiée en 1975, la construction résidentielle ne prenait pas en compte les commissions de ventes immobilières portant sur les logements existants. La base des estimations pour les années reculées n'est pas très claire. Pour la fin des années 60, les estimations ont été établies en posant comme hypothèse que les commissions de ventes immobilières portant sur les logements (existants) représentent une proportion constante de la construction neuve. Pour 1971 et les années ultérieures, l'estimation a été projetée sur la base des commissions de ventes immobilières payées au titre du Service d'inscriptions multiples. Il est probable que les ventes SIM constituent une proportion plus élevée des ventes dans les cas où le marché est amorphe que dans les cas où le marché est fébrile, de sorte que l'erreur dans cette série est variable.

La série S180, logement militaire, représente les dépenses de logement non locatif tel que les casernes construites par le ministère de la Défense nationale à l'intention de ses employés. Sur le plan conceptuel, cette forme de logement ne fait pas partie de la formation de capital et elle est donc déduite du total des séries S172 à S178 pour obtenir la série S180, construction résidentielle, sur la base des comptes nationaux.

Les estimations relatives aux commissions de ventes immobilières et au logement militaire sont décrites ci-haut dans la note pour 1951 à 1968. Les séries restantes ont été estimées par l'auteur de cette section. La description ci-après est assez concise; pour des explications plus détaillées et pour les séries élémentaires, voir les sources mentionnées pour les séries S198-202.

Pour 1926 à 1950, la construction neuve mise en place est estimée sous forme de fonction linéaire de la valeur observée et de la valeur décalée des mises en chantier. La valeur des mises en chantier pour chaque genre de logement est estimée sous forme de valeur par unité multipliée par le nombre des mises en chantier, plus les coûts supplémentaires. La méthode d'estimation du nombre des mises en chantier est décrite dans la note relative aux séries S198-202.

Pour 1926 à 1942, la valeur par unité dans le cas des logements urbains des immeubles de un à trois logements est la valeur moyenne des unités dans la série MacLean (ultérieurement Southam) sur l'octroi de contrats libellés «résidences» multiplié par 1.05. Le facteur de 1.05 est le ratio pour 1959-62 de la valeur moyenne rectifiée des permis pour les maisons individuelles, les maisons jumelées et les duplex par rapport à la valeur moyenne des «résidences». La rectification apportée aux valeurs des permis repose sur l'hypothèse d'une sous-évaluation de 10% par rapport aux valeurs réelles; ce chiffre correspond à la sous-évaluation de 15% indiquée ci-haut pour les années 70. La valeur moyenne des résidences est calculée après avoir fait une rectification pour 1921 à 1928 relativement au nombre de résidences déclaré pour le Québec, étant donné que ces années-là le chiffre du Québec portait sur les bâtiments et non sur les logements.

Le résultat de l'estimation est une valeur en dollars courants de \$4,205 en 1926, et elle monte à \$4,724 en 1928, sommet qui ne sera jamais atteint de nouveau avant la fin des années 40. En dollars constants, la valeur unitaire en 1938 est de 38% inférieure à celle de l'année record 1928. Le mouvement reflété par cette série est généralement corroboré par les données du Recensement de 1941 sur la valeur du logement par durée de l'occupation (voir Steele, 1972, tableau 7.2). Elle s'écarte nettement de l'hypothèse de O.J. Firestone, *Residential Real Estate in Canada* (Toronto: Presses de l'Université de Toronto, 1951, p. 422) suivant laquelle les valeurs unitaires en dollars constants des maisons individuelles non agricoles n'auraient pas varié au cours de cette période. Cette hypothèse — posée également dans le cas des appartements et des maisons individuelles agricoles — est à la base de la série sur la construction résidentielle présentée dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*.

Pour 1943 à 1950, afin de raccorder ces estimations à celles de 1951 à 1968, la valeur par unité dans le cas des immeubles de un et deux logements est égale à 1.27 fois la valeur établie au moyen du facteur d'estimation que l'on vient de décrire. Comme il est indiqué dans la note relative aux estimations de 1951 à 1968, la valeur de 1951 sur laquelle est fondée ce raccordement est de toute évidence beaucoup trop élevée, de sorte que le processus de raccordement a pour résultat un niveau trop élevé pour toute la période de 1943 à 1950 et ultérieurement. La période initiale de la série de raccordement, 1943, a été choisie en raison du niveau très faible de la construction résidentielle cette année-là.

Pour toute la période de 1926 à 1952, la valeur par unité de logement rural dans les immeubles de un à trois logements (pour 1943 à 1950, un et deux logements) a été établie à .531, la valeur urbaine correspondante. Ce ratio est fondé sur les résultats des recensements de 1941 et 1931.

Pour 1926 à 1942, la valeur par unité des «autres» logements est la valeur moyenne des permis des appartements à Montréal multipliée par .91, ratio de la valeur des appartements au Canada par rapport à la valeur des appartements à Montréal en 1946. La valeur de 1946 pour le Canada est de .865, valeur moyenne des appartements LNH. Ce facteur d'estimation n'est pas aussi insatisfaisant qu'il peut sembler à première vue: durant cette période une proportion importante des appartements neufs au Canada a été construite à Toronto et à Montréal (pour nombre d'années, plus du tiers) et le mouvement de la valeur unitaire à Toronto pour les années où il est connu correspond au mouvement observé à Montréal (voir Steel, 1972, tableaux 7.5, 7.6). En outre, étant donné que les mises en chantier d'appartements sont déterminées à partir de cette valeur unitaire (voir la note relative à la série S201), les problèmes concernant ce facteur d'estimation influencent la série sur les mises en chantier, mais non la valeur de la construction mise en place.

Le mouvement qui découle de cette formule d'estimation est très semblable à celui des valeurs des immeubles de un à trois logements. La valeur maximale, soit \$4,164, figure pour 1929; et si la valeur en dollars constants pour 1968 est de 32% inférieure à ce qu'elle était en 1929, pour 1933-34 et les premières années de la guerre elle est sensiblement inférieure à la valeur de 1938.

Pour 1943 à 1950, afin de raccorder ces estimations à celles de 1951 à 1968 (voir les considérations relatives aux logements dans les immeubles de faible envergure), la valeur par unité est égale au facteur d'estimation qu'on vient de décrire multiplié par 1.16.

A la valeur unitaire des constructions décrites ci-dessus, on ajoute une estimation des coûts supplémentaires (les coûts des améliorations apportées au terrain, et des services architecturaux, juridiques et financiers). Les chiffres ont été établis à 3.11% de la valeur de la construction dans le cas des petits immeubles et à 2.81% dans le cas des autres logements. Ces ratios ont été déterminés d'après les données sur les prêts LNH approuvés en 1948 (O.J. Firestone, 1951, tableau XXII, p. 419).

La valeur des mises en chantier est convertie en valeur de la construction mise en place par application de l'hypothèse suivant laquelle 15% des travaux entrepris une année donnée sont achevés l'année suivante; font exception les proportions de 1943 et 1944, 20%, de 1945 et 1946, 25%, et de 1947, 1948, 1949, 20%. Des ratios plus élevés sont employés pour 1943 et 1949 à cause de la longue durée des travaux (Société centrale d'hypothèques et de logement, *Housing in Canada*, janvier 1949) observée durant cette période de pénurie de matériaux et de main-d'oeuvre.

Le facteur d'estimation dans le cas des rénovations et des rajouts est la valeur des mises en chantier multiplié par le ratio estimé des rénovations et des rajouts par rapport aux mises en chantier. Pour 1940, 1944 à 1950, le ratio n'est que le ratio des rénovations, rajouts et réparations portant sur la construction neuve, établi d'après les permis de construction résidentielle déclarés par 204 municipalités. Comme l'effet présumé des restrictions de guerre sur la construction neuve était plus marqué dans ces municipalités qu'ailleurs, le ratio pour 1941 à 1943 a été estimé d'après les données provenant du recensement de la construction, sauf que le ratio établi d'après le recensement de la construction est réduit de 25% pour permettre le raccordement avec le ratio fondé sur les permis. Le ratio établi d'après le recensement de

la construction est également utilisé pour 1934 à 1939, parce qu'on ne dispose pas de chiffres pour ces années sur les rénovations et les rajouts visés par les permis. Pour 1926 à 1933 le ratio a été estimé au moyen de paramètres obtenus par régression du ratio portant sur la valeur des mises en chantier établi d'après le recensement de la construction (pour plus de précisions, voir Steele, 1972, p. 170).

Comme on peut le constater, le facteur d'estimation pour rajouts et les rénovations de 1926 à 1950 est essentiellement le même que celui utilisé pour 1951 à 1970. Et, comme on l'a déjà mentionné, il est clair que ce dernier est fortement altéré à la baisse. On peut donc conclure que le facteur d'estimation pour 1926 à 1950 est également altéré à la baisse. Il y a lieu de noter cependant que le ratio des rénovations et des rajouts par rapport aux travaux de construction neuve de 1926 à 1929 est supérieur à 12%, tandis que le ratio analogue (rénovations, rajouts et transformations par rapport aux travaux dans des bâtiments neufs plus le coût supplémentaire) à la fin des années 60 n'est que de 8% environ. Si l'on considère que l'âge moyen du parc est beaucoup plus avancé vers la fin des années 60 que durant la période reculée, cela signifie que la sous-évaluation des rénovations est beaucoup moins prononcée dans la période reculée que dans la période récente.

#### **S181-189. Mises en chantier de logements par région, 1948 à 1976**

#### **S190-194. Mises en chantier de logements par genre, 1949 à 1976**

SOURCE: Société centrale d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada*.

Le précurseur de l'enquête sur les mises en chantier et les achèvements était une enquête sur les achèvements fondée en partie sur les échantillons élaborés par le jeune Nathan Keyfitz à Statistique Canada. Cette enquête utilisait les déclarations des municipalités pour estimer les achèvements; elle a été effectuée pour 1945, 1946, 1947. En 1948 a été inaugurée l'enquête sur les mises en chantier. Elle était effectuée par Statistique Canada avec l'aide de la SCHL, et elle constituait une enquête exhaustive des régions métropolitaines et urbaines de 5,000 habitants et plus. En dehors de ces régions, il existait un échantillon d'environ 400 régions. A partir de 1963, le seuil de population de l'enquête exhaustive a été porté à 10,000 au lieu de 5,000 habitants. Un peu avant cette date la responsabilité totale de l'enquête sur les mises en chantier et les achèvements avait été confiée à la SCHL.

A la fin de 1954, on a commencé à utiliser un nouvel échantillon; cela signifiait que l'échantillon précédent s'était gravement détérioré (SCHL, *Statistique du logement au Canada*, 1955, 4<sup>e</sup> trimestre, p. 5n), de sorte que les mises en chantier de maisons individuelles en 1954 étaient sous-évaluées dans une proportion pouvant aller jusqu'à 20%. Compte tenu de cette situation, une rectification plausible de la série publiée sur les mises en chantier de maisons individuelles ajouterait 14,000 unités au chiffre de 1954, 12,000 à celui de 1953 et 7,000 à celui de 1952. Il semble raisonnable de supposer que depuis 1954 il n'y a pas eu de problème sérieux d'échantillonnage. Toutefois, il y a certainement eu au moins une occasion où les mises en chantier ont été nettement sous-évaluées: au début de 1959, 8,000 mises en chantier n'ont pas été prises en compte. Comme c'est la politique de la SCHL de ne jamais réviser ses estimations publiées sur les mises en chantier, ni les estimations de 1949 à 1954 ni l'estimation de 1959 n'ont été modifiées pour corriger les erreurs indiquées. Les séries S181-194 sont donc des séries non rectifiées.

Ces dernières années, du moins, et probablement depuis le début de l'enquête, les principales sources d'information pour les enquêteurs sur les mises en chantier sont les rapports d'inspection de la SCHL, dans le cas des logements LNH, et les permis de bâtir, dans le cas des logements non LNH. Étant donnée la facilité de déterminer les mises en chantier LNH, comparativement aux difficultés dans le cas des mises en chantier non LNH, particulièrement lorsque les systèmes de permis sont peu rigoureux ou inexistants, il y a de fortes chances que l'enquête sur les mises en chantier soit plus précise lorsque la construction LNH est relativement importante. Les mises en chantier omises, dans les cas où cela se produit, sont le plus souvent des maisons individuelles, des maisons jumelées ou des duplex dans les régions rurales (échantillonnées), parce que le temps que doit consacrer le personnel sur le terrain de la SCHL pour couvrir ces régions est assez considérable. Il est fort probable que les mises en chantier omises sont des mises en chantier qui ne sont pas déclarées à temps. Les mises en chantier sont attribuées au mois de la déclaration, non au mois durant lequel elles se sont effectivement produites. Un des problèmes qui se posent aux enquêteurs est que parfois le genre de logement, ou le nombre des logements dans un immeuble, change une fois la construction amorcée.

Les séries sur les achèvements analogues aux séries S190-193 n'ont pas été utilisées pour l'estimation de la construction résidentielle de 1951 à 1960. On a utilisé à la place les séries rectifiées. Ces séries rectifiées ont été estimées en fonction de l'hypothèse suivant laquelle la sous-évaluation des achèvements entre les recensements de 1951 et de 1956 et entre les recensements de 1956 et de 1961 est représentée dans chaque cas par la variation du nombre des logements d'après le recensement (occupés plus vacants) plus les démolitions estimées moins les maisons mobiles moins les achèvements déclarés. La sous-évaluation est répartie à l'intérieur de chaque période de cinq ans, en posant pour hypothèse que le mouvement des achèvements effectifs correspond au mouvement des achèvements déclarés. Les séries rectifiées et les valeurs de la correction sont indiquées ci-dessous:



## Estimations des achèvements à la base des estimations de la construction résidentielle, 1951 à 1960

Année	Maisons individuelles		Logements multiples	
	Achèvements rectifiés	Achèvements rectifiés moins achèvements déclarés <sup>1</sup>	Achèvements rectifiés	Achèvements rectifiés moins achèvements déclarés <sup>1</sup>
1951 <sup>2</sup>	39,148	1,969	18,642	6,596
1952	58,939	2,972	26,509	9,389
1953	72,564	3,648	43,287	15,364
1954	75,563	3,803	46,810	16,605
1955	95,359	4,806	57,861	20,485
1956	99,471	3,815	54,909	14,865
1957	83,590	2,494	44,990	8,803
1958	99,816	2,986	61,968	12,112
1959	98,387	2,932	62,436	12,220
1960	80,514	2,401	56,742	11,098
1961 <sup>3</sup>	24,727	743	17,460	3,415

<sup>1</sup> Les achèvements rectifiés proviennent de la SCHL, *Statistique du logement au Canada*, 1968, tableau 7.

<sup>2</sup> Du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 1951.

<sup>3</sup> Du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> juin 1961.

Il ressort que les séries rectifiées présentées ici sont probablement fort erronées. La très faible correction à la hausse des maisons individuelles contredit les faits à l'appui de la sous-évaluation dans l'enquête sur les mises en chantier au début des années 50. La très forte correction à la hausse des logements multiples est sans doute le résultat de l'hypothèse suivant laquelle la différence entre les transformations et les fusions était zéro. Cette hypothèse est à première vue peu plausible, particulièrement pour le début des années 50 où la demande de logements était encore exceptionnellement élevée. Si en effet il y a eu un nombre considérable de transformations nettes, la tendance serait vers une augmentation du parc de logements multiples et une diminution du parc de maisons individuelles, parce que la transformation porte souvent sur une maison individuelle qui est subdivisée en deux ou trois appartements. Il semble alors juste de conclure que la forte correction à la hausse des logements multiples indiquée ici résulte principalement du fait d'avoir attribué à la construction neuve l'augmentation des logements multiples entraînée par la transformation.

L'effet net, sur les estimations de la construction résidentielle, de l'erreur dans ces séries sur les achèvements et de l'erreur dans les séries sur la valeur monétaire (voir la note relative aux séries S168-180) n'est sans doute pas très marqué. C'est le résultat heureux, pour le début des années 50, du fait que la surévaluation du volume de logements multiples (dont la valeur unitaire réelle est faible) et de la sous-évaluation du volume de maisons individuelles (dont la valeur unitaire réelle est beaucoup plus élevée) sont généralement annulées par la surévaluation globale des valeurs unitaires.

### S195-197. Expéditions de maisons mobiles, 1967 à 1976

SOURCE: Statistique Canada, *Fabricants de carrosseries de camions et remorques* (42-217 au catalogue); Statistique Canada, *Commerce de marchandises* (65-203 au catalogue).

Ces séries sont ajoutées parce que les enquêtes sur les mises en chantier et les achèvements ne tiennent pas compte des maisons mobiles. Un nombre inconnu de maisons mobiles sont en fait utilisées comme bureaux.

### S198-202. Mises en chantier de logements par genre, 1921 à 1950

SOURCE: Steele, M.L., *Dwelling Starts in Canada, 1921 to 1940* (Toronto: thèse de doctorat non publiée, Université de Toronto); Steele, M.L., *Estimates of New Residential Construction, 1941-1950* (Ottawa: reproduction, Statistique Canada, 1969).

Ces séries sont utilisées pour estimer la construction résidentielle, de 1926 à 1950 (S179). Elles remplacent la série sur les achèvements, R138, dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, pour 1921 à 1944. La série R138 a été estimée par O.J. Firestone (1951). Il y a lieu de noter que les achèvements à la base des estimations de la construction résidentielle dans le volume précédent, pour les années 1941 à 1950, constituent des rectifications à la hausse considérables de cette série de Firestone (édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, p. 499).

Les achèvements établis par O.J. Firestone pour 1921 à 1940 sont estimés en deux étapes. Premièrement, les achèvements pour chaque décennie de 1921 à 1931 et de 1931 à 1941 sont estimés comme étant équivalents à l'augmentation du parc indiquée par les données du recensement plus les démolitions et autres pertes de logements moins les logements ajoutés par la transformation de constructions existantes. Deuxièmement, les achèvements pour la décennie sont répartis par année au moyen d'un indice des matériaux de construction.

Il est évident qu'on peut trouver à redire à l'emploi d'un indice des matériaux de construction pour déterminer l'évolution d'une année à l'autre de la construction résidentielle neuve. Étant donné que les matériaux de construction sont utilisés pour la construction non résidentielle, pour les travaux de réparation et à des fins autres que la construction, on ne peut pas tenir comme établi que les tendances de leur emploi suivent de près les tendances de la construction résidentielle neuve. Un autre problème, moins évident celui-là, que pose l'estimation de O.J. Firestone est la très faible estimation des transformations. Essentiellement, ne sont prises en compte que les

transformations autorisées par les autorités municipales, ce qui donne une estimation de 47,600 pour 1921 à 1940 (édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, S139). Parmi les faits attestant qu'il s'agit nettement d'une sous-évaluation, on peut mentionner que les répondants au recensement de 1961 ont déclaré 585,000 logements multiples construits avant 1920 (recensement de 1961, vol. 2, tableau 78), alors que le parc en 1921 n'était que d'environ 335,000 (Steele, 1972, tableau 6.8), ce qui signifie qu'il y aurait eu au moins 250,000 transformations. (Pour les commentaires de Buckley sur les estimations des transformations par O.J. Firestone, et sur l'emploi de l'indice des matériaux de construction, voir l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, p. 500). Étant donné que normalement le processus de transformation se traduit par une perte de maisons individuelles et un gain de logements multiples, puisqu'une maison individuelle est transformée en deux ou trois appartements, une sous-évaluation des transformations signifie une estimation des achèvements de maisons individuelles un peu trop faible et une estimation des achèvements de logements multiples beaucoup trop élevée. Il n'est donc pas étonnant que les estimations de O.J. Firestone pour les régions urbaines dans les années 30 indiquent des achèvements de logements multiples près de trois fois plus élevés que les achèvements de maisons individuelles malgré l'attestation par les permis de bâtir, les contrats octroyés et le recensement de la construction que la construction d'appartements durant cette période était beaucoup plus faible que toute autre forme de construction résidentielle.

Comme dans les cas des estimations de O.J. Firestone, les séries S198-202 utilisent comme estimations de base pour la décennie les résultats du recensement et d'autres données. La principale différence par rapport aux résultats de O.J. Firestone est le niveau beaucoup plus faible de l'estimation pour la décennie entre les recensements de 1931 et de 1941. La source de cette différence est l'estimation beaucoup plus élevée des transformations. Ce résultat découle du faible ratio des logements multiples neufs par rapport aux maisons individuelles neuves établi d'après les contrats octroyés, les recensements de la construction et d'autres données, et en même temps du ratio beaucoup plus élevé de l'ensemble des logements multiples par rapport à l'ensemble des maisons individuelles établi par les rapprochements des données du recensement. (Pour des précisions sur l'établissement des données dérivées voir Steele, 1972, p. 134-5 et appendice VI.)

Au lieu de l'indice des matériaux de construction utilisé par O.J. Firestone pour obtenir des estimations annuelles, les séries S198-202 utilisent essentiellement le volume de la construction résidentielle indiqué par les contrats octroyés. Le processus est le suivant. Premièrement, le facteur d'estimation pour les mises en chantier dans les immeubles urbains de un à trois logements est le nombre des contrats octroyés au titre des «résidences» (corrige pour tenir compte d'une anomalie dans le nombre de logements par immeuble au Québec, de 1921 à 1928). Le facteur d'estimation pour les mises en chantier dans les autres genres de construction résidentielle est la valeur des contrats octroyés au titre des appartements divisée par l'estimation de la valeur unitaire des appartements décrite dans la note relative aux séries S168-180. Le facteur d'estimation pour les mises en chantier d'immeubles commerciaux est le ratio de ces mises en chantier par rapport à l'ensemble des autres mises en chantier à Montréal, multiplié par l'ensemble des autres unités au Canada. Ce ratio se situe entre 6 et un peu moins de 9% pour les premières années de la période et nettement au-dessous de 4% pour les cinq dernières années.

Le reste des mises en chantier, celles portant sur les immeubles de un à trois logements dans les régions rurales, est estimé en fonction de deux hypothèses. Premièrement, on suppose que le ratio de ces mises en chantier par rapport aux mises en chantier dans les régions urbaines d'immeubles de un à trois logements est le même pour toutes les années. Deuxièmement, on suppose que la différence dans les totaux des deux décennies entre l'estimation de l'ensemble des mises en chantier fondée sur les résultats du recensement et les trois éléments estimés de la façon indiquée ci-haut est égale aux mises en chantier des régions rurales portant sur les immeubles de un à trois logements. Dans cette méthode de calcul, il y a lieu de noter que si les estimations annuelles des mises en chantier additionnées pour les deux décennies sont égales à la somme des estimations décennales d'après les données du recensement, les mises en chantier annuelles totalisées pour une seule décennie ne sont pas nécessairement égales à l'estimation décennale d'après les résultats du recensement. On utilise deux décennies au lieu d'une parce que *a*) bon nombre des estimations portant sur les éléments utilisés pour établir les estimations décennales fondées sur les résultats du recensement peuvent être entachées d'une erreur assez importante, et l'utilisation des totaux sur deux décennies réduit l'effet de cette erreur, et *b*) on constate d'après la série extraite de *Statistiques municipales* du Québec, «logements construits», que l'observation des logements dans les immeubles de un à trois logements fondée sur les contrats octroyés n'a pas sensiblement varié de 1921 à 1940.

Pour 1941 à 1950, la méthode d'estimation diffère considérablement de celle utilisée pour les années antérieures, à cause d'une part de la variation sensible du champ visé par les contrats octroyés, et d'autre part de la disponibilité accrue d'autres indicateurs. La méthode d'estimation est inégale, reflétant la qualité variable de ces indicateurs. Cette variabilité résulte en grande partie des perturbations causées par la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences. L'estimation a été réalisée en utilisant deux contraintes. Premièrement, le total décennal des mises en chantier devait se situer entre 641,000 et 738,000, écart plausible d'après les estimations décennales fondées sur le recensement. En fait, le total est de 716,000. Ce chiffre se compare à 594,000 achèvements pour 1941 à 1950 indiqués par la série non rectifiée (R-138) dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*; et à 761,000 achèvements pour juin 1941 à juin 1951 établis en vue de la préparation des estimations de la construction résidentielle présentées dans l'édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*. La deuxième contrainte est que la méthode d'estimation appliquée jusqu'à 1951 devait produire une estimation des mises en chantier supérieure au nombre établi par l'enquête sur les mises en chantier, mais supérieure dans une proportion d'au plus 20%.

Pour ce qui concerne les mises en chantier dans les immeubles de un et deux logements, le facteur d'estimation pour 1941 à 1945 est l'estimation de 1940 pour les logements dans les immeubles de un à trois logements extrapolée en fonction d'un indice des mises en chantier de ces logements établi d'après les données du recensement de la construction. Cet indice est utilisé d'une part parce que le champ d'observation du recensement semble stable pour cette période, et d'autre part parce que les données sur les permis et les contrats octroyés semblent considérablement affectées par le règlement appliqué en temps de guerre. Pour 1946 à 1950, l'estimation de 1945 est extrapolée au moyen d'un indice qui pondère dans des proportions égales les données pour ce genre de logement provenant de l'enquête sur les mises en chantier, des permis de bâtir; on n'a pas utilisé les données du recensement de la construction parce que celui-ci a élargi son champ d'observation des propriétaires-construteurs et modifié ses méthodes de vérification. Le ratio des logements ruraux par rapport aux logements urbains a été fixé à .6.

Pour ce qui concerne les mises en chantier dans les immeubles d'appartements et autres immeubles, l'estimation de 1941 est établie au moyen du facteur d'estimation de 1921 à 1940. Pour 1942 à 1944, l'estimation de 1941 est extrapolée en fonction d'un indice dans lequel les données du recensement de la construction sont pondérées dans une forte mesure. Les estimations de 1945 à 1950 sont celles qui sont fournies par l'enquête sur les mises en chantier, et déterminées d'après l'ancienne enquête sur les achèvements.

Les estimations ainsi obtenues sont beaucoup plus élevées pour les années de la guerre, particulièrement 1942 et 1945, que les estimations précédentes (*Statistique du logement au Canada*, 1968, tableau 1). Il est évident que le règlement appliqué en temps de guerre a considérablement refroidi la construction dans les régions urbaines, mais pas autant dans les régions rurales. Les estimations indiquent peu de variation de 1945 à 1947, puis une très forte augmentation en 1948 suivie encore d'un accroissement, bien que moins prononcé, en 1949 et 1950. Les estimations antérieures indiquent une progression beaucoup plus faible en 1948 et une croissance à peu près nulle en 1949 et 1950.

### **S203-205. Mises en chantier de logements par région, 1868 à 1920**

SOURCE: Steele, M., *Housing Starts in Canada, 1868-1920* (Guelph: reproduction, Université de Guelph, 1977).

La méthode d'estimation utilisée pour ces séries est une adaptation de celle utilisée pour les années ultérieures. Elle comporte deux éléments principaux. Premièrement, les mises en chantier pour la décennie sont estimées au moyen d'une formule suivant laquelle les mises en chantier pour la décennie équivalent à la variation du parc de logements permanents occupés plus logements vacants indiqués par le recensement, plus les démolitions et autres pertes survenues au cours de la décennie moins les logements ajoutés par les transformations. Cette estimation est établie pour les éléments agricole et non agricole; les logements agricoles sont définis à cette fin comme étant les logements situés dans des fermes de 11 acres ou plus. Le deuxième élément de l'estimation est l'élaboration de plusieurs séries annuelles sur les facteurs de distribution. Le facteur de distribution urbaine de Buckley est l'indice de la construction urbaine par Helen et Kenneth Buckley (1955, appendice, tableau O). Le facteur de distribution de la construction résidentielle prend en compte les données sur les immeubles à usage d'habitation. Il correspond essentiellement au facteur de distribution urbaine de Buckley, et il ne reflète que la construction résidentielle à Montréal, jusqu'à 1883. À compter de 1915 il représente la construction rurale et urbaine au Québec. Le facteur de distribution des hypothèques urbaines est fondé sur la variation des avoirs hypothécaires des sociétés d'assurances. Le facteur de distribution du verre de Pickett correspond essentiellement à l'indice du verre à vitres de James Pickett.

Quatre séries non agricoles distinctes sont produites, au moyen de ces séries sur les facteurs de distribution, de la façon suivante: on suppose que le taux de variation annuel du ratio des mises en chantier par rapport au facteur de distribution évolue doucement; l'estimation fondée sur cette hypothèse est répétée jusqu'à ce que la somme des résultats pour la décennie se situe à moins de 5% de l'estimation des mises en chantier pour la décennie établie d'après le recensement. Les estimations non agricoles, S204, sont des moyennes pondérées des quatre séries ainsi produites, et les coefficients de pondération varient suivant la qualité des séries de base sur les facteurs de distribution. Par exemple, pour 1868 à 1870, S204 correspond simplement aux estimations de la construction résidentielle basées sur le facteur de distribution; pour 1871 à 1877, on a fait la moyenne de ces estimations et des estimations produites au moyen de l'indice du verre à vitres de Pickett; pour 1878 à 1882, l'estimation fondée sur le facteur de distribution des hypothèques remplace l'estimation fondée sur l'indice du verre à vitres de Pickett; pour 1883 à 1900, les estimations basées sur le facteur de distribution des hypothèques sont pondérées à .25, les estimations d'après le facteur de distribution de la construction résidentielle à .75; pour 1901 à 1914, chacune de ces estimations à un coefficient de pondération de .25, et les estimations urbaines de Buckley, de .5; pour 1915 à 1920, les estimations de la construction urbaine de Buckley et les estimations de la construction résidentielle ont un coefficient de pondération respectif de .5.

Les estimations de la construction agricole sont produites en utilisant comme facteur de distribution une série pour 1868 à 1891 fondée sur la variation des avoirs hypothécaires des sociétés de construction et des sociétés de prêts, et pour 1892 à 1920, la série annuelle de Buckley sur la construction agricole.

Il est clair que les résultats de cette estimation peuvent être entachés d'une forte erreur, particulièrement dans le cas de la série agricole, et particulièrement pour la période antérieure à 1883. Les années de recensement, toutefois, les estimations correspondent exactement aux chiffres de sous-construction, et elles sont corroborés par diverses autres données. Les estimations diffèrent considérablement de celles de Pickett (édition antérieure de *Statistiques historiques du Canada*, R149), particulièrement pour le début des années 1870, où le niveau élevé indiqué par la série de Pickett n'est essentiellement que le résultat d'une erreur arithmétique aggravée par l'emploi de la méthode de calcul fondée sur le facteur de distribution annuel; et pour 1915 à 1920, où la situation de guerre a réduit l'utilité de l'indice du verre à vitres.

### **S206-219. Mises en chantier de logements par principale source de financement et genre de structure, 1960 à 1976**

SOURCE: Société centrale d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada*.

Le nombre des mises en chantier aux termes de la LNH pour une année donnée ne correspond pas au nombre de prêts durant cette année à cause du décalage normal d'environ un mois entre l'approbation et la mise en chantier. Les prêts LNH aux termes des articles 58 et 59 (articles 40 et 40A avant juillet 1971) comprennent les prêts accordés aux emprunteurs «incapables d'obtenir des prêts assurés de prêteurs du secteur privé». Il s'agit dans la presque totalité de prêts pour l'accession à la propriété. Les prêts accordés par la SCHL aux termes du plan d'aide pour l'accession à la propriété et du plan d'aide au logement locatif sont compris sous «autres formes de financement fédéral». Sont également inclus dans cette catégorie: les autres prêts LNH de la SCHL, notamment ceux régis par les articles 58 et 59 qui concernent le logement pour les personnes à faible revenu; les prêts relevant de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, de la Loi sur le crédit agricole, les prêts pour les logements militaires urbains et les dépenses publiques au titre du logement construit à l'intention des fonctionnaires fédéraux. À la rubrique «financement par des institutions» sont compris les prêts effectués par les sociétés d'assurance-vie, les sociétés de prêts et de fiducie, les banques à charte, les banques d'épargne du Québec, les sociétés de secours mutuels et les sociétés de

bienfaisance. Sous «autres» figurent les mises en chantier de logements financées entre autres par les administrations publiques provinciales, les caisses populaires, les caisses d'épargne et de crédit, des garanties aux termes de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et des prêteurs particuliers, de même que les mises en chantier de logements financées sans prêts hypothécaires.

### **S220-224. Parc de logements aux dates des recensements 1871 à 1951**

SOURCE: 1871 à 1921: Steele, M., *Housing Starts in Canada, 1868-1920*, (Guelph: reproduction, Université de Guelph, 1977); 1931, 1941: Steele, M., *Dwelling Starts in Canada, 1921-1940*, (Toronto: thèse de doctorat non publiée, Université de Toronto, 1972); 1951: Recensement de 1951, volume III, tableaux 2, 3.

Les chiffres sur les logements occupés pour 1881, 1891, 1901, 1931, 1941, 1951 sont extraits directement des volumes du recensement. Pour 1871, le total est celui qui figure dans le volume I du recensement, plus l'estimation pour l'Île-du-Prince-Édouard et l'Ouest par James Pickett, *Residential Capital Formation in Canada, 1871-1921* (Glasgow: reproduction, Royal College of Science and Technology, 1961, appendice, tableau 1). Pour 1911 et 1921, le chiffre du recensement concernant les logements n'a pas été utilisé à cause de la confusion dans les instructions entre immeubles et logements; l'estimation donnée ici représente le nombre des logements au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest plus le nombre de ménages ailleurs divisé par le ratio présumé des ménages par rapport aux logements. Ce ratio a été établi à 1.041 pour 1911 et 1.054 pour 1921. Ces nombres, ainsi que le taux présumé de vacance en 1921, ont été choisis après examen des données courantes sur le surpeuplement et les logements vacants. Ils donnent comme résultat un parc nettement inférieur en 1921 et légèrement inférieur en 1911 par rapport aux estimations de Pickett, qui sont fondées en grande partie sur une interpolation linéaire entre les années de recensement.

Les chiffres de vacance pour 1871 à 1911 ne tiennent pas compte des prairies. Pour 1871 à 1901, la source est la même que pour les logements occupés. Pour 1911, la source est Pickett (1961, appendice, tableau 1). Pour 1921, on a établi le taux de vacance à 2.24% du parc. Pour 1931, le taux de vacance dans les régions urbaines a été établi à 3.96% du parc, taux moyen observé dans plusieurs villes en 1931 (O.J. Firestone, 1951, pp. 380 et 381). En 1941 et 1951 les données sur les logements vacants ont été une fois de plus collectées par le recensement, et les chiffres pour ces années proviennent donc des volumes du recensement.

Les logements temporaires, appelés navires et chantiers, ont été extraits directement des volumes du recensement pour 1871 à 1891; pour 1901 à 1921, les logements temporaires ont été estimés d'après le nombre des logements dans les prairies faits «d'autres» matériaux de construction et la diminution du nombre des logements de une et deux pièces. Pour 1931, la source est le recensement de 1931, V, tableau 85; pour 1941, la source est une lettre datée de 1953 et attribuée à F.G. Boardman de la Division du recensement, Statistique Canada.

### **S225-231. Logements achevés, transformations structurales de logements urbains, démolitions de logements urbains et parc de logements en fin d'année occupés suivant le mode d'occupation, et vacants, 1956 à 1976**

SOURCE: M. Paul Delisle, Division de la construction, Statistique Canada.

Le nombre des achèvements provient de l'enquête de la SCHL sur les mises en chantier et les achèvements. Le nombre des transformations structurales représente le nombre pour lequel des permis de bâtir ont été délivrés gonflé par le ratio de la population dans toutes les régions par rapport à la population des municipalités déclarantes; le nombre des démolitions est estimé de la même manière. Le nombre des logements vacants aux dates des recensements (1<sup>er</sup> juin 1956 et tous les cinq ans par après) est extrait du recensement; le nombre des logements vacants pour les années intercensitaires est estimé en posant comme hypothèse un taux de croissance composé constant. Le mode d'occupation des logements aux dates des recensements est extrait du recensement; les autres années il est estimé par interpolation linéaire.

La variation du parc d'un recensement à l'autre correspond exactement au nombre des achèvements moins le nombre des transformations (structurales et non structurales) plus toutes les pertes. C'est ainsi que

$$(S231_t - S231_{t-5}) = \sum_{i=t-4}^t (S225_i + S226_i - S227_i)$$

mesure l'effet net des erreurs et omissions dans les estimations des éléments de la variation du parc, dans la mesure où le chiffre du recensement représentant le parc est correct. Le nombre résiduel est positif pour chacune des trois premières périodes quinquennales (62,000 pour 1956 à 1961, 16,000 pour 1961 à 1966, 90,000 pour 1966 à 1971), le Québec, et dans une moindre mesure, l'Ontario figurant pour la majeure partie de ces nombres; cette observation corrobore le fait que les achèvements auraient été jusqu'à un certain point sous-évalués à la fin des années 50 et la suspicion que les transformations non déclarées étaient considérables à la fin des années 60. Le nombre résiduel est de -31,000 pour 1971 à 1976, ce qui signifie qu'il a pu y avoir un nombre important de maisons à deux et trois appartements qui sont redevenues des maisons unifamiliales, particulièrement en Ontario et dans les provinces de l'Ouest.

## **S232-245. Taux de vacance des appartements, par région et par logements nouvellement achevés mais inoccupés selon le genre, 1957 à 1977**

SOURCE: SCHL, *Statistique du logement au Canada* et fichiers de la SCHL.

Les taux de vacance sont établis d'après les résultats d'une enquête par sondage. L'univers exclut les immeubles d'appartements financés par la SCHL et les immeubles achevés dans les six mois précédant la date de l'enquête. Il exclut également les immeubles en copropriété, même dans les cas où un nombre nettement supérieur à six logements dans de tels immeubles est occupé par des locataires. Les informations sont obtenues au moyen d'interviews avec les propriétaires et les surveillants des immeubles.

Le nombre des immeubles nouvellement achevés mais inoccupés est obtenu au moyen d'une enquête sur tous les logements achevés dans les six mois précédant l'enquête; les logements inoccupés sont éliminés de l'enquête après six mois. Une maison ou un duplex LNH est considéré comme étant occupé s'il est soit occupé, soit vendu. Les autres logements sont considérés comme étant inoccupés même dans les cas où ils sont déjà vendus ou loués. Un immeuble d'appartements n'est pas considéré comme étant achevé avant que tous les logements aient été achevés dans une proportion de 90%, de sorte que les logements achevés mais inoccupés dans un immeuble d'appartements considéré comme étant inachevé d'après ce critère ne sont pas comptés. Si le fait de laisser certains étages d'un immeuble d'appartements inachevés jusqu'à ce que les autres logements soient achevés est pratique courante, le critère d'achèvement de la SCHL entraîne une sous-évaluation considérable du nombre des logements achevés mais non occupés.

## **S246. Taux de vacance des logements non agricoles, 1921 à 1949**

SOURCE: O.J. Firestone, *Residential Real Estate* (Toronto: Presses de l'Université de Toronto, 1951), tableau 69.

Pour 1921 à 1939, les logements vacants dans les régions urbaines ont été estimés en fonction de l'hypothèse suivant laquelle le taux correspond à la moyenne géométrique des taux indiqués dans les déclarations municipales de Toronto, Montréal, Winnipeg, Ottawa. Les logements vacants non agricoles des régions rurales ont été estimés en extrapolant le taux de vacance établi par le recensement de 1941 au moyen de la série sur le taux de vacance dans les régions urbaines. Pour 1941, les logements vacants dans les régions urbaines ont été estimés au moyen du taux des régions urbaines établi par le recensement; pour 1940 et 1942 à 1946, les logements vacants dans les régions urbaines ont été estimés pour les petites villes au moyen du taux établi par le recensement de 1941, et pour les grandes villes, «au moyen de la tendance des échantillons pour les grandes villes» (O.J. Firestone, 1951, p. 396). Pour 1947 à 1949, le taux utilisé a été extrapolé en fonction des données provenant de 21 villes. Pour ce qui concerne les logements vacants non agricoles dans les régions rurales, le processus d'estimation est analogue et utilise le taux établi par le recensement de 1941 et «la tendance urbaine».

## **S247-253. Prêts hypothécaires nets approuvés pour de nouveaux logements aux termes de la Loi fédérale du logement et des lois nationales sur l'habitation, par prêteur et genre de prêt, 1935 à 1976**

## **S254-259. Prêts hypothécaires nets approuvés pour des logements existants aux termes de la LNH (1954), 1961-64 à 1976**

SOURCE: SCHL, *Statistique du logement au Canada*.

Dans les prêts hypothécaires nets approuvés il est tenu compte des annulations et des modifications (par exemple une modification du nombre des logements dans un immeuble d'appartements). Les prêts régis par les articles 58 et 59 comprennent les prêts accordés à des emprunteurs «incapables d'obtenir des prêts assurés de prêteurs de secteur privé». Les prêts régis par l'article 34.15 sont des prêts pour l'accession à la propriété; les prêts de ce genre non effectués par la SCHL sont régis par un article différent. Les prêts régis par l'article 15 comprennent les prêts accordés à des entrepreneurs pour la construction de logements à loyer modique. Les prêteurs agréés sont ceux qui sont agréés à titre individuel pour l'octroi de prêts LNH. Il s'agit dans la majorité des cas de banques à charte, de sociétés d'assurance-vie, de sociétés de prêts ou de fiducie, et dans certains cas de caisses de pensions.

La publication utilisée comme source donne les valeurs en dollars de ces prêts.

## **S260-271. Prêts hypothécaires pour des constructions neuves à usage résidentiel approuvés par des institutions prêteuses, par genre de prêteur et genre de prêt, 1948 à 1976**

## **S272-283. Prêts hypothécaires pour des constructions existantes à usage résidentiel approuvés, par genre de prêteur et genre de prêt, 1948 à 1976**

## **S284-289. Prêts hypothécaires pour des constructions à usage non résidentiel approuvés, par genre de prêteur, 1948 à 1976**

SOURCE: SCHL, *Statistique du logement au Canada*.

Les prêts hypothécaires indiqués ici comprennent les annulations et les modifications; dans le cas des prêts LNH, celles-ci figurent probablement en général pour beaucoup moins de 3 ou 4%. Il est possible cependant que la proportion soit parfois beaucoup plus élevée (voir les commentaires ci-haut dans l'examen des données sur les permis). Les données pour ces séries sont recueillies au moyen d'une enquête mensuelle effectuée par la SCHL; les sociétés d'assurance-vie et les banques à charte font une déclaration sommaire par le truchement de leurs organisations nationales respectives. L'enquête couvre environ 95% de l'univers. Un prêt LNH est considéré comme étant un prêt pour la construction résidentielle si au moins 80% de la construction qu'il finance est destiné à l'habitation.

La publication utilisée comme source donne S260-283 en nombre de logements et par genre de structure du logement ainsi qu'en millions de dollars.

### **S290-297. Caisse d'assurance hypothécaire de la Loi nationale sur l'habitation, 1955 à 1976**

SOURCE: SCHL, *Statistique du logement au Canada*.

A compter de juin 1969, le droit d'assurance prêt hypothécaire, si l'on procède par versements progressifs assurés, est égal à 1% dans le cas des prêts pour l'accession à la propriété et à 0.25% dans le cas des prêts au logement locatif. Auparavant, le droit était le double de ces montants. Le droit d'application est de \$35. S'il y a défaut de paiement, le prêteur reçoit le montant du principal à payer sur l'hypothèque; les frais approuvés à la charge de l'emprunteur; les intérêts sur le principal à payer au taux d'intérêt hypothécaire pour la période durant laquelle le prêt n'a pas été remboursé, ou pour 12 mois, suivant la période la plus courte; les intérêts au taux hypothécaire moins 2% pour un maximum de six mois, en sus de la période de 12 mois; tout montant raisonnable (à compter de juin 1973) approuvé par la SCHL pour les coûts juridiques d'acquisition au moment de la requête.

### **S298-310. Ventes et achats d'hypothèques assurées aux termes de la Loi nationale sur l'habitation, 1957 à 1976**

SOURCE: SCHL, 1957 à 1976 *Statistique du logement au Canada*.

Les prêteurs approuvés aux termes de la LNH doivent assurer le service des hypothèques qu'ils vendent. Hatch a fait les commentaires suivants au sujet de S298-310: «Les données de ces tableaux doivent être interprétées avec prudence. Elle sont pour objet d'identifier des opérations commerciales conduites de façon indépendante entre des entreprises non affiliées; cependant, dans certains cas les opérations des sociétés mères et des filiales ont également été prises en compte. En outre, on est justifié de croire que les données sont incomplètes du fait que les transactions n'ont pas toujours été déclarées adéquatement.» [Hatch, J.E., *The Canadian Mortgage Market* (Toronto: Imprimeur de la Reine pour l'Ontario), 1975.]

### **S311-322. Certaines séries sur les coûts unitaires de logement, 1951 à 1976**

SOURCE: SCHL, *Statistique du logement au Canada* (S312, S317, S320); Section C du volume de tableaux de la SCHL (S311, S313, S314, S315); l'Association canadienne de l'immeuble, *Rapport annuel 1977* et *The Canadian Realtor* (S319); Smith, L.B., *The Postwar Canadian Housing and Residential Mortgage Markets and the Role of Government* (Toronto: Presses de l'Université de Toronto, 1974), tableau V, p. 23 (S322).

Le coût moyen des logements par genre est égal à la valeur moyenne déterminée par des permis de bâtir multipliée par un facteur d'inflation. Ce facteur est de 1.15 pour les maisons individuelles et les duplex, de 1957 à 1971; 1.17 de 1972 à 1976. Les facteurs pour les appartements et les maisons en rangée sont de 1.25 et 1.28 de 1957 à 1971 et de 1972 à 1976 respectivement. Ces facteurs correspondent au ratio de la construction effective par rapport à la valeur des permis estimée pour un échantillon de logements LNH. Il est possible qu'il y ait ici une surévaluation relativement importante des coûts par logement individuel pour la période reculée, à cause des lacunes de l'observation de la construction dans les petites agglomérations ces années-là, où l'on a des raisons de croire (voir les explications relatives à S168-180) que les maisons neuves pouvaient être de qualité plutôt médiocre.

Le coût moyen des logements LNH est égal à la moyenne des coûts estimés par les demandeurs au moment de l'approbation du prêt. Le coût (total) estimé moyen diffère du prix de vente moyen de ces mêmes logements. Le coût moyen des terrains varie suivant la proportion entièrement viabilisée, partiellement viabilisée et non viabilisée. Les maisons LNH utilisent une variété de matériaux de construction et sont construites aux termes de divers programmes (par exemple, le programme d'aide pour l'accession à la propriété). Les appartements LNH comprennent des tours d'habitation et des immeubles de quelques étages, des constructions de bois et d'acier, et ils sont construits notamment aux termes du programme d'habitation pour les personnes à faible revenu. La différence entre le coût moyen de tous les logements et le coût moyen des logements LNH est influencée par le maximum des prêts LNH. Ce maximum varie dans le temps; par exemple, il était de \$25,000 dans le cas des prêts pour l'accession à la propriété au début de 1972, et de \$30,000 à la fin de 1972, et il varie au niveau régional à compter de juin 1974. Les variations du maximum influent sur la distribution géographique des maisons LNH. Aucune des séries LNH (S312, S316, S320, S321 et S326) n'est repondérée afin d'éliminer les distorsions causées par la variation de l'élément géographique. Ce point est particulièrement important pour l'interprétation de l'indice du coût par pied carré à titre d'indice de prix.

Les constructions résidentielles du Service d'inscriptions multiples dans la moyenne SIM comprennent des maisons individuelles et des logements en copropriété, et probablement un certain nombre de petits immeubles d'appartements. La moyenne est établie en divisant la valeur totale des ventes pour le Canada par le nombre total des ventes. La moyenne pour une année quelconque est ainsi influencée par la distribution géographique des ventes. En 1961, l'Ontario figurait pour 60% du nombre des ventes, la Colombie-Britannique 16%, le Manitoba 8%, l'Alberta 8%, la Saskatchewan 4%, les provinces de l'Atlantique seulement 0.3% et le Québec 5%; les nombres respectifs pour 1977 sont 49, 15, 5, 13, 4, 3 et 11. La pondération des moyennes provinciales en 1976 par leurs coefficients de pondération de 1961 donne cependant pour résultat une valeur moyenne de \$51,847, ce qui est presque identique à la valeur moyenne pondérée observée. Il est possible que les variations d'une année à l'autre soient biaisées par l'emploi accru d'inscriptions «exclusives» sur les marchés fébriles. La ressemblance notable entre le mouvement de cette série et la moyenne de S329-334 signifie qu'il ne s'agit pas là d'un problème qui porte à conséquences.

Les loyers en espèces moyens dans les régions urbaines pour 1961 et 1971 correspondent aux chiffres du recensement. Les estimations pour les autres années sont des extrapolations fondées sur les taux de variation établis par Lawrence Smith (1974, p. 23) d'après les loyers moyens déclarés dans l'enquête sur la population active. Il y a lieu de noter que le loyer brut moyen (qui comprend un montant alloué pour les services publics lorsque ceux-ci ne sont pas compris dans le loyer en espèces) n'a augmenté que de 53.8% entre les recensements de 1961 et de 1971, comparativement à 63.2% dans le cas des loyers en espèces. Les augmentations de loyer par trimestre, établies d'après les données de l'enquête sur la population active, figurent dans Loyns, R.M.A., *An Examination of the Consumer Price Index and Implicit Price Index as Measures of Recent Price Change in the Canadian Economy* (Ottawa: Commission des prix et des revenus, 1972), p. 65. Les loyers moyens sont établis chaque trimestre par la Division des prix en vue de leur utilisation dans l'estimation du PNB, mais elles ne sont pas destinées à la publication.

### **S323-325. Coût moyen de construction des logements neufs, par genre de logement, 1921 à 1950**

SOURCE: voir la source pour S168-180.

Pour une description de la méthode d'estimation, voir la note relative à S168-180.

### **S326-335. Certaines séries sur les prix des logements (1971 = 100), 1952 à 1976**

SOURCE: SCHL, *Statistique du logement au Canada* (S326); Statistique Canada, *Prix et indices des prix* (62-010 au catalogue) (S327, S335); n° de matrice CANSIM D40680 (S328); Statistique Canada, *Statistiques des prix de la construction*, bulletin mensuel (62-007 au catalogue) (S329-334).

Pour des commentaires au sujet de S326, voir la note relative à S311-322. L'indice des prix des entrées dans la construction résidentielle à compter de 1971 situe le coefficient de pondération des salaires à .359 et celui des matériaux à .641. Pour des commentaires au sujet de S328, voir la note relative à S167.

Les indices des prix des logements neufs (S329-334) sont établis d'après les prix fournis par les constructeurs de maisons unifamiliales qui construisent 100 maisons ou plus par an. Les entrepreneurs de moindre envergure sont pris en compte s'ils peuvent fournir des prix pour des modèles comparables sur une certaine période. L'indice des prix est corrigé pour tenir compte des variations de la qualité de deux façons. Premièrement, une correction fondée sur le coût est effectuée lorsque la variation est peu importante; par exemple, si la qualité des tapis installés dans un modèle donné est améliorée, on demande à l'entrepreneur d'estimer la variation du coût, et ce montant est déduit du montant de la variation des prix. Deuxièmement, une correction fondée sur le prix du marché est effectuée lorsque le changement de qualité se produit à cause de la présentation d'un nouveau modèle; autrement dit, les prix relatifs du nouveau modèle et d'un modèle existant sont considérés comme représentant leur qualité relative. Il est évident que si les entrepreneurs ont l'habitude de fixer les prix des nouveaux modèles à un niveau élevé par rapport à leur valeur marchande d'équilibre, et de laisser ensuite l'écart diminuer sur la période pendant laquelle le modèle demeure sur le marché, la correction portant sur les nouveaux modèles sera une surévaluation de l'amélioration de la qualité et entraînera une distorsion à la baisse de l'indice. Rien n'indique cependant qu'il s'agit là d'un problème important.

Ces indices de prix portent sur la valeur de la maison et du terrain. Des indices de prix distincts sont également calculés pour la valeur des terrains et pour la valeur des maisons abstraction faite des terrains. Ces indices ne sont pas publiés parce qu'on doute de la validité de la distinction.

L'élément de l'indice des prix à la consommation portant sur le logement locatif est établi d'après les variations des loyers déclarés pour les logements visés par l'enquête sur la population active le mois précédent et le mois observé. Il est généralement reconnu que cet indice est fortement biaisé à la baisse. On peut signaler à l'appui de cette constatation le fait qu'il indique une augmentation de 21.4% seulement entre 1961 et 1971, alors que les loyers bruts moyens pour le Canada d'après les données du recensement ont augmenté de 55.8% sur la même période, et les loyers bruts moyens dans les régions urbaines du Canada, de 53.8%. Seule une amélioration de la qualité du parc d'environ 2.5% par an expliquerait la différence. On a jugé plausible l'hypothèse (par exemple voir Loyns, 1972) suivant laquelle la distorsion apparente dans l'élément de l'IPC relatif au logement locatif découlerait du problème des «logements neufs», dont il a été question ci-haut à propos des indices des prix des logements neufs. Cependant, d'après les résultats d'une enquête récente effectuée par la SCHL, il ne pourrait s'agir là que d'une petite partie du problème. En 1975, la SCHL a effectué un suivi spécial de son enquête de 1974 sur le logement. L'augmentation moyenne des loyers bruts des mêmes logements de novembre 1974 à novembre 1975 d'après les résultats de cette enquête, et le taux d'augmentation indiqué par l'élément de l'IPC concernant le logement locatif, donné entre parenthèses, sont: St. John's (T.-N.), 12.8 (5.4); Halifax, 11.2 (2.6); Saint John (N.-B.), 15.8 (8.0); Montréal, 8.7 (5.2); Ottawa, 10.0 (4.4); Toronto, 13.2 (6.8); Winnipeg, 15.1 (9.8); Edmonton, 18.6 (10.6); Vancouver, 10.3 (7.6) (SCHL, *Analysis of Rental Market Focusing on the Impact of Removing Controls in 1977*; Ottawa: reproduction 1976). Il importe de souligner que les estimations de la SCHL ne sont pas des estimations de la variation des loyers moyens de l'univers, mais bien des estimations de la variation des prix établies essentiellement par la même méthode de celle qui est utilisée pour le calcul de l'élément de l'IPC concernant le logement locatif. Les différences au niveau des résultats demeurent inexplicables.

## Séries S1-7. Dépenses de construction neuve et de réparation, en dollars courants et constants, 1926 à 1976

(en millions de dollars)

Année	Estimations en dollars courants			Estimations en dollars constants			Déflateur implicite pour la construction neuve 1971 = 100
	Construction neuve	Réparation	Construction neuve et réparation	Construction neuve	Réparation	Construction neuve et réparation	
	1	2	3	4	5	6	7
1976	27,914	4,985	32,899	16,236	2,899	19,135	171.9
1975	24,757	4,320	29,077	16,008	2,793	18,801	154.7
1974	21,519	3,919	25,438	15,584	2,838	18,422	138.1
1973	17,598	3,217	20,815	14,952	2,733	17,685	117.7
1972	14,923	2,818	17,741	14,053	2,654	16,707	106.2
1971	13,600	2,588	16,188	13,600	2,588	16,188	100.0
1970	11,319	2,461	13,780	12,019	2,613	14,632	94.2
1969	10,824	2,380	13,204	11,978	2,634	14,612	90.4
1968	9,909	2,305	12,214	11,559	2,689	14,248	85.7
1967	9,474	2,145	11,619	11,171	2,529	13,700	84.8
1966	9,282	1,954	11,236	11,442	2,409	13,851	81.1
1965	8,174	1,755	9,929	10,689	2,295	12,984	76.5
1964	7,032	1,629	8,661	9,709	2,249	11,958	72.4
1963	6,156	1,559	7,715	8,763	2,219	10,982	70.2
1962	5,834	1,508	7,343	8,523	2,203	10,726	68.5
1961	5,630	1,455	7,085	8,245	2,131	10,376	68.3
1960	5,579	1,419	6,998	8,172	2,078	10,250	68.3
1959	5,849	1,353	7,202	8,672	2,006	10,678	67.4
1958	6,002	1,247	7,249	8,931	1,856	10,787	67.2
1957	5,921	1,223	7,144	8,772	1,812	10,584	67.5
1956	5,484	1,068	6,552	8,193	1,596	9,789	66.9
1955	4,352	1,141	5,493	6,762	1,773	8,535	64.4
1954	3,878	1,105	4,983	6,159	1,755	7,914	63.0
1953	3,853	1,070	4,923	6,049	1,679	7,728	63.7
1952	3,512	1,010	4,522	5,559	1,599	7,158	63.2
1951	2,859	987	3,846	4,739	1,636	6,375	60.3
1950	2,450	827	3,277	4,608	1,555	6,163	53.2
1949	2,110	765	2,875	4,116	1,492	5,608	51.3
1948	1,823	714	2,537	3,684	1,442	5,126	49.5
1947	1,311	613	1,924	3,007	1,407	4,414	43.6
1946	1,043	555	1,598	2,688	1,430	4,118	38.8
1945	752	513	1,265	2,072	1,414	3,486	36.3
1944	697	474	1,171	1,916	1,302	3,218	36.4
1943	931	397	1,328	2,573	1,097	3,670	36.2
1942	841	357	1,198	2,441	1,036	3,477	34.5
1941	711	330	1,041	2,232	1,036	3,268	31.9
1940	490	293	783	1,645	983	2,628	29.8
1939	405	283	688	1,426	997	2,423	28.4
1938	406	277	683	1,411	962	2,373	28.8
1937	439	269	708	1,489	913	2,402	29.5
1936	320	251	571	1,172	919	2,091	27.3
1935	287	238	525	1,075	891	1,966	26.7
1934	242	233	475	922	888	1,810	26.2
1933	197	215	412	758	827	1,585	26.0
1932	295	241	536	1,104	902	2,006	26.7
1931	567	287	854	2,017	1,021	3,038	28.1
1930	752	305	1,057	2,465	1,000	3,465	30.5
1929	868	328	1,196	2,755	1,041	3,796	31.5
1928	771	319	1,090	2,552	1,055	3,607	30.2
1927	621	296	917	2,120	1,011	3,131	29.3
1926	516	272	788	1,773	935	2,708	29.1



**Série S8. Estimations de l'ensemble de la construction neuve et de la réparation, 1896 à 1930**

*(en millions de dollars)*

Année	Ensemble de la construction	Année	Ensemble de la construction	Année	Ensemble de la construction	Année	Ensemble de la construction	Année	Ensemble de la construction	Année	Ensemble de la construction	Année	Ensemble de la construction
	<b>8</b>		<b>8</b>		<b>8</b>		<b>8</b>		<b>8</b>		<b>8</b>		<b>8</b>
1930	928	1925	697	1920	986	1915	341	1910	453	1905	253	1900	119
1929	1,046	1924	692	1919	618	1914	480	1909	396	1904	220	1899	87
1928	940	1923	697	1918	558	1913	583	1908	322	1903	194	1898	75
1927	783	1922	624	1917	464	1912	597	1907	360	1902	150	1897	67
1926	703	1921	631	1916	336	1911	535	1906	316	1901	118	1896	78

Séries S9-22. Valeur totale des travaux de construction neuve exécutés, par principal genre de structure, 1926 à 1976  
(en millions de dollars)

Année	Bâtiment						Génie civil						Total, travaux de bâtiment et de génie civil	
	Habitations <sup>1</sup>	Bâtiments industriels	Bâtiments commerciaux	Institutions	Autres bâtiments	Total <sup>2</sup>	Routes et aérodromes	Systèmes d'eau et d'égout	Énergie électrique	Chemin de fer, téléphone et télégraphe	Équipement relatif au gaz et au pétrole	Autres ouvrages <sup>3</sup>		Total
	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1976	10,853	1,042	3,182	1,379	991	17,347	1,966	1,344	2,694	859	1,753	2,183	10,799	28,145
1975	7,114	1,146	3,379	1,376	909	13,924	1,964	1,123	2,640	740	1,529	2,137	10,132	24,056
1974	7,010	1,201	2,612	1,199	704	12,726	1,789	974	1,693	720	1,451	1,418	8,045	20,771
1973	5,977	888	1,947	1,035	521	10,369	1,521	700	1,385	555	1,275	1,150	6,585	16,954
1972	4,820	706	1,467	1,094	437	8,524	1,410	625	1,123	446	1,209	1,133	5,945	14,469
1971	4,025	831	1,187	1,317	398	7,757	1,316	514	1,093	415	1,128	1,051	5,518	13,275
1970	3,138	804	1,066	1,205	362	6,575	1,012	412	1,125	376	939	882	4,745	11,320
1969	3,384	680	954	1,212	361	6,592	972	329	910	345	822	856	4,234	10,826
1968	2,806	549	961	1,274	303	5,894	854	325	747	338	774	976	4,015	9,909
1967	2,378	685	1,036	1,160	310	5,569	955	314	790	336	654	858	3,906	9,475
1966	2,180	830	1,089	1,080	297	5,476	946	339	675	315	615	915	3,805	9,281
1965	2,218	625	876	941	255	4,915	840	306	515	247	541	811	3,259	8,174
1964	1,990	522	716	693	212	4,133	770	235	482	254	544	615	2,900	7,033
1963	1,652	399	617	780	225	3,673	647	219	431	254	503	430	2,482	6,155
1962	1,555	364	603	753	309	3,584	603	187	396	223	442	400	2,250	5,834
1961	1,467	294	637	570	289	3,258	557	186	354	232	472	459	2,261	5,519
1960	1,456	331	621	543	234	3,185	631	193	299	299	409	437	2,268	5,453
1959	1,752	297	640	511	214	3,414	611	195	346	299	414	431	2,297	5,711
1958	1,782	287	589	493	186	3,336	543	170	457	250	611	463	2,494	5,830
1957	1,430	494	560	465	203	3,150	550	172	463	245	700	503	2,634	5,784
1956	1,575	487	480	396	265	3,204	458	159	415	215	499	350	2,096	5,300
1955	1,499	293	427	408	183	2,811	359	127	301	144	311	215	1,458	4,269
1954	1,178	262	463	331	144	2,378	309	158	290	119	245	201	1,322	3,700
1953	1,084	294	421	297	189	2,285	339	116	303	134	235	253	1,381	3,666
1952	826	389	337	273	93	1,919	432	116	357	114	199	144	1,363	3,282
1951	821	351	283	243	72	1,769	311	65	318	98	88	86	965	2,734
1950	923		770			1,693	..	..	..	..	..	..	760	2,453
1940	822		703			1,525	..	..	..	..	..	..	641	2,166
1948	635		612			1,247	..	..	..	..	..	..	577	1,824
1947	526		469			995	..	..	..	..	..	..	402	1,397
1946	407		332			739	..	..	..	..	..	..	305	1,044
1945	330		246			576	..	..	..	..	..	..	169	745
1944	279		251			530	..	..	..	..	..	..	215	745
1943	250		405			655	..	..	..	..	..	..	366	1,021
1942	244		471			715	..	..	..	..	..	..	228	943
1941	251		357			608	..	..	..	..	..	..	201	809
1940	186		232			418	..	..	..	..	..	..	145	563
1939	174		130			304	..	..	..	..	..	..	163	467
1938	148		128			276	..	..	..	..	..	..	179	455
1937	164		140			304	..	..	..	..	..	..	201	505
1936	131		103			234	..	..	..	..	..	..	143	377
1935	107		72			179	..	..	..	..	..	..	149	328
1934	92		65			159	..	..	..	..	..	..	118	275
1933	72		57			129	..	..	..	..	..	..	95	224
1932	90		87			177	..	..	..	..	..	..	143	320
1931	158		169			327	..	..	..	..	..	..	256	583
1930	191		260			451	..	..	..	..	..	..	324	775
1929	230		342			572	..	..	..	..	..	..	308	880
1928	220		295			515	..	..	..	..	..	..	254	769
1927	204		220			424	..	..	..	..	..	..	196	620
1926	201		165			366	..	..	..	..	..	..	167	533

<sup>1</sup> Chiffres non révisés; ne correspondent pas aux estimations des comptes nationaux avant 1962 et de 1971 à 1976.

<sup>2</sup> Les estimations concernant les genres de structure dans le domaine agricole ont été élaborées pour 1963 à 1968 à partir de renseignements connexes plus récents et ne peuvent donc pas être comparées aux données sur les genres de structure pour les années antérieures à 1963.

<sup>3</sup> Comprend les ouvrages dans l'eau ainsi que les barrages et travaux d'irrigation.

**Séries S23-28. Valeur totale des travaux de construction neuve exécutés par région et par genre principal, 1951 à 1976**  
(en millions de dollars)

Année		Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>1</sup>	Canada
		23	24	25	26	27	28
1976	Résidentielle	703	2,220	3,189	2,221	1,431	9,764
	Non résidentielle	460	1,789	1,962	1,316	766	6,293
	Génie civil	919	2,375	2,999	3,141	1,570	11,004
1975	Résidentielle	574	1,574	2,553	1,300	1,112	7,113
	Non résidentielle	508	2,207	2,151	1,167	778	6,811
	Génie civil	893	2,339	2,789	2,675	1,437	10,133
1974	Résidentielle	566	1,470	2,872	1,068	1,034	7,010
	Non résidentielle	455	1,642	2,027	918	674	5,716
	Génie civil	820	1,635	2,188	2,009	1,393	8,045
1973	Résidentielle	493	1,169	2,577	850	889	5,977
	Non résidentielle	319	1,138	1,646	734	554	4,391
	Génie civil	673	1,407	1,759	1,617	1,130	6,585
1972	Résidentielle	343	969	2,037	737	734	4,820
	Non résidentielle	238	912	1,480	607	467	3,704
	Génie civil	581	1,260	1,736	1,370	997	5,945
1971	Résidentielle	299	861	1,642	635	588	4,025
	Non résidentielle	320	854	1,459	557	542	3,732
	Génie civil	597	1,121	1,561	1,287	952	5,518
1970	Résidentielle	229	678	1,287	470	474	3,138
	Non résidentielle	255	722	1,539	558	363	3,437
	Génie civil	595	793	1,300	1,324	732	4,745
1969	Résidentielle	226	677	1,425	579	476	3,384
	Non résidentielle	233	696	1,244	608	426	3,208
	Génie civil	479	709	1,156	1,260	630	4,234
1968	Résidentielle	173	597	1,184	453	399	2,806
	Non résidentielle	229	688	1,248	582	339	3,087
	Génie civil	413	682	1,052	1,261	606	4,015
1967	Résidentielle	130	559	981	362	346	2,378
	Non résidentielle	246	695	1,294	608	348	3,190
	Génie civil	388	725	957	1,142	694	3,906
1966	Résidentielle	125	541	903	313	298	2,180
	Non résidentielle	280	809	1,265	606	336	3,297
	Génie civil	337	831	947	1,080	610	3,805
1965	Résidentielle	133	581	884	330	291	2,218
	Non résidentielle	204	742	1,008	444	300	2,697
	Génie civil	258	892	720	894	495	3,259
1964	Résidentielle	123	560	760	311	237	1,990
	Non résidentielle	173	603	778	387	203	2,143
	Génie civil	209	834	697	794	365	2,900
1963	Résidentielle	101	476	600	276	200	1,652
	Non résidentielle	174	516	796	363	172	2,021
	Génie civil	181	572	695	746	289	2,482
1962	Résidentielle	103	445	540	297	170	1,555
	Non résidentielle	201	538	738	387	165	2,029
	Génie civil	174	522	637	631	286	2,250
1961	Résidentielle	116	379	577	279	146	1,497
	Non résidentielle	158	511	629	346	146	1,791
	Génie civil	169	490	623	750	310	2,342
1960	Résidentielle	122	377	573	266	184	1,522
	Non résidentielle	132	441	649	356	151	1,729
	Génie civil	179	539	627	639	284	2,268
1959	Résidentielle	112	463	689	342	229	1,835
	Non résidentielle	108	463	605	325	161	1,662
	Génie civil	192	572	637	607	288	2,297
1958	Résidentielle	99	498	748	335	226	1,906
	Non résidentielle	103	400	599	313	141	1,556
	Génie civil	157	589	827	610	311	2,494
1957	Résidentielle	96	402	590	245	193	1,526
	Non résidentielle	98	412	695	297	218	1,721
	Génie civil	131	576	812	599	515	2,634
1956	Résidentielle	106	490	638	274	201	1,709
	Non résidentielle	102	360	637	318	213	1,630
	Génie civil	155	429	550	600	362	2,096
1955	Résidentielle	95	475	660	258	196	1,684
	Non résidentielle	92	319	507	266	129	1,312
	Génie civil	127	345	375	440	172	1,458
1954	Résidentielle	71	347	533	244	124	1,319
	Non résidentielle	76	298	478	239	109	1,200
	Génie civil	99	350	355	385	134	1,322
1953	Résidentielle	68	346	437	232	98	1,181
	Non résidentielle	85	284	469	244	119	1,201
	Génie civil	82	294	399	372	234	1,381
1952	Résidentielle	59	280	328	157	80	904
	Non résidentielle	81	259	422	220	110	1,093
	Génie civil	72	341	405	318	228	1,363
1951	Résidentielle	53	249	318	125	65	809
	Non résidentielle	67	213	383	169	115	948
	Génie civil	63	234	307	218	144	965

<sup>1</sup> Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

**Séries S29-58. Permis de bâtir délivrés, par région et genre principal, 1951 à 1976<sup>1</sup>**
*(en millions de dollars)*

Année	Habitations						Bâtiments industriels					
	Canada	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>2</sup>	Canada	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>2</sup>
	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
1976	7,476	433	1,565	2,563	1,791	1,123	1,010	57	218	473	128	134
1975	6,129	377	1,129	2,462	1,180	981	876	41	208	435	114	78
1974	4,576	283	805	2,002	720	766	1,316	58	396	534	239	89
1973	4,763	215	815	2,366	628	740	854	31	208	428	103	85
1972	3,638	171	676	1,714	546	531	520	13	116	279	54	58
1971	3,203	126	686	1,456	480	455	461	48	133	197	38	45
1970	2,312	98	468	1,079	329	338	498	20	113	231	45	89
1969	2,434	106	423	1,119	401	384	569	16	129	299	61	63
1968	2,412	88	467	1,130	388	339	531	15	214	183	60	59
1967	1,927	63	412	892	276	284	400	10	89	201	61	39
1966	1,592	55	379	728	215	215	474	15	80	282	54	43
1965	1,757	66	444	773	248	226	430	46	77	212	41	54
1964	1,615	59	400	707	244	206	381	31	76	183	56	35
1963	1,462	54	391	608	239	170	281	23	50	152	41	15
1962	1,209	39	331	475	228	137	218	8	62	109	25	14
1961	1,176	37	293	495	236	115	198	7	34	96	42	19
1960	944	21	205	439	181	99	184	3	35	107	25	14
1959	1,255	32	251	552	262	158	193	4	48	94	32	15
1958	1,381	27	281	649	247	178	180	3	32	90	44	11
1957	952	18	198	445	160	132	219	5	62	96	24	32
1956	974	25	204	455	161	129	222	5	53	101	27	36
1955	1,030	22	207	499	171	131	196	4	38	79	44	31
1954	884	19	178	443	142	101	176	4	32	94	30	16
1953	810	23	173	375	155	84	201	7	42	112	26	14
1952	610	18	134	285	111	61	101	1	19	70	6	5
1951	445	13	93	226	67	45	114	1	20	82	6	6
Année	Bâtiments commerciaux						Institutions et bâtiments publics					
	Canada	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>2</sup>	Canada	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>2</sup>
	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52
1976	2,546	133	703	686	618	406	1,168	94	318	352	243	162
1975	2,251	152	432	919	436	313	1,342	138	262	493	262	186
1974	2,293	108	532	905	448	299	1,096	130	288	385	174	118
1973	1,970	115	380	849	328	297	972	69	295	378	112	118
1972	1,412	101	305	564	235	205	893	54	188	431	132	88
1971	1,070	44	184	489	162	191	996	30	220	459	192	94
1970	807	40	130	415	110	113	1,084	27	218	578	196	64
1969	839	37	148	383	167	104	1,066	106	222	513	128	97
1968	696	40	121	294	154	87	1,144	76	265	552	189	63
1967	702	55	129	281	134	103	1,046	80	145	519	209	93
1966	737	40	177	330	114	75	913	56	105	453	214	85
1965	783	32	250	276	148	77	840	62	128	401	182	67
1964	598	31	157	240	108	62	674	43	156	304	114	57
1963	460	21	116	183	92	48	620	34	166	264	115	41
1962	469	20	137	177	91	45	620	27	118	304	131	40
1961	439	27	104	197	72	38	431	31	89	200	76	34
1960	436	15	116	173	84	48	460	31	109	187	99	34
1959	512	18	164	189	85	57	419	21	84	186	102	26
1958	370	13	87	155	82	33	425	24	91	203	64	43
1957	347	11	54	162	70	51	309	17	77	126	59	30
1956	336	12	71	126	71	55	296	13	71	128	58	27
1955	267	10	51	126	49	32	311	18	88	96	72	37
1954	197	9	30	93	44	20	265	11	62	101	63	28
1953	199	7	32	101	32	26	213	11	54	81	42	26
1952	188	8	29	87	47	18	164	8	61	61	23	11
1951	154	7	23	75	31	17	148	11	35	61	22	19
Année	Total											
	Canada	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie-Britannique <sup>2</sup>						
	53	54	55	56	57	58						
1976	12,199	716	2,803	4,074	2,780	1,825						
1975	10,598	708	2,031	4,309	1,993	1,557						
1974	9,280	579	2,021	3,827	1,582	1,273						
1973	8,559	429	1,699	4,021	1,171	1,239						
1972	6,464	340	1,287	2,988	967	882						
1971	5,730	248	1,224	2,600	872	786						
1970	4,700	185	929	2,302	680	604						
1969	4,907	266	921	2,314	756	650						
1968	4,783	219	1,067	2,159	791	548						
1967	4,074	208	774	1,892	681	518						
1966	3,715	166	742	1,793	596	418						
1965	3,810	206	899	1,661	620	423						
1964	3,268	163	788	1,434	523	359						
1963	2,823	132	722	1,207	488	274						
1962	2,517	93	647	1,065	474	237						
1961	2,244	102	521	988	426	207						
1960	2,025	71	465	906	389	194						
1959	2,379	75	547	1,021	482	255						
1958	2,357	67	491	1,098	437	264						
1957	1,827	50	391	829	313	245						
1956	1,828	55	398	810	317	247						
1955	1,805	54	384	801	335	231						
1954	1,521	43	302	731	279	165						
1953	1,422	48	301	668	256	150						
1952	1,062	35	243	503	187	94						
1951	861	32	171	444	125	87						

<sup>1</sup> Le nombre des municipalités ayant déclaré des augmentations dans le temps.

<sup>2</sup> A partir de 1972, comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

## Série S59.

## Valeur des permis de bâtir délivrés, 1910 à 1960

*(en millions de dollars)*

Année	Permis de bâtir délivrés	Année	Permis de bâtir délivrés	Année	Permis de bâtir délivrés
	<b>59</b>		<b>59</b>		<b>59</b>
	204 villes		58 villes		35 villes
1960	1,382	1940	80	1920	106
1959	1,637	1939	60	1919	77
1958	1,622	1938	61	1918	37
1957	1,307	1937	56	1917	34
1956	1,319	1936	41	1916	40
1955	1,309	1935	47	1915	34
1954	1,151	1934	27	1914	97
1953	1,089	1933	22	1913	154
1952	803	1932	42	1912	185
1951	681	1931	112	1911	138
1950	802	1930	166	1910	100
1949	616	1929	235		
1948	536	1928	219		
1947	373	1927	185		
1946	384	1926	156		
1945	197	1925	125		
1944	129	1924	127		
1943	80	1923	134		
1942	104	1922	148		
1941	135	1921	117		
1940	133	1920	117		

**Séries S60-64. Principales statistiques de l'industrie de la construction (entrepreneurs en construction), 1934 à 1976**  
*(valeurs en millions de dollars)*

Année	Effectifs	Traite- ments et salaires	Coût des matériaux	Valeur des travaux	Valeur ajoutée
	60	61	62	63	64
1976	580,049	9,493	9,831	27,101	17,270
1975	525,722	7,979	8,874	22,592	13,718
1974	530,593	6,899	7,768	19,618	11,850
1973	514,587	5,847	6,209	15,904	9,695
1972	440,161	4,824	5,500	13,744	8,244
1971	461,979	4,528	5,122	12,703	7,581
1970	437,155	3,814	4,684	10,827	6,143
1969	458,112	3,605	4,727	10,521	5,794
1968	456,121	3,296	4,666	9,935	5,269
1967	433,374	2,974	4,108	9,271	5,163
1966	449,785	2,837	4,279	9,121	4,843
1965	430,930	2,430	3,912	7,930	4,018
1964	398,928	2,083	3,456	6,862	3,406
1963	376,953	1,876	2,967	6,032	3,065
1962	384,670	1,818	2,833	5,757	2,924
1961	365,564	1,690	2,606	5,459	2,853
1960	364,276	1,632	2,535	5,249	2,713
1959	389,897	1,676	2,571	5,353	2,782
1958	402,798	1,693	2,665	5,565	2,900
1957	404,771	1,664	2,569	5,417	2,848
1956	406,048	1,540	2,432	4,973	2,541
1955	359,661	1,271	1,956	4,060	2,104
1954	334,923	1,147	1,666	3,523	1,856
1953	332,233	1,143	1,634	3,456	1,822
1952	303,598	994	1,659	3,105	1,446
1951	279,691	767	1,279	2,479	1,200
1950	213,078	523	809	1,619	811
1949	210,568	489	669	1,348	679
1948	284,000	605	836	1,666	830
1947	204,954	403	599	1,097	498
1946	165,518	295	427	775	349
1945	110,405	185	249	459	210
1944	92,912	158	181	381	200
1943	121,482	215	262	511	249
1942	141,234	227	308	575	267
1941	139,587	195	342	564	222
1940	103,898	131	227	380	152
1939	91,147	104	161	287	126
1938	96,010	107	153	281	129
1937	96,865	107	152	278	126
1936	76,834	75	105	197	92
1935	63,349	59	76	148	71
1934	46,479	39	52	99	48

**Séries S65-71. Construction neuve dans les industries primaires, 1946 à 1976**
*(en millions de dollars)*

Année	Agriculture <sup>1</sup> et pêche	Exploitation forestière	Total, mines, carrières et puits de pétrole	Total, mines métalliques	Total, mines non métalliques	Pétrole et gaz <sup>2</sup>	Industrie de la construction
	65	66	67	68	69	70	71
1976	527.0	89.0	2,356.9	597.6	161.3	1,598.0	121.3
1975	479.6	90.9	1,968.1	499.6	112.8	1,355.7	80.2
1974	433.1	98.2	1,586.5	409.6	116.0	1,060.9	66.0
1973	346.3	76.4	1,276.3	357.1	67.5	851.7	57.1
1972	292.0	52.0	1,105.4	345.7	50.5	709.2	49.0
1971	228.0	45.0	1,314.8	590.8	84.6	639.4	17.0
1970	225.0	48.0	996.1	335.6	107.9	552.6	15.0
1969	249.0	52.0	888.5	295.1	128.1	465.3	14.0
1968	253.0	37.0	782.4	264.8	110.2	407.4	14.0
1967	255.0	38.0	762.2	238.1	121.1	403.0	14.0
1966	243.0	43.0	766.6	209.9	107.3	449.4	13.0
1965	210.0	43.0	573.7	121.5	58.9	393.3	17.0
1964	195.0	39.0	520.6	147.0	40.6	333.0	14.0
1963	189.0	28.0	431.5	118.3	19.1	294.1	11.0
1962	185.0	29.0	418.7	137.8	25.2	255.7	14.0
1961	168.0	28.0	443.5	107.6	16.4	319.5	14.0
1960	167.3	27.0	303.2	88.8	14.8	199.6	14.0
1959	165.5	21.0	249.7	71.1	11.7	166.9	16.0
1958	148.5	19.0	241.5	62.5	18.8	160.2	16.0
1957	134.0	28.0	406.6	187.0	24.9	194.8	16.0
1956	148.3	41.0	378.2	144.8	20.2	213.2	16.0
1955	134.6	36.0	248.0	..	..	..	16.0
1954	140.8	26.0	184.0	..	..	..	9.0
1953	154.2	19.0	162.0	..	..	..	10.0
1952	130.3	19.0	133.0	..	..	..	5.0
1951	134.1	22.0	101.0	..	..	..	7.0
1950	74.0	17.0	68.0	..	..	..	14.0
1949	74.0	16.0	57.0	..	..	..	12.0
1948	58.0	14.0	47.0	..	..	..	8.0
1947	46.0	15.0	23.0	..	..	..	3.0
1946	39.0	6.0	13.0	..	..	..	5.0

<sup>1</sup> La méthode d'estimation employée pour l'agriculture en 1951 et les années ultérieures diffère de celle employée les années précédentes.

<sup>2</sup> Avant 1960, les usines de traitement du gaz sont comprises dans les industries manufacturières.

## Séries S72-93. Construction neuve dans les industries manufacturières par groupes principaux, 1926 à 1976

(en millions de dollars)

Année	Ensemble des industries manufacturières			Aliments et boissons	Tabac	Caoutchouc	Cuir	Textiles	Bonneterie	Habille-ment	Bois	Meubles et articles d'ameu-blement
	Construc-tion neuve	Répara-tion	Construc-tion neuve et répa-ration									
	72	73	74									
	75	76	77	78	79	80	81	82	82a			
1976	1,439.7	438.2	1,877.9	110.4	1.1	16.9	3.4	19.1	1.5	3.7	61.2	8.0
1975	1,568.5	381.0	1,949.5	118.2	5.7	23.0	2.7	31.6	0.3	8.5	73.6	9.2
1974	1,425.3	344.4	1,769.7	139.3	7.1	36.1	3.3	38.6	1.2	5.5	85.5	17.1
1973	985.8	275.8	1,261.6	113.1	1.1	28.0	2.6	26.0	3.3	9.6	76.3	11.5
1972	829.0	252.0	1,081.0	82.2	1.8	23.0	6.0	20.7	1.1	5.2	41.0	5.3
1971	873.0	207.0	1,080.0	95.1	2.9	23.8	2.8	14.0	1.5	2.0	37.2	3.9
1970	997.0	213.0	1,210.0	96.8	2.9	22.3	1.3	20.3	2.1	1.1	42.4	7.1
1969	772.0	205.0	977.0	87.9	1.1	11.3	2.3	20.5	2.9	3.8	42.5	2.9
1968	657.0	193.0	850.0	77.2	3.8	9.3	2.2	11.7	2.2	2.4	18.4	8.4
1967	677.0	180.0	857.0	73.7	4.1	5.5	1.8	17.8	0.8	2.0	15.6	10.2
1966	788.0	167.0	955.0	79.3	5.4	14.9	2.6	35.1	2.8	2.2	23.5	10.5
1965	604.0	151.0	755.0	60.0	2.3	6.1	1.0	32.8	1.3	2.6	22.9	6.7
1964	443.0	147.0	590.0	53.6	2.4	5.7	1.4	23.7	1.3	1.7	15.5	4.4
1963	355.0	140.0	495.0	52.9	1.5	3.0	1.7	10.9	0.9	1.4	12.5	4.7
1962	353.0	133.0	386.0	57.3	0.9	2.9	0.9	6.8	0.8	0.6	11.8	2.4
1961	279.0	124.0	403.0	58.1	1.7	2.6	0.6	5.5	1.1	1.9	13.6	1.2
1960	335.0	124.0	459.0	52.7	1.7	6.9	1.3	6.0	—	2.3	12.6	3.0
1959	374.0	125.0	499.0	45.4	3.3	3.5	0.8	4.7	—	1.6	15.3	—
1958	398.0	110.0	508.0	40.5	4.1	2.0	0.5	2.6	—	0.7	8.8	—
1957	520.0	115.0	635.0	36.3	1.9	6.1	1.3	7.9	—	1.2	10.3	—
1956	488.0	112.0	600.0	32.6	3.5	2.9	1.8	10.3	—	1.3	14.0	—
1956 <sup>1</sup>	493.3	—	—	32.6	—	8.2	—	10.3	—	1.3	—	14.0
1955	344.7	—	—	38.5	—	5.1	—	7.0	—	1.4	—	12.1
1954	287.6	—	—	38.6	—	5.7	—	7.5	—	2.2	—	8.4
1953	349.3	—	—	26.0	—	6.0	—	7.9	—	3.8	—	10.4
1952	343.6	—	—	26.6	—	3.8	—	7.0	—	1.6	—	9.3
1951	268.5	—	—	28.0	—	3.4	—	9.9	—	4.1	—	11.2
1950	135.4	—	—	26.0	—	2.3	—	6.6	—	2.5	—	8.1
1949	156.6	—	—	27.7	—	2.6	—	7.0	—	3.0	—	7.5
1948	180.8	—	—	31.9	—	3.5	—	6.5	—	2.1	—	7.9
1947	184.8	—	—	33.0	—	4.6	—	10.9	—	3.7	—	11.4
1946	132.2	—	—	24.7	—	6.7	—	8.4	—	2.6	—	10.9
1945	75.9	—	—	18.2	—	5.9	—	1.3	—	9.2	—	1.6
1944	61.3	—	—	10.7	—	2.3	—	1.8	—	2.8	—	2.9
1943	84.6	—	—	6.1	—	2.2	—	0.8	—	1.6	—	16.8
1942	137.3	—	—	8.5	—	2.4	—	1.5	—	3.0	—	11.3
1941	95.2	—	—	9.7	—	2.4	—	3.1	—	10.9	—	10.8
1940	66.7	—	—	10.7	—	2.7	—	3.4	—	2.4	—	8.0
1939	33.4	—	—	7.5	—	1.1	—	0.6	—	1.4	—	4.9
1938	44.8	—	—	7.8	—	0.8	—	1.4	—	0.4	—	1.2
1937	64.1	—	—	8.5	—	1.8	—	2.6	—	1.8	—	14.1
1936	37.6	—	—	5.3	—	16.4	—	1.3	—	0.8	—	2.8
1935	21.1	—	—	3.5	—	0.1	—	2.8	—	0.1	—	1.0
1934	19.5	—	—	1.6	—	0.4	—	0.6	—	0.4	—	4.4
1933	17.8	—	—	0.8	—	2.9	—	0.9	—	1.1	—	7.0
1932	19.3	—	—	4.9	—	0.4	—	1.0	—	1.3	—	4.4
1931	40.9	—	—	7.2	—	0.9	—	1.7	—	1.6	—	1.0
1930	75.5	—	—	7.4	—	2.1	—	6.8	—	0.8	—	5.9
1929	131.0	—	—	13.5	—	2.5	—	1.4	—	13.3	—	10.2
1928	124.7	—	—	9.6	—	2.9	—	0.6	—	10.8	—	7.4
1927	86.9	—	—	4.4	—	1.1	—	6.2	—	7.5	—	21.5
1926	55.7	—	—	2.7	—	0.8	—	4.7	—	2.0	—	3.3



## Séries S72-93. Construction neuve dans les industries manufacturières par groupes principaux, 1926 à 1976 (fin)

(en millions de dollars)

Année	Papier et activités annexes	Impres- sion et édition	Première transfor- mation des métaux	Produits métal- liques	Ma- chines	Matériel de transport	Produits élec- triques	Produits minéraux non métal- liques	Produits du pétrole et du charbon	Industrie chimique	Industries diverses
	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93
1976	128.6	15.0	144.8	43.1	36.9	63.7	35.6	46.6	255.9	430.7	13.5
1975	110.1	18.4	200.5	50.3	49.1	76.5	28.3	41.1	337.5	374.7	9.2
1974	120.5	16.7	148.0	59.7	42.8	102.4	31.0	29.5	321.7	198.7	20.6
1973	89.4	15.0	75.8	43.4	30.3	47.7	32.2	37.6	229.7	100.7	12.5
1972	116.5	15.3	95.3	20.4	14.6	30.2	18.6	30.7	214.0	78.1	9.1
1971	133.6	15.6	91.1	20.4	13.1	30.2	28.6	22.5	211.3	107.6	16.1
1970	132.6	13.8	118.2	32.5	26.1	49.6	26.7	32.7	213.7	132.2	22.7
1969	109.9	12.5	71.5	29.0	17.1	43.6	22.4	37.1	116.9	119.4	17.8
1968	70.3	10.4	81.3	21.7	11.8	37.6	17.1	19.9	98.9	134.1	18.2
1967	111.2	9.9	82.0	28.2	18.9	56.4	26.4	40.9	78.8	78.7	14.1
1966	137.1	12.6	85.3	36.8	23.6	87.8	30.7	51.0	55.5	76.0	15.4
1965	111.5	17.6	61.7	32.9	13.8	64.5	17.6	30.0	30.3	76.2	12.4
1964	69.4	17.1	58.3	17.9	19.2	44.4	12.0	20.2	20.2	42.9	11.4
1963	40.3	15.5	44.4	14.6	14.2	27.1	9.5	13.7	37.9	39.5	8.5
1962	40.5	10.8	58.4	12.4	5.4	11.6	10.9	13.7	56.8	40.1	8.2
1961	37.1	6.4	32.9	8.4	5.5	13.9	7.8	11.9	27.9	35.4	5.6
1960	35.1	7.4	51.3	12.2	8.4	16.5	7.6	15.7	51.9	34.9	7.2
1959	24.2	11.8		40.9		20.5	8.5	25.9	109.2	24.5	6.0
1958	25.5	13.4		35.7		16.6	7.3	14.4	136.0	43.1	2.7
1957	66.3	17.3		54.5		18.1	13.8	29.4	113.4	65.6	6.6
1956	85.1	5.3		40.3		16.7	14.7	51.4	83.9	57.9	3.6
1956 <sup>1</sup>	85.1	5.3		40.3		16.7		218.0		57.9	3.6
1955	33.1	6.4		27.0		20.2		168.0		21.6	3.7
1954	21.6	11.7		22.0		20.9		131.2		15.1	2.7
1953	22.5	3.8		35.6		46.9		120.5		32.0	3.7
1952	33.6	3.3		46.2		37.1		109.2		61.2	4.7
1951	41.9	6.3		47.1		21.8		71.9		19.2	3.7
1950	21.1	5.0		13.5		9.9		30.7		7.3	2.4
1949	26.8	6.3		14.6		6.7		40.2		11.9	2.3
1948	29.1	7.0		19.6		5.4		50.1		15.0	2.7
1947	31.2	5.4		16.0		5.2		46.7		14.4	2.3
1946	27.2	2.9		14.9		5.4		14.0		11.6	2.9
1945	5.8	3.9		12.8		2.2		9.3		4.0	1.7
1944	8.0	0.2		10.1		1.6		18.2		1.4	1.3
1943	1.7	0.2		4.3		6.6		39.9		2.5	1.9
1942	3.8	0.3		7.2		27.9		63.1		5.3	3.0
1941	8.8	–		9.9		3.0		31.3		3.2	2.1
1940	5.1	0.6		4.9		3.4		22.1		1.9	1.5
1939	3.9	0.3		4.3		2.9		4.8		1.0	0.7
1938	2.6	0.6		5.0		14.5		6.6		2.9	1.0
1937	4.2	1.2		10.0		5.2		7.8		5.5	1.4
1936	1.5	–		3.1		0.9		4.3		0.4	0.8
1935	2.2	0.6		2.4		2.4		4.4		1.1	0.5
1934	0.8	–		2.5		2.1		3.9		2.4	0.4
1933	0.1	0.3		0.6		0.6		2.4		1.0	0.4
1932	2.1	0.7		0.5		0.2		2.7		0.7	0.4
1931	11.3	0.3		4.7		0.3		9.2		1.8	0.9
1930	4.4	0.2		12.5		1.8		29.0		2.9	1.7
1929	16.0	7.5		8.3		8.3		36.2		10.9	2.9
1928	34.8	9.4		4.8		7.0		33.5		1.2	2.7
1927	23.7	0.5		5.0		4.8		7.9		2.4	1.9
1926	21.4	0.8		4.3		0.8		9.3		4.4	1.2

<sup>1</sup> Pour 1956 et les années antérieures les groupes sont ceux de la Classification type des industries de 1948, et la répartition selon les catégories «réparation» et «construction neuve et réparation» n'est pas disponible.

**Série S94. Construction neuve dans les industries manufacturières, 1871 à 1925**

*(en millions de dollars)*

Année	Ensemble des industries manu- facturières	Année	Ensemble des industries manu- facturières	Année	Ensemble des industries manu- facturières	Année	Ensemble des industries manu- facturières	Année	Ensemble des industries manu- facturières	Année	Ensemble des industries manu- facturières
	<b>94</b>		<b>94</b>		<b>94</b>		<b>94</b>		<b>94</b>		<b>94</b>
1925	49.0	1915	39.9	1905	25.3	1895	4.1	1885	4.8	1875	2.6
1924	55.4	1914	53.3	1904	24.7	1894	4.1	1884	5.5	1874	2.6
1923	58.7	1913	79.5	1903	24.1	1893	4.4	1883	7.3	1873	2.6
1922	37.4	1912	77.4	1902	18.6	1892	4.6	1882	7.6	1872	2.4
1921	37.2	1911	58.9	1901	15.0	1891	4.7	1881	5.7	1871	2.0
1920	62.4	1910	45.6	1900	11.8	1890	5.4	1880	3.6		
1919	45.8	1909	33.3	1899	9.4	1889	5.6	1879	2.3		
1918	43.1	1908	32.1	1898	7.3	1888	5.5	1878	2.2		
1917	62.8	1907	31.3	1897	5.6	1887	5.3	1877	2.3		
1916	60.5	1906	27.2	1896	5.3	1886	4.9	1876	2.4		

**Séries S95-106. Construction neuve dans les industries manufacturières, par groupes principaux, 1918 à 1925**

(en millions de dollars)

Année	Aliments et boissons	Tabac, produits en caout- chouc et en cuir	Produits textiles	Habil- lement	Produits en bois	Produits en papier	Impres- sion, édition et activités annexes	Produits sidé- rurgiques	Matériel de transport	Produits de métaux non ferreux et matériel et fourni- tures élec- triques	Produits minéraux non métal- liques et produits du pétrole et du charbon	Industrie chimique
	<b>95</b>	<b>96</b>	<b>97</b>	<b>98</b>	<b>99</b>	<b>100</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>103</b>	<b>104</b>	<b>105</b>	<b>106</b>
1925	3.5	0.6	2.9	1.2	5.0	22.4	2.1	2.4	4.1	0.4	1.8	2.0
1924	6.0	0.4	3.6	1.3	9.9	20.3	1.5	1.6	2.5	1.2	5.3	0.8
1923	8.6	0.8	2.5	1.4	1.7	17.2	4.3	1.5	1.9	1.2	12.4	4.4
1922	7.8	0.6	2.8	1.9	1.8	13.1	2.4	2.0	1.4	0.4	0.3	2.1
1921	10.9	0.8	1.6	1.4	3.8	7.8	1.0	2.3	0.7	2.4	1.2	2.8
1920	9.9	1.0	3.7	2.1	1.7	25.3	2.6	3.3	3.9	2.0	3.8	2.9
1919	3.4	0.8	2.7	0.8	2.6	12.8	1.5	1.6	0.9	1.8	3.8	12.5
1918	4.5	0.9	1.2	1.1	2.3	3.0	1.0	3.4	8.9	1.5	3.7	11.3

**Séries S107-121. Construction neuve dans les transports, communications, services publics d'électricité, de gaz et d'eau, 1956 à 1976**

(en millions de dollars)

Année	Ensemble des transports	Transports aériens	Transports ferroviaires	Transports par eau et services	Transports routiers	Transports urbains	Pipe-lines	Total, communications et services publics d'électricité, de gaz et d'eau	Téléphone et télégraphe	Élévateurs à grain	Énergie électrique	Distribution du gaz	Distribution de l'eau	Radio et télévision	Autres services publics
	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121
1976	920.3	26.1	370.2	25.9	31.2	177.3	289.6	3,505.5	598.3	20.2	2,654.2	141.1	<sup>1</sup>	62.4	29.3
1975	966.9	29.8	370.9	59.0	25.5	160.5	321.2	3,436.0	533.9	18.2	2,660.8	150.2	<sup>1</sup>	51.4	21.5
1974	714.2	20.7	284.6	67.7	31.6	73.2	236.4	2,439.6	508.7	10.4	1,699.5	147.9	<sup>1</sup>	51.7	21.4
1973	702.9	16.1	228.4	47.2	17.9	54.0	339.3	1,969.7	371.0	10.6	1,416.7	108.4	<sup>1</sup>	39.2	23.8
1972	758.9	19.3	191.3	73.3	15.8	49.8	409.4	1,598.1	308.8	6.8	1,135.2	107.5	<sup>1</sup>	26.5	13.3
1971	674.7	33.2	187.7	76.8	14.9	23.9	338.2	1,553.1	285.5	3.2	1,079.1	86.4	<sup>1</sup>	32.7	66.2
1970	560.1	59.1	185.5	73.2	13.5	23.3	205.5	1,484.4	254.4	4.4	1,057.4	70.9	<sup>1</sup>	42.1	55.2
1969	470.2	21.0	167.5	62.0	10.8	19.1	189.8	1,249.0	233.0	17.6	856.1	85.4	<sup>1</sup>	29.9	27.0
1968	441.2	22.1	146.7	40.4	11.3	16.0	204.7	1,332.6	222.6	19.0	888.6	87.0	91.0	5.1	19.3
1967	433.9	4.8	181.9	43.2	8.9	44.4	150.7	1,313.8	194.2	34.9	875.3	58.5	100.4	7.1	43.4
1966	405.2	1.4	145.7	50.4	7.4	61.3	139.0	1,260.4	196.0	23.4	786.5	72.7	113.4	7.6	60.8
1965	319.0	1.0	107.5	35.6	5.9	72.7	96.3	1,124.4	158.6	9.8	727.3	54.2	109.9	7.5	57.1
1964	410.1	0.7	162.6	15.0	7.0	78.4	146.4	922.1	146.0	8.8	588.0	54.5	64.6	5.4	54.8
1963	326.7	0.6	173.3	15.6	7.3	30.6	99.3	783.9	148.3	10.3	459.1	70.4	59.8	5.3	30.7
1962	250.4	2.3	139.4	26.2	4.5	17.1	60.9	731.6	135.7	16.7	440.7	60.0	61.3	3.9	13.3
1961	380.5	4.2	161.5	42.5	6.6	18.1	147.6	707.9	122.7	17.3	413.0	52.0	71.2	4.8	26.9
1960	365.0	6.4	202.7	38.4	6.3	19.8	91.4	..	161.3	12.9	371.5	56.5	79.1	7.9	20.0
1959	364.0	17.3	225.6	56.0	4.8	4.9	55.4	..	136.1	17.2	387.3	77.0	87.4	4.0	45.4
1958	556.8	2.4	182.4	132.5	1.9	3.4	234.2	..	126.9	10.0	496.3	74.1	75.9	2.2	62.5
1957	626.2	3.5	188.2	114.4	6.8	9.3	304.0	..	112.9	7.0	559.8	64.8	62.2	4.6	37.9
1956	398.6	2.0	153.0	60.2	3.1	7.4	172.9	..	100.9	10.7	450.9	42.0	66.4	3.9	12.5

<sup>1</sup> Compris dans les services des administrations publiques de 1969 à 1976.

**Série S122. Formation nette de capital dans les transports ferroviaires et les télégraphes, 1850 à 1930**

*(en millions de dollars)*

Année	Formation nette de capital	Année	Formation nette de capital	Année	Formation nette de capital	Année	Formation nette de capital	Année	Formation nette de capital	Année	Formation nette de capital
	<b>122</b>		<b>122</b>		<b>122</b>		<b>122</b>		<b>122</b>		<b>122</b>
1930	93.6	1915	91.1	1900	18.4	1885	32.6	1870	9.1	1855	16.7
1929	143.4	1914	126.5	1899	15.0	1884	40.2	1869	5.0	1854	13.3
1928	71.7	1913	176.6	1898	17.9	1883	35.6	1868	5.3	1853	13.7
1927	75.4	1912	153.5	1897	9.9	1882	29.8	1867	3.7	1852	6.2
1926	49.3	1911	121.7	1896	5.5	1881	13.4	1866	2.0	1851	2.5
1925	31.0	1910	105.1	1895	7.5	1880	13.0	1865	1.5	1850	1.3
1924	58.7	1909	89.3	1894	10.5	1879	12.2	1864	1.9		
1923	73.6	1908	97.2	1893	14.2	1878	12.7	1863	0.9		
1922	25.7	1907	103.6	1892	12.9	1877	14.8	1862	1.5		
1921	75.3	1906	57.6	1891	20.6	1876	18.0	1861	1.8		
1920	86.1	1905	43.9	1890	23.7	1875	13.2	1860	5.2		
1919	66.1	1904	33.8	1889	25.9	1874	14.4	1859	4.5		
1918	66.1	1903	32.0	1888	20.4	1873	23.7	1858	10.3		
1917	60.5	1902	20.7	1887	19.8	1872	21.0	1857	7.3		
1916	42.0	1901	19.0	1886	22.6	1871	15.8	1856	9.2		

**Séries S123-127. Construction neuve et réparation, structures de transports non ferroviaires, 1901 à 1930**

(en millions de dollars)

Année	Investissement brut			Répa- ration	Investis- sement brut et répa- ration
	Réseaux routiers provin- ciaux	Canaux	Travaux relatifs aux ports et cours d'eau		
	<b>123</b>	<b>124</b>	<b>125</b>	<b>126</b>	<b>127</b>
1930	54.3	–	51.7 <sup>1</sup>	–	106.0
1929	40.8	–	56.5 <sup>1</sup>	–	97.3
1928	–	–	–	–	–
1927	–	–	–	–	–
1926	19.1	13.5	9.3	13.8	55.7
1925	18.7	12.3	14.6	14.0	59.6
1924	15.6	10.2	15.9	12.8	54.5
1923	24.6	8.0	14.9	12.3	59.8
1922	21.2	7.2	10.7	10.1	49.2
1921	20.3	6.2	9.8	8.9	45.2
1920	16.5	6.1	9.8	8.7	41.1
1919	10.0	4.9	6.9	6.8	28.6
1918	4.5	2.4	4.4	4.9	16.2
1917	4.2	1.9	8.3	4.4	18.8
1916	4.2	4.5	10.5	4.7	23.9
1915	6.9	6.2	13.7	4.9	31.7
1914	8.8	5.4	18.6	6.3	39.1
1913	9.9	2.6	18.2	6.7	37.4
1912	8.1	2.4	12.7	5.3	28.5
1911	4.8	2.7	11.2	4.9	23.6
1910	3.8	2.4	9.2	4.4	19.8
1909	2.7	1.8	7.6	3.8	15.9
1908	2.6	2.1	9.1	4.5	18.3
1907	1.8	1.9	8.1	3.7	15.5
1906	0.8	1.0	4.8	2.6	9.2
1905	0.4	1.7	6.1	2.6	10.8
1904	0.4	2.2	5.3	2.3	10.2
1903	0.9	2.0	4.6	2.0	9.5
1902	1.0	2.0	3.5	1.8	8.3
1901	0.6	2.2	2.5	1.6	6.9

<sup>1</sup> Ces totaux comprennent les canaux, les travaux relatifs aux ports et cours d'eau, la construction neuve et la réparation, et la réparation des routes.

## Séries S128-140. Construction neuve dans le commerce, les finances et les services commerciaux, 1946 à 1976

*(en millions de dollars)*

Année	Total, commerce	Vente de gros	Entreprises à succursales	Entreprises indépendantes	Grands magasins	Produits automobiles	Total, finances	Banques	Assurances, fiducie et prêts	Autres	Total, services commerciaux	Hôtels	Autres
	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140
1976	385.9	109.0	70.4	36.0	77.0	93.5	1,734.3	127.2	60.0	1,547.1	604.1	129.1	475.0
1975	350.9	109.0	70.4	29.0	76.8	83.3	1,559.9	97.0	49.0	1,413.9	857.2	162.9	694.3
1974	391.6	99.4	91.2	43.5	73.1	84.4	1,337.0	82.3	45.6	1,209.1	455.4	225.3	230.1
1973	286.7	79.7	50.9	34.4	44.7	77.0	1,093.5	48.9	30.8	1,013.8	305.0	175.5	129.5
1972	203.8	38.9	45.5	26.3	24.3	68.8	776.9	33.1	34.0	709.8	231.0	125.9	105.1
1971	181.2	31.3	45.2	23.9	20.8	60.0	498.5	26.1	25.0	447.4	220.7	131.3	89.4
1970	210.0	36.5	43.5	28.7	36.1	65.2	418.9	28.0	40.0	350.9	130.5	63.3	67.2
1969	196.9	44.5	37.5	35.2	11.7	68.0	403.6	28.0	25.7	349.9	103.6	40.5	63.1
1968	198.5	50.3	44.4	33.0	15.2	55.6	399.2	25.7	16.8	356.7	111.6	37.9	73.7
1967	205.5	49.6	30.8	46.3	22.2	56.6	416.8	22.9	36.2	357.7	142.1	37.3	104.8
1966	196.2	43.5	29.9	46.0	36.6	40.2	406.0	21.6	18.1	366.3	258.0	63.2	194.8
1965	153.5	29.3	26.9	41.0	19.3	37.0	367.4	26.8	14.8	325.8	183.7	57.9	125.8
1964	146.2	36.3	25.3	38.5	17.5	28.6	289.5	30.3	16.8	242.4	112.3	41.3	71.0
1963	135.9	28.0	22.9	35.9	15.9	33.2	230.6	24.2	15.5	190.9	101.4	35.3	66.1
1962	120.4	21.2	18.7	30.6	20.4	29.5	248.8	28.6	25.4	194.8	69.0	24.0	45.0
1961	127.2	27.7	18.5	29.6	16.4	35.0	268.0	32.1	24.2	211.7	56.1	22.4	33.7
1960	164.9	34.0	29.4	43.2	16.2	42.1	243.0	32.5	21.4	189.1	58.3	24.2	34.1
1959	166.8	24.8	33.0	46.1	13.9	49.0	224.8	25.1	19.7	180.0	69.5	26.6	42.9
1958	194.9	23.4	43.1	75.4	13.2	39.8	150.3	20.0	16.3	114.0	51.3	22.8	28.5
1957	205.2	30.2	39.2	68.5	14.7	52.6	109.6	19.9	14.1	75.6	67.5	34.3	33.2
1956	177.2	35.5	26.4	53.0	13.0	49.3	99.3	16.9	9.4	73.0	51.1	22.8	28.3
1955	181.3	21.3	30.2	72.7	19.4	37.7	82.0	15.3	9.3	57.4	33.4	11.9	21.5
1954	204.1	33.4	32.3	79.1	27.9	31.4	90.4	14.4	18.0	58.0	25.3	9.3	16.0
1953	191.3	38.0	28.0	77.7	21.9	25.7	63.1	9.8	15.0	38.3	29.2	12.3	16.9
1952	95.4	20.0	17.1	38.8	3.9	15.6	36.5	9.3	8.9	18.3	28.7	11.8	16.9
1951	109.4	15.5	24.0	52.5	5.1	12.3	52.4	18.0	7.1	27.3	39.7	17.0	22.7
1950	121.7	15.3	31.0	63.6	2.6	9.2	48.6	15.1	4.1	29.4	35.5	11.1	24.4
1949	102.8	10.8	19.1	56.5	9.1	7.3	23.5	10.0	2.5	11.0	14.8	4.6	10.2
1948	95.1	12.4	16.1	45.8	5.6	15.2	26.1	7.9	1.5	16.7	37.9	9.4	28.5
1947	67.8	8.9	11.3	30.0	5.0	12.6	15.5	6.1	0.4	9.0	28.5	11.2	17.3
1946	47.3	5.9	7.9	20.7	3.9	8.9	11.2	4.3	0.7	6.2	18.0	7.2	10.8

**Séries S141-147. Construction neuve dans les institutions et l'administration publique, 1926 à 1976**
*(en millions de dollars)*

Année	Total, institutions	Églises	Universités	Écoles	Hôpitaux	Autres	Total, administrations publiques
	<b>141</b>	<b>142</b>	<b>143</b>	<b>144</b>	<b>145</b>	<b>146</b>	<b>147</b>
1976	1,167.8	44.6	131.0	585.4	328.3	78.5	4,440
1975	1,190.6	36.2	124.8	649.0	311.5	69.2	4,392
1974	1,063.5	18.2	102.9	591.2	302.1	49.1	3,751
1973	913.6	12.8	119.8	498.0	239.2	43.8	2,962
1972	993.2	14.1	193.7	544.7	201.2	39.5	2,731
1971	1,199.3	13.2	276.9	625.4	228.2	55.6	2,443
1970	1,094.8	22.1	241.6	606.1	186.4	38.6	2,001
1969	1,134.2	23.3	290.0	606.3	188.3	26.3	1,908
1968	1,196.8	35.7	288.5	653.9	196.4	22.3	1,679
1967	1,107.1	42.1	259.3	607.1	179.5	19.1	1,732
1966	1,020.5	46.8	253.6	515.6	180.1	24.4	1,703
1965	867.4	45.4	222.5	423.4	152.5	23.6	1,494
1964	648.3	40.4	150.2	289.3	145.0	23.4	1,303
1963	756.9	46.8	117.8	425.1	148.8	18.4	1,154
1962	729.4	52.8	97.0	402.4	165.0	12.2	1,130
1961	535.8	58.6	97.2	223.1	146.6	10.3	1,125
1960	500.1	59.3	74.7	229.6	125.2	11.3	1,171
1959	478.9	54.6	73.2	213.5	128.1	9.5	1,128
1958	457.3	55.0	55.7	201.9	136.1	8.6	1,014
1957	407.4	52.8	38.0	197.6	111.7	7.3	1,025
1956	358.8	43.8	22.3	173.1	110.0	9.6	932
1955	366.9	33.9	22.0	171.4	130.0	9.6	728
1954	297.3	30.6	16.6	136.1	106.4	7.6	676
1953	269.6	24.8	14.5	122.2	103.1	5.0	710
1952	251.8	25.2	9.4	130.7	81.4	5.1	758
1951	211.7	28.3	11.5	102.3	65.5	4.1	534
1950	187.2	28.0	12.4	80.6	62.3	3.9	391
1949	172.4	30.2	9.8	67.2	61.3	3.9	344
1948	126.4	21.0	11.0	47.6	44.0	2.8	320
1947	78.0	9.8	11.9	27.6	27.0	1.7	240
1946	66.2	5.6	10.8	24.5	23.8	1.5	173
1945	40.1	2.2	6.1	12.9	18.9	–	146
1944	24.5	1.6	1.4	7.3	14.2	–	177
1943	16.7	1.0	1.8	6.9	7.0	–	312
1942	13.9	1.3	0.9	5.6	6.1	–	342
1941	14.8	1.9	2.8	5.0	5.1	–	300
1940	15.9	2.1	2.0	6.4	5.4	–	179
1939	26.3	2.6	4.2	11.2	8.3	–	114
1938	23.6	3.2	1.4	7.2	11.8	–	123
1937	19.4	2.7	2.6	7.4	6.7	–	142
1936	16.5	1.8	1.4	8.4	4.9	–	89
1935	12.2	1.5	0.9	6.0	3.8	–	98
1934	11.0	1.6	1.2	5.2	3.0	–	87
1933	12.9	2.0	0.9	6.7	3.3	–	65
1932	28.4	4.4	1.8	15.8	6.4	–	91
1931	45.5	6.3	7.4	21.5	10.3	–	134
1930	56.1	6.8	8.2	31.3	9.8	–	164
1929	47.7	7.2	3.9	26.4	10.2	–	128
1928	41.8	8.6	1.8	24.8	6.6	–	109
1927	40.1	9.3	3.0	22.7	5.1	–	93
1926	33.3	7.9	3.1	17.6	4.7	–	73



**Séries S148-160. Construction neuve par les administrations et entreprises publiques, selon le palier d'administration et la catégorie, 1946 à 1976**
*(en millions de dollars)*

Année	Administration fédérale				Administrations provinciales				Administrations municipales				Total construction neuve
	Entre-prises	Logement	Ministères	Total	Entre-prises	Institutions	Ministères	Total	Entre-prises	Institutions	Services publics	Total	
	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160
1976	421.4	100.9	655.4	1,177.7	3,223.3	282.5	1,826.2	5,332.0	313.3	479.5	1,958.1	2,750.9	9,260.6
1975	442.0	80.9	649.7	1,172.6	3,043.0	339.8	1,954.7	5,337.5	636.7	496.5	1,787.4	2,920.6	9,430.7
1974	348.3	56.6	602.1	1,007.0	1,915.1	271.8	1,654.8	3,841.7	301.9	473.6	1,493.7	2,269.2	7,117.9
1973	247.6	49.9	452.5	750.0	1,375.5	206.1	1,381.0	2,962.6	171.8	418.1	1,128.3	1,718.2	5,430.8
1972	218.0	46.4	400.1	664.5	1,085.7	255.4	1,319.0	2,660.1	123.7	439.0	1,011.9	1,574.6	4,899.2
1971	285.4	43.5	359.1	688.0	965.7	286.0	1,187.2	2,438.9	99.7	547.6	896.5	1,543.8	4,670.7
1970	321.9	40.6	323.3	685.8	908.5	173.8	920.8	2,003.1	97.8	566.9	757.1	1,421.8	4,110.7
1969	198.7	35.3	364.2	598.2	750.3	200.3	875.2	1,825.8	86.0	577.6	668.4	1,332.0	3,756.0
1968	135.2	32.9	339.3	507.4	827.2	220.7	784.5	1,832.4	155.0	623.7	555.3	1,334.0	3,673.9
1967	168.6	25.6	331.9	525.7	915.7	243.9	864.8	2,024.4	185.5	551.6	534.9	1,272.0	3,822.1
1966	254.5	31.8	311.9	598.5	859.2	200.1	826.7	1,885.3	223.6	475.5	563.9	1,263.0	3,746.8
1965	150.3	13.3	267.1	431.3	770.7	177.2	725.2	1,673.2	231.3	363.8	501.5	1,096.6	3,201.1
1964	173.1	15.3	204.4	387.9	619.3	123.9	657.8	1,401.0	191.5	254.9	441.0	887.4	2,676.3
1963	170.1	19.5	197.3	387.3	454.4	115.3	532.5	1,102.2	126.8	394.1	424.1	945.0	2,434.5
1962	138.2	20.9	264.3	423.4	387.1	130.0	478.4	995.5	110.3	350.2	386.8	847.3	2,226.2
1961	159.6	19.7	308.3	487.6	384.0	67.8	463.0	914.8	113.0	220.2	353.7	686.9	2,089.3
1960	188.3	28.2	303.0	519.5	330.9	78.4	530.2	939.5	121.3	218.5	337.5	677.3	2,136.3
1959	226.6	31.9	330.3	588.8	318.3	81.3	485.6	885.2	119.2	201.8	312.5	633.5	2,107.5
1958	317.6	40.0	289.2	646.8	433.3	68.3	437.7	939.3	117.0	185.9	287.4	590.3	2,176.4
1957	282.8	39.1	305.6	627.5	459.0	58.8	460.6	978.4	98.5	184.5	258.4	541.4	2,147.3
1956	163.2	27.6	319.9	510.7	369.8	47.3	391.4	808.5	99.2	170.6	220.6	490.4	1,809.6
1955	89.0	24.0	243.0	356.0	244.0	44.0	289.0	577.0	76.0	168.0	196.0	440.0	1,373.0
1954	52.0	18.0	236.0	306.0	226.0	28.0	258.0	512.0	87.0	141.0	182.0	410.0	1,228.0
1953	50.0	40.0	315.0	405.0	228.0	25.0	228.0	481.0	74.0	133.0	167.0	374.0	1,260.0
1952	52.0	52.0	335.0	439.0	189.0	26.0	252.0	467.0	63.0	134.0	171.0	368.0	1,274.0
1951	31.0	57.0	204.0	292.0	166.0	26.0	189.0	381.0	50.0	105.0	141.0	296.0	969.0
1950	21.0	56.0	111.0	188.0	192.0	25.0	160.0	377.0	40.0	84.0	120.0	244.0	809.0
1949	41.0	71.0	118.0	224.0	159.0	15.0	141.0	315.0	38.0	73.0	85.0	196.0	735.0
1948	31.0	67.0	76.0	168.0	93.0	5.0	171.0	269.0	30.0	51.0	73.0	154.0	591.0
1947	25.0	32.0	39.0	91.0	50.0	3.0	134.0	187.0	17.0	32.0	67.0	116.0	394.0
1946	22.0	39.0	28.0	83.0	29.0	2.0	81.0	112.0	13.0	30.0	64.0	107.0	302.0

**Séries S161-166. Construction neuve, administration fédérale, 1868 à 1930, administrations provinciales, 1901 à 1930**  
(en millions de dollars)

Année <sup>1</sup>	Administration fédérale				Adminis- trations provin- ciales	Total, adminis- trations fédérale et provinciales
	Trans- ports ferro- viaires	Autres trans- ports	Bâtiments et autres construc- tions	Total		
	<b>161</b>	<b>162</b>	<b>163</b>	<b>164</b>	<b>165</b>	<b>166</b>
1930	—	—	—	63.2	67.7	130.9
1929	—	—	—	45.9	51.5	97.4
1928	—	—	—	40.2	41.2	81.4
1927	—	—	—	36.9	31.6	68.5
1926	2.7	22.8	3.1	28.6	24.1	52.7
1925	—	26.9	4.9	31.7	26.6	58.3
1924	—	26.1	5.0	31.1	24.8	55.9
1923	—	22.9	2.5	25.4	34.8	60.2
1922	1.0	17.9	2.0	20.8	30.2	51.0
1921	1.5	16.0	3.8	21.3	32.3	53.6
1920	1.7	15.9	5.4	23.0	25.0	48.0
1919	3.8	11.8	9.6	25.3	15.8	41.1
1918	6.4	6.8	8.1	21.3	8.6	29.9
1917	9.1	10.2	3.4	22.7	6.9	29.6
1916	15.3	15.0	3.8	34.1	9.4	43.5
1915	17.6	19.9	5.7	43.1	14.5	57.6
1914	19.6	24.0	10.4	54.0	17.3	71.3
1913	20.7	20.8	9.2	50.6	19.5	70.1
1912	17.6	15.1	4.8	37.5	15.7	53.2
1911	22.4	13.9	3.1	39.3	11.2	50.5
1910	23.6	11.6	2.1	37.3	9.1	46.4
1909	21.0	9.4	2.7	33.2	5.8	39.0
1908	27.5	11.2	4.6	43.3	5.0	48.3
1907	21.0	10.0	3.3	34.4	3.0	37.4
1906	6.2	5.8	2.1	14.1	1.3	15.4
1905	3.9	7.8	3.5	15.2	0.6	15.8
1904	3.6	7.5	2.5	13.6	0.7	14.3
1903	1.8	6.6	1.4	9.7	1.1	10.8
1902	2.7	5.5	1.3	9.4	1.2	10.6
1901	3.2	4.7	1.7	9.6	0.8	10.4
1900	—	—	—	—	—	—
1899	1.1	4.9	0.3	6.3	—	—
1898	0.3	4.1	0.4	4.8	—	—
1897	0.2	3.1	0.2	3.5	—	—
1896	0.3	2.9	0.2	3.3	—	—
1895	0.3	5.2	0.2	3.7	—	—
1894	0.5	3.7	0.4	4.6	—	—
1893	0.2	2.8	0.3	3.3	—	—
1892	0.4	2.2	0.2	2.8	—	—
1891	1.2	2.4	0.4	3.9	—	—
1890	2.1	2.2	0.5	4.8	—	—
1889	2.6	2.5	0.6	5.7	—	—
1888	1.8	1.8	0.6	4.1	—	—
1887	1.4	3.2	0.6	5.2	—	—
1886	1.4	2.7	0.6	4.7	—	—
1885	4.1	2.3	0.6	6.9	—	—
1884	5.0	2.8	0.7	8.4	—	—
1883	6.2	2.8	0.4	9.3	—	—
1882	4.0	2.2	0.3	6.6	—	—
1881	5.4	2.6	0.5	8.6	—	—
1880	4.0	2.7	0.3	7.0	—	—
1879	2.3	3.7	0.2	6.2	—	—
1878	2.6	4.3	0.3	7.2	—	—
1877	3.1	4.6	0.5	8.3	—	—
1876	4.8	3.2	0.8	8.8	—	—
1875	5.3	2.5	0.7	8.5	—	—
1874	4.4	2.7	0.8	7.9	—	—
1873	7.3	0.8	0.5	8.6	—	—
1872	6.6	0.5	0.7	7.8	—	—
1871	3.0	0.2	0.4	3.6	—	—
1870	0.8	0.1	0.2	1.1	—	—
1869	0.3	0.1	0.1	0.5	—	—
1868	0.4	0.1	0.1	0.7	—	—

<sup>1</sup> Pour 1901 à 1930, années civiles; pour 1868 à 1899, années financières se terminant le 30 juin de l'année indiquée.



**Séries S168-180. Construction résidentielle neuve, par élément, 1926 à 1976**
*(en millions de dollars)*

Année	Maisons individuelles	Maisons jumelées et duplex	Maisons en rangée	Appartements	Total partiel	Coûts supplémentaires	Chalets	Transformations	Additions et rénovations	Maisons mobiles	Commissions immobilières	Total, base des comptes nationaux <sup>1</sup>	Défense
	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180
1976	4,986	474	862	1,902	8,224	345	60	15	1,620	358	1,661	12,283	–
1975	3,741	355	487	1,313	5,896	267	53	11	1,292	296	1,518	9,333	–
1974	3,610	268	350	1,631	5,859	227	54	13	1,261	344	1,041	8,799	–
1973	3,016	244	313	1,529	5,102	187	42	11	1,030	250	789	7,411	–
1972	2,330	233	258	1,389	4,210	165	–	9	764	125	572	5,844	1
1971	1,796	204	227	1,387	3,614	140	–	10	587	–	483	4,834	–
1970	1,367	141	164	1,088	2,760	116	–	11	251	–	377	3,515	–
1969	1,532	154	107	1,224	3,017	124	–	13	230	–	475	3,859	–
1968	1,337	130	93	937	2,497	103	–	13	193	–	465	3,268	3
1967	1,175	127	75	739	2,116	85	–	11	166	–	446	2,822	2
1966	1,095	99	57	676	1,927	90	–	11	151	–	440	2,618	1
1965	1,036	98	58	781	1,973	70	–	7	168	–	426	2,642	2
1964	988	91	36	672	1,787	62	–	9	132	–	401	2,389	2
1963	911	78	37	452	1,478	46	–	11	117	–	314	1,966	–
1962	921	116	23	327	1,387	47	–	11	110	–	311	1,863	3
1961	929	114	16	271	1,330	43	–	10	114	–	304	1,798	3
1960	909	92	347	1,348	1,348	49	–	9	116	–	285	1,799	8
1959	1,159	102	373	1,634	1,634	78	–	13	110	–	316	2,139	12
1958	1,211	100	375	1,686	1,686	100	–	16	104	–	202	2,091	17
1957	999	84	240	1,323	1,323	71	–	13	119	–	164	1,671	19
1956	1,092	105	289	1,486	1,486	89	–	10	124	–	137	1,827	19
1955	1,071	92	316	1,479	1,479	87	–	12	106	–	120	1,788	16
1954	826	61	277	2,952	2,952	61	–	12	82	–	104	1,414	9
1953	739	70	232	1,041	1,041	51	–	10	79	–	94	1,254	21
1952	595	52	141	788	788	32	–	9	75	–	80	948	36
1951	537	54	109	700	700	28	–	9	72	–	77	836	50
1950	–	–	–	–	843	843	–	77	77	–	73	955	38
1949	–	–	–	–	708	708	–	58	58	–	57	798	25
1948	–	–	–	–	581	581	–	53	53	–	51	661	24
1947	–	–	–	–	402	402	–	38	38	–	47	457	30
1946	–	–	–	–	369	369	–	37	37	–	49	418	37
1945	–	–	–	–	297	297	–	40	40	–	35	362	10
1944	–	–	–	–	195	195	–	36	36	–	27	248	10
1943	–	–	–	–	137	137	–	23	23	–	18	150	28
1942	–	–	–	–	126	126	–	16	16	–	13	127	28
1941	–	–	–	–	136	136	–	17	17	–	13	157	9
1940	–	–	–	–	99	99	–	15	15	–	10	123	–
1939	–	–	–	–	96	96	–	16	16	–	9	121	–
1938	–	–	–	–	83	83	–	16	16	–	11	110	–
1937	–	–	–	–	81	81	–	17	17	–	10	108	–
1936	–	–	–	–	63	63	–	12	12	–	11	85	–
1935	–	–	–	–	54	54	–	12	12	–	8	74	–
1934	–	–	–	–	46	46	–	13	13	–	8	67	–
1933	–	–	–	–	37	37	–	8	8	–	8	53	–
1932	–	–	–	–	56	56	–	9	9	–	11	76	–
1931	–	–	–	–	123	123	–	19	19	–	18	160	–
1930	–	–	–	–	146	146	–	22	22	–	19	187	–
1929	–	–	–	–	194	194	–	24	24	–	27	245	–
1928	–	–	–	–	199	199	–	23	23	–	26	248	–
1927	–	–	–	–	182	182	–	23	23	–	24	229	–
1926	–	–	–	–	162	162	–	22	22	–	21	205	–

<sup>1</sup> Ne comprend pas la construction résidentielle rattachée à la défense.

**Séries S181-189. Mises en chantier de logements<sup>1</sup> par région, 1948 à 1976**
*(en nombre)*

Année	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie- Britannique	Canada	Agglomé- rations de 5,000 habitants et plus	Agglomé- rations de 10,000 habitants et plus	Autres régions
	<b>181</b>	<b>182</b>	<b>183</b>	<b>184</b>	<b>185</b>	<b>186</b>	<b>187</b>	<b>188</b>	<b>189</b>
1976 <sup>2</sup>	20,793	68,748	84,682	61,253	37,727	273,203	–	209,762	63,441
1975	19,538	54,741	79,968	43,057	34,152	231,456	–	181,846	49,610
1974	18,114	51,642	85,503	35,444	31,420	222,123	–	169,437	52,686
1973	21,922	59,550	110,536	38,894	37,627	268,529	–	211,543	56,986
1972	16,502	55,746	102,933	39,416	35,317	249,914	–	206,954	42,960
1971	17,259	51,782	89,980	39,867	34,765	233,653	–	180,948	52,705
1970	12,480	47,118	76,675	26,939	27,316	190,528	–	150,999	39,529
1969	13,780	43,413	81,446	39,956	31,820	210,415	–	169,739	40,676
1968	11,039	46,477	80,375	32,792	26,195	196,878	–	162,267	34,611
1967	8,380	37,718	68,121	25,804	24,100	164,123	–	131,858	32,265
1966	8,016	35,911	52,355	20,439	17,753	134,474	–	108,329	26,145
1965	8,944	44,437	66,767	25,019	21,398	166,565	–	135,218	31,347
1964	9,387	43,194	65,617	25,795	21,665	165,658	–	133,562	32,096
1963	6,962	43,391	55,957	24,985	17,329	148,624	–	118,512	30,112
1962	7,443	40,152	44,306	24,302	13,892	130,095	96,598	102,008	28,087
1961	8,523	34,215	48,144	23,525	11,170	125,577	92,741	–	32,836
1960	8,125	28,589	42,282	17,858	12,004	108,858	76,687	–	32,171
1959	8,127	36,265	54,158	26,104	16,691	141,345	105,991	–	35,354
1958	7,000	46,324	63,753	28,256	19,299	164,632	121,695	–	42,937
1957	6,471	34,533	47,739	19,477	14,120	122,340	84,875	–	37,465
1956	8,018	35,999	48,712	19,645	14,937	127,311	87,309	–	40,002
1955	7,759	39,852	53,456	21,595	15,614	138,276	97,386	–	40,890
1954	6,082	29,958	46,382	21,502	9,603	113,527	89,755	–	23,772
1953	5,921	30,249	38,873	18,776	8,590	102,409	80,313	–	22,096
1952	4,720	26,355	30,016	15,044	7,111	83,246	63,443	–	19,803
1951	3,562	21,193	27,349	10,779	5,696	68,579	47,374	–	21,205
1950	7,451	28,515	33,430	15,599	7,536	92,531	68,599	–	23,932
1949	6,023	24,196	34,023	16,565	9,702	90,509	58,370	–	32,139
1948	5,712	24,192	29,976	17,891	11,633	90,194	57,671	–	32,523

<sup>1</sup> Ne comprend pas les maisons mobiles.

<sup>2</sup> Chiffres non révisés.

**Séries S190-194. Mises en chantier de logements<sup>1, 2</sup> par genre, 1949 à 1976**

Année	Maisons individuelles	Maisons jumelées	Maisons en rangée	Appartements et autres	Total
	<b>190</b>	<b>191</b>	<b>192</b>	<b>193</b>	<b>194</b>
1976	134,313	15,890	33,676	89,324	273,203
1975	123,929	15,403	21,763	70,361	231,456
1974	122,143	11,023	14,932	74,025	222,123
1973	131,552	13,235	17,291	106,451	268,529
1972	115,570	13,649	16,980	103,715	249,914
1971	98,056	13,751	15,659	106,187	233,653
1970	70,749	10,826	17,055	91,898	190,528
1969	78,404	10,373	10,721	110,917	210,415
1968	75,339	10,114	8,042	103,383	196,878
1967	72,534	9,939	7,392	74,258	164,123
1966	70,642	7,281	5,000	51,551	134,474
1965	75,441	7,924	5,306	77,894	166,565
1964	77,079	8,706	4,755	75,118	165,658
1963	77,158	7,891	3,895	59,680	148,624
1962	74,443	10,975	3,742	40,935	130,095
1961	76,430	11,650	1,864	35,633	125,577
1960	67,171	9,699	2,301	29,687	108,858
1959	92,178	10,468	1,908	36,791	141,345
1958	104,508	10,713	2,457	46,954	164,632
1957	82,955	9,272	2,214	27,899	122,340
1956	90,620	9,441	2,263	24,987	127,311
1955	99,003	10,606	1,909	26,758	138,276
1954	78,574	6,498	1,000	27,455	113,527
1953	70,782	7,202	553	23,872	102,409
1952	60,696	5,360	299	16,891	83,246
1951	53,002	5,658	54	9,865	68,579
1950	68,675	8,664	631	14,561	92,531
1949	71,425	7,536	–	11,548	90,509

<sup>1</sup> Ne comprend pas les maisons mobiles.

<sup>2</sup> Chiffres non révisés.

**Séries S195-197. Expéditions de maisons mobiles, 1967 à 1976**

*(en unités)*

Année	Production canadienne	Importations	Total des unités	Année	Production canadienne	Importations	Total des unités
	<b>195</b>	<b>196</b>	<b>197</b>		<b>195</b>	<b>196</b>	<b>197</b>
1976	19,149	2,878	22,027				
1975	21,713	3,476	25,189	1970	9,239	2,948 <sup>1</sup>	12,187
1974	27,825	4,400	32,225	1969	9,151	3,602 <sup>1</sup>	12,753
1973	23,727	3,835	27,562	1968	6,302	2,848 <sup>1</sup>	9,150
1972	19,844	4,695	24,539	1967	4,362	2,284 <sup>1</sup>	6,646
1971	15,284	3,886	19,170				

<sup>1</sup> Estimation.

**Séries S198-202. Mises en chantier de logements par genre, 1921 à 1950**

(en milliers d'unités)

Année	Logements dans des immeubles de un à trois unités <sup>1</sup>			Autres	Total
	Urbains	Ruraux	Total		
	198	199	200		
1950	–	–	91.6	15.2	106.8
1949	–	–	87.0	11.5	98.6
1948	–	–	86.4	9.3	95.7
1947	–	–	59.4	8.3	67.7
1946	–	–	60.5	6.4	66.9
1945	–	–	64.6	6.8	71.5
1944	–	–	42.2	7.6	49.8
1943	–	–	42.6	3.3	45.9
1942	–	–	51.4	3.2	54.6
1941	–	–	55.1	3.7	58.8
1940	20.5	15.0	35.5	4.4	39.9
1939	21.6	15.7	37.3	5.0	42.2
1938	18.3	13.3	31.7	5.0	36.6
1937	18.0	13.1	31.0	3.5	34.6
1936	13.4	9.8	23.2	2.5	25.7
1935	11.4	8.3	19.7	2.5	22.2
1934	10.0	7.3	17.2	2.1	19.4
1933	8.4	6.1	14.6	1.5	16.1
1932	8.8	6.4	15.1	1.7	16.8
1931	17.2	12.5	29.7	8.3	38.0
1930	20.1	14.6	34.7	6.6	41.3
1929	24.9	18.1	43.1	8.4	51.4
1928	22.8	16.6	39.3	14.9	54.2
1927	23.5	17.1	40.6	15.0	55.6
1926	22.1	16.1	38.2	11.1	49.4
1925	21.2	15.4	36.7	6.8	43.4
1924	21.2	15.4	36.6	5.6	42.3
1923	20.5	14.9	35.4	5.4	40.8
1922	22.6	16.5	39.1	4.3	43.5
1921	17.4	12.7	30.1	3.8	33.9

<sup>1</sup> Pour 1941 à 1950, logements dans des immeubles de un et deux unités.



**Séries S203-205. Mises en chantier de logements par région, 1868 à 1920**

(en milliers de logements)

Année	Agricole	Non agricole	Total	Année	Agricole	Non agricole	Total
	<b>203</b>	<b>204</b>	<b>205</b>		<b>203</b>	<b>204</b>	<b>205</b>
1920	7.9	23.2	31.1	1895	3.0	7.6	10.7
1919	7.7	22.8	30.6	1894	2.7	8.4	11.0
1918	11.3	12.3	23.6	1893	3.8	12.0	15.8
1917	10.5	13.0	23.5	1892	3.5	17.5	21.0
1916	8.0	14.8	22.8	1891	2.5	19.5	22.0
1915	5.6	15.6	21.3	1890	4.1	16.1	20.2
1914	6.2	37.7	44.0	1889	4.5	17.6	22.1
1913	6.7	57.1	63.7	1888	5.2	16.2	21.4
1912	7.7	68.6	76.3	1887	4.2	13.8	18.0
1911	13.8	57.7	71.5	1886	5.9	9.6	15.6
1910	30.9	48.9	79.8	1885	6.3	6.6	12.9
1909	23.6	37.4	61.0	1884	6.1	5.0	11.1
1908	17.0	25.9	42.9	1883	5.0	3.2	8.2
1907	19.3	32.0	51.3	1882	7.8	3.6	11.4
1906	18.0	33.7	51.7	1881	9.1	5.8	14.9
1905	24.4	27.7	52.2	1880	11.4	7.9	19.3
1904	19.7	21.3	40.9	1879	9.7	6.3	16.0
1903	15.9	17.1	33.0	1878	9.5	5.8	15.3
1902	11.9	13.2	25.1	1877	11.0	5.7	16.7
1901	7.7	11.8	19.4	1876	9.9	8.1	18.0
1900	6.2	10.1	16.4	1875	8.1	12.1	20.2
1899	6.6	13.0	19.7	1874	10.7	14.1	24.8
1898	4.9	13.1	18.0	1873	5.7	12.9	18.5
1897	3.4	11.8	15.2	1872	3.7	12.3	15.9
1896	2.7	9.0	11.7	1871	7.4	15.4	22.7
				1870	6.2	11.6	17.8
				1869	4.2	9.0	13.2
				1868	2.3	11.2	13.5

## Séries S206-219. Mises en chantier de logements par principale source de financement et genre de structure, 1960 à 1976

(logements)

Année	Maisons individuelles						Autres genres de structure							
	Financement		Financement par			Autres	Total	Financement		Financement par			Autres	Total
	fédéral		des institutions					fédéral		des institutions				
	Prêts	Autres	Prêts	Prêts	Total	Prêts	Autres	Prêts	Prêts	Total				
LNH		LNH	clas-		LNH		LNH	clas-						
aux		aux	siques		aux		aux	siques						
termes		termes			termes		termes							
des		des			des		des							
articles		articles			articles		articles							
58 et		58 et			58 et		58 et							
59 <sup>1</sup>		59 <sup>1</sup>			59 <sup>1</sup>		59 <sup>1</sup>							
	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219
1976	145	6,202	29,008	50,523	79,531	48,435	134,313	122	20,793	64,875	21,253	86,128	31,847	138,890
1975	125	14,394	18,683	46,831	65,514	43,896	123,929	2	30,363	28,449	20,074	48,523	28,639	107,527
1974	662	12,129	10,903	49,900	60,803	48,549	122,143	91	20,806	20,143	25,100	45,243	33,840	99,980
1973	635	8,168	24,762	51,355	76,117	46,632	131,552	153	23,314	50,707	42,286	92,993	20,517	136,977
1972	1,964	10,355	39,022	30,339	69,361	33,890	115,570	1,461	26,430	57,011	33,911	90,922	15,531	134,344
1971	2,776	7,751	34,891	20,615	55,506	32,023	98,056	2,132	31,707	52,911	35,010	87,921	13,837	135,597
1970	6,423	5,588	20,570	14,786	35,356	23,382	70,749	3,499	44,141	29,042	25,469	54,511	17,628	119,779
1969	8,335	3,645	16,597	25,504	42,101	24,323	78,404	1,388	16,509	39,048	60,176	99,224	14,890	132,011
1968	9,231	3,015	14,013	21,668	35,681	27,412	75,339	2,076	12,379	34,529	59,258	93,787	13,297	121,539
1967	24,313	2,902	4,532	17,912	22,444	22,875	72,534	9,549	8,561	16,297	46,771	63,068	10,411	91,589
1966	27,839	2,409	4,195	16,392	20,587	19,807	70,642	5,488	5,213	8,243	38,816	47,059	6,072	63,832
1965	23,276	1,990	8,397	22,115	30,512	19,663	75,441	4,672	2,722	15,775	66,554	82,329	1,401	91,124
1964	22,234	1,672	11,954	18,597	30,551	22,622	77,079	4,485	2,893	14,164	66,493	80,657	544	88,579
1963	17,146	2,739	19,459	17,170	36,629	20,644	77,158	2,238	3,146	9,046	54,813	63,859	2,223	71,466
1962	12,590	2,772	22,074	13,892	35,966	23,115	74,443	1,100	3,366	9,716	40,322	..	1,148	55,652
1961	18,383	2,583	21,440	12,907	34,347	21,117	76,430	1,918	4,730	13,894	25,409	..	3,196	49,147
1960	11,685	1,250	13,150	13,344	26,494	27,742	67,171	723	3,066	5,773	26,772	..	5,353	41,687

<sup>1</sup> Ne comprend pas les logements destinés aux personnes à faible revenu.

**Séries S220-224. Parc de logements aux dates des recensements, 1871 à 1951**

(en milliers de logements)

Année	Logements occupés				Logements vacants
	Tempo- raires	Insti- tutions	Autres	Total	
	<b>220</b>	<b>221</b>	<b>222</b>	<b>223</b>	<b>224</b>
1951 <sup>1</sup>	..	11.5 <sup>2</sup>	3,409.3	3,420.8	112.9
1941 <sup>3</sup>	23.7	8.9	2,565.4	2,598.0	62.0
1931 <sup>3</sup>	11.9	8.8	2,206.3	2,227.0	50.0 <sup>4</sup>
1921	23.7	3.8	1,777.8	1,805.3	40.9
1911	35.7	3.2	1,393.6	1,432.5	52.2 <sup>5</sup>
1901	29.5	2.0	998.4	1,029.9	27.6 <sup>5</sup>
1891	22.1	1.7	853.8	877.6	50.6 <sup>5</sup>
1881	14.7	1.4	736.9	753.0	45.8 <sup>5</sup>
1871	12.4	1.1	592.8	606.3	27.4 <sup>5</sup>

<sup>1</sup> Comprend Terre-Neuve mais non le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

<sup>2</sup> Comprend les camps militaires et industriels.

<sup>3</sup> Ne comprend pas le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

<sup>4</sup> Logements urbains seulement.

<sup>5</sup> Ne comprend pas les logements vacants dans les Prairies.

**Séries S225-231. Logements achevés, transformations structurales de logements urbains, démolitions de logements urbains et parc de logements en fin d'année occupés suivant le mode d'occupation, et vacants,<sup>1</sup> 1956 à 1976**

(en milliers de logements)

Année	Achève- ments	Transfor- mations	Démoli- tions	Parc de logements en fin d'année			
				Vacants	Possédés	Loués	Total
	<b>225</b>	<b>226</b>	<b>227</b>	<b>228</b>	<b>229</b>	<b>230</b>	<b>231</b>
1976	236.2	1.9	11.9	400.3	4,361.8	2,749.5	7,488.6
1975	217.0	2.1	11.7	377.5	4,210.0	2,698.3	7,267.1
1974	257.2	3.4	14.6	356.0	4,063.6	2,659.9	7,065.0
1973	246.6	2.4	16.0	336.0	3,922.5	2,576.3	6,824.3
1972	232.2	2.3	15.3	317.3	3,786.4	2,499.4	6,596.8
1971	132.4	1.6	8.3	299.9	3,655.2	2,430.2	6,383.1
1970	175.8	2.6	11.8	283.6	3,552.5	2,352.6	6,188.7
1969	195.8	2.8	14.4	268.5	3,485.6	2,249.4	6,003.4
1968	171.0	2.9	14.7	254.3	3,418.6	2,127.5	5,800.5
1967	149.2	2.7	16.4	241.2	3,351.7	2,029.8	5,622.7
1966	91.4	1.5	9.4	228.9	3,284.8	1,955.0	5,468.7
1965	153.0	1.9	19.6	219.1	3,224.3	1,864.4	5,307.7
1964	151.0	2.4	19.7	212.2	3,172.6	1,784.1	5,168.9
1963	128.2	2.6	20.2	205.6	3,121.0	1,705.2	5,031.7
1962	126.6	3.0	15.0	199.4	3,069.3	1,649.0	4,917.6
1961	77.7	1.8	6.5	193.4	3,017.7	1,588.4	4,799.4
1960	123.8	2.5	8.7	184.4	2,969.8	1,521.7	4,676.0
1959	145.7	3.2	9.8	140.8	2,923.9	1,481.3	4,546.0
1958	146.7	4.5	10.6	138.2	2,833.4	1,423.0	4,394.6
1957	117.3	4.0	9.9	129.7	2,747.0	1,364.8	4,241.5
1956	91.3	2.1	5.8	121.1	2,267.7	1,319.9	4,117.8
1956 <sup>2</sup>	–	–	–	116.8	2,615.3	1,290.9	4,023.0

<sup>1</sup> Toutes les séries excluent les maisons mobiles, et avant 1961 elles ne tiennent pas compte du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

<sup>2</sup> Parc à la date du recensement (1<sup>er</sup> juin).

**Séries S232-245. Taux de vacance des appartements, par région et par logements nouvellement achevés mais inoccupés selon le genre, 1957 à 1977**

Année	Taux de vacance dans les immeubles d'appartements d'initiative privée de six unités et plus dans certaines régions métropolitaines										Logements nouvellement achevés mais inoccupés selon le genre				
	Halifax	Québec	Montréal	Ottawa-Hull	Toronto	Winnipeg	Calgary	Edmonton	Vancouver	Moyenne <sup>3</sup>	Maisons individuelles, maisons jumelées et duplex <sup>1</sup>	Appartements et maisons en rangée <sup>2</sup>			
											Nombre <sup>4</sup>	En pourcentage des logements nouvellement occupés au cours de l'année	Nombre <sup>4</sup>	En pourcentage des logements achevés au cours de l'année	
	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	
1977 <sup>5</sup>	1.5	1.9	3.6	2.2	1.0	1.9	0.1	0.1	2.5	2.3	10,494	..	15,735	..	
1976 <sup>5</sup>	1.4	0.7	1.3	3.4	1.2	1.4	0.1	–	0.7	1.3	8,229 <sup>6</sup>	10.4 <sup>6</sup>	9,766 <sup>6</sup>	14.4 <sup>6</sup>	
1975 <sup>5</sup>	1.8	1.4	0.7	2.7	1.8	2.1	0.4	0.3	0.1	1.2	5,222 <sup>6</sup>	6.1 <sup>6</sup>	9,825 <sup>6</sup>	14.1 <sup>6</sup>	
1974 <sup>4</sup>	2.3	1.6	1.2	2.8	1.1	1.7	1.1	0.8	0.1	1.2	6,182 <sup>6</sup>	8.1 <sup>6</sup>	10,789 <sup>6</sup>	11.6 <sup>6</sup>	
1974 <sup>7</sup>	2.7	4.7	2.6	3.6	1.0	2.9	5.7	5.5	0.3	2.5	–	–	–	–	
1973 <sup>7</sup>	2.5	5.3	3.8	2.4	2.1	4.1	8.6	8.3	1.0	3.4	2,659 <sup>6</sup>	3.2 <sup>6</sup>	8,666 <sup>6</sup>	9.5 <sup>6</sup>	
1972 <sup>7</sup>	4.8	6.5	5.7	2.6	3.3	5.4	8.9	7.6	2.4	4.5	4,974 <sup>6</sup>	6.8 <sup>6</sup>	10,272 <sup>6</sup>	10.9 <sup>6</sup>	
1971 <sup>7</sup>	4.1	4.8	7.2	2.1	3.0	3.5	10.7	6.3	4.1	5.0	4,440 <sup>8</sup>	8.2 <sup>8</sup>	9,316 <sup>8</sup>	11.2 <sup>8</sup>	
1970 <sup>7</sup>	2.6	3.8	8.2	2.2	2.8	2.6	5.8	5.7	2.7	5.0	6,571 <sup>8</sup>	17.0 <sup>8</sup>	10,613 <sup>8</sup>	12.8 <sup>8</sup>	
1969 <sup>7</sup>	0.5	2.8	7.6	1.7	2.7	1.6	1.7	3.7	1.2	4.0	5,256 <sup>8</sup>	10.4 <sup>8</sup>	13,739 <sup>8</sup>	15.0 <sup>8</sup>	
1968 <sup>7</sup>	0.5	2.2	5.0	1.5	1.5	1.6	1.3	2.8	1.3	2.7	4,414 <sup>8</sup>	9.0 <sup>8</sup>	12,245 <sup>8</sup>	16.6 <sup>8</sup>	
1967 <sup>7</sup>	2.8	2.2	1.2	2.1	1.2	1.7	1.6	2.8	1.0	1.4	4,502 <sup>8</sup>	9.1 <sup>8</sup>	6,960 <sup>8</sup>	12.2 <sup>8</sup>	
1966 <sup>7</sup>	3.8	4.8	4.5	7.6	1.0	4.1	5.8	2.8	1.5	3.2	2,928 <sup>9</sup>	5.9 <sup>9</sup>	8,123 <sup>9</sup>	11.5 <sup>9</sup>	
1965 <sup>7</sup>	5.4	–	–	9.1	1.6	4.9	8.0	6.5	4.0	4.5	3,551 <sup>9</sup>	7.0 <sup>9</sup>	7,777 <sup>9</sup>	13.9 <sup>9</sup>	
1964 <sup>7</sup>	4.4	–	–	8.2	2.8	5.6	11.6	13.0	4.7	5.5	3,446 <sup>9</sup>	6.7 <sup>9</sup>	8,795 <sup>9</sup>	15.3 <sup>9</sup>	
1963 <sup>7</sup>	4.9	–	–	–	4.4	3.7	14.4	9.2	4.2	6.1	4,066 <sup>9</sup>	8.5 <sup>9</sup>	6,196 <sup>9</sup>	14.6 <sup>9</sup>	
1962	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5,330 <sup>9</sup>	10.0 <sup>9</sup>	–	–	
1961	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4,223	8.7	–	–	
1960	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	4,473	9.1	–	–	
1959	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3,491	5.7	–	–	
1958	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	3,213	5.1	–	–	
1957	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2,764	5.5	–	–	

<sup>1</sup> Les taux pour les régions métropolitaines de recensement sont pondérés par unités. Le champ d'observation s'élargit dans le temps.

<sup>2</sup> Régions métropolitaines de recensement.

<sup>3</sup> Régions métropolitaines de recensement, grandes agglomérations urbaines et agglomérations de recensement de 50,000 habitants et plus.

<sup>4</sup> Les données se rapportent au mois de décembre.

<sup>5</sup> Les taux de vacance des appartements se rapportent au mois d'octobre.

<sup>6</sup> Données fondées sur la définition de la région d'après le recensement de 1971.

<sup>7</sup> Les taux de vacance des appartements se rapportent au mois de juin.

<sup>8</sup> Données fondées sur la définition de la région d'après le recensement de 1966.

<sup>9</sup> Données fondées sur la définition de la région d'après le recensement de 1961.

**Série S246. Taux de vacance des logements non agricoles, 1921 à 1949**

Année	Taux de vacance	Année	Taux de vacance	Année	Taux de vacance	Année	Taux de vacance	Année	Taux de vacance	Année	Taux de vacance
<b>246</b>		<b>246</b>		<b>246</b>		<b>246</b>		<b>246</b>		<b>246</b>	
1949	1.6	1945	1.6	1940	1.8	1935	3.7	1930	4.1	1925	5.7
1948	1.6	1944	1.6	1939	2.6	1934	4.9	1929	4.4	1924	6.3
1947	1.6	1943	1.6	1938	2.6	1933	6.7	1928	4.7	1923	5.6
1946	1.6	1942	1.7	1937	2.7	1932	6.7	1927	5.1	1922	2.7
		1941	1.8	1936	3.3	1931	4.7	1926	5.2	1921	2.7

**Séries S247-253. Prêts hypothécaires nets approuvés pour de nouveaux logements aux termes de la Loi fédérale du logement et des lois nationales sur l'habitation, par prêteur et genre de prêt, 1935 à 1976**  
(séries S247-252 en logements; série S253 en nombre)

Année	Prêteurs agréés	Société centrale d'hypothèques et de logement			Total	Places dans des foyers	
		Logements destinés au marché		Autres			
		Articles	Article				
		34, 15 58 et 59	15				
<b>247</b>	<b>248</b>	<b>249</b>	<b>250</b>	<b>251</b>	<b>252</b>	<b>253</b>	
1976	93,665	2,799	–	19,065	21,864	115,529	4,244
1975	74,937	16,717	10,150	16,841	43,708	118,645	6,836
1974	20,098	10,856	2,015	14,765	27,636	47,734	6,088
1973	68,530	6,342	4,311	12,035	22,688	91,218	5,142
1972	98,524	6,045	8,470	16,855	31,370	129,894	9,184
1971	97,647	13,261	11,059	23,075	47,395	145,042	11,700
1970	50,936	24,170	19,440	21,543	65,153	116,089	12,610
1969	45,581	7,795	7,364	19,128	34,287	79,868	17,235
1968	59,205	14,343	1,956	11,137	27,436	86,641	14,119
1967	25,913	33,132	–	9,912	43,044	68,957	12,628
1966	10,291	30,672	–	5,403	36,075	46,366	5,871
1965	24,936	29,793	70	2,451	32,314	57,250	6,965
1964	26,959	26,820	1,717	144	28,681	55,640	8,522
1963	30,085	22,515	2,094	–	24,609	54,694	5,197
1962	32,437	13,223	1,328	–	14,551	46,988	5,120
1961	36,810	20,302	3,326	–	23,628	60,438	2,231
1960	21,156	13,863	1,591	–	15,454	36,610	30
1959	25,082	27,792	4,518	-82	32,228	57,310	92
1958	45,716	30,246	6,282	-75	36,453	82,169	–
1957	23,987	20,409	4,124	416	24,949	48,936	464
1956	38,611	745	1,620	290	2,655	41,266	–
1955	63,238	721	1,423	56	2,200	65,438	–
1954	47,362	212	2,291	454	2,957	42,716	–
1953	30,873	3,373	1,295	3,073	7,741	38,614	–
1952	27,488	2,395	841	3,599	6,835	34,323	–
1951	17,742	376	174	991	1,541	19,283	–
1950	37,478	476	94	4,232	4,802	42,280	–
1949	19,847	289	144	4,886	5,319	25,166	–
1948	18,428	127	–	220	347	18,775	–
1947	10,681	72	–	180	252	10,933	–
1946	8,378	–	–	3,449	3,449	11,827	–
1945	4,980	–	–	–	–	5,387	–
1944	1,393	–	–	–	–	–	–
1943	1,721	–	–	–	–	–	–
1942	1,093	–	–	–	–	–	–
1941	4,323	–	–	–	–	–	–
1940	5,621	–	–	–	–	–	–
1939	5,973	–	–	–	–	–	–
1938	3,894	–	–	–	–	–	–
1937	1,817	–	–	–	–	–	–
1936	788	–	–	–	–	–	–
1935	97	–	–	–	–	–	–

**Séries S254-259. Prêts hypothécaires nets approuvés pour des logements existants aux termes de la Loi nationale sur l'habitation (1954), 1961-64 à 1976**  
(logements)

Année	Prêteurs agréés	SCHL			Total	Places dans des foyers
		Articles 34, 15, 58, 59	Autres	Total		
	<b>254</b>	<b>255</b>	<b>256</b>	<b>257</b>	<b>258</b>	<b>259</b>
1976	35,454	194	1,464	1,658	37,112	773
1975	43,675	282	1,660	1,942	45,617	1,002
1974	23,803	9,101	1,735	10,836	34,639	1,112
1973	22,449	2,658	445	3,103	25,552	345
1972	20,874	1,694	866	2,560	23,434	729
1971	14,267	1,987	745	2,732	16,999	1,062
1970	5,344	2,049	544	2,593	7,937	329
1969	685	3,789	1,548	5,337	6,022	1,976
1968	5	3,660	634	4,294	4,299	1,802
1967	5	3,746	416	4,162	4,167	523
1966	–	8	1,337	1,345	1,345	369
1965	2	–	1,602	1,602	1,604	–
1964 <sup>1</sup>	–	–	154	154	154	220

<sup>1</sup> Couvre la période de 1961 à 1964.



**Séries S260-271. Prêts hypothécaires pour des constructions neuves à usage résidentiel approuvés par des institutions prêteuses, par genre de prêteur et genre de prêt, 1948 à 1976**  
(en millions de dollars)

Année	Financement LNH						Financement classique					
	Banques à charte	Sociétés d'assu- rance- vie	Sociétés de fiducie	Sociétés de prêts	Autres sociétés	Total	Banques à charte	Sociétés d'assu- rance- vie	Sociétés de fiducie	Sociétés de prêts	Autres sociétés	Total
	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271
1976	1,074.2	420.9	1,014.4	508.8	227.4	3,245.7	561.9	560.5	896.2	451.5	44.9	2,515.1
1975	772.9	270.5	749.3	402.1	102.7	2,297.6	799.3	291.9	737.2	501.0	54.1	2,383.5
1974	339.8	88.2	245.7	66.7	26.4	766.9	667.9	314.3	623.0	480.7	34.5	2,120.3
1973	573.0	216.3	520.8	123.3	67.4	1,500.8	650.5	372.0	723.8	432.7	33.5	2,212.5
1972	799.4	193.8	481.3	238.1	97.2	1,809.8	226.1	220.3	426.2	290.2	32.9	1,195.6
1971	696.5	185.8	429.6	245.7	88.4	1,646.1	154.6	166.7	312.4	156.2	34.5	824.4
1970	338.2	74.7	299.5	84.6	60.8	857.8	40.9	102.5	245.0	115.5	35.0	538.9
1969	234.2	118.2	236.4	66.7	45.2	700.6	50.2	260.3	413.9	200.8	64.2	989.5
1968	250.0	251.4	238.8	55.6	36.3	832.2	82.5	362.4	289.4	166.1	62.1	962.5
1967	85.0	88.1	161.7	6.1	14.9	355.8	42.5	405.5	140.8	131.1	25.2	745.1
1966	–	85.2	101.7	4.0	0.4	191.3	–	373.8	42.4	116.2	41.8	574.2
1965	6.2	113.5	194.3	6.0	0.2	320.2	–	576.8	121.4	150.4	53.5	902.1
1964	9.3	162.7	171.2	9.1	0.4	352.7	–	484.4	101.9	184.1	42.0	812.3
1963	–	217.9	145.3	21.2	0.8	385.2	–	398.4	104.3	130.2	19.3	652.2
1962	–	234.5	147.5	29.0	0.8	411.7	–	298.1	51.2	77.8	23.4	450.6
1961	0.2	257.5	175.3	19.9	0.3	453.2	–	237.5	15.0	62.5	17.6	332.6
1960	1.1	177.0	56.7	5.0	1.8	241.7	–	201.5	31.2	67.9	6.7	307.3
1959	175.4	113.1	11.9	6.8	0.7	307.8	–	238.8	52.5	46.0	5.7	343.0
1958	300.4	171.3	37.6	7.1	2.6	519.0	–	181.2	29.2	66.5	13.6	290.5
1957	173.4	95.8	4.8	3.0	1.0	278.0	–	155.3	32.5	40.8	10.8	239.3
1956	158.4	227.0	24.3	15.8		425.4	–	189.7		65.1		254.9
1955	326.2	271.1	28.4	13.6		639.4	–	157.2		77.8		235.0
1954	158.5	281.8	7.5	16.5		464.3	–	113.1		67.2		180.3
1953	–	246.7	–	9.1		255.7	–	73.1		45.8		118.8
1952	–	210.2	–	8.3		218.6	–	51.7		32.3		84.0
1951	–	134.6		6.4		141.0	–	..		..		95.3
1950	–	259.8		20.2		280.0	–	..		..		30.1
1949	–	115.4		7.3		122.7	–	..		..		89.6
1948	–	101.0		5.7		106.7	–	..		..		..

**Séries S272-283. Prêts hypothécaires pour des constructions existantes à usage résidentiel approuvés, par genre de prêteur et genre de prêt, 1948 à 1976**
*(en millions de dollars)*

Année	Financement LNH						Financement classique					
	Banques à charte	Sociétés d'assu- rance- vie	Sociétés de fiducie	Sociétés de prêts	Autres sociétés	Total	Banques à charte	Sociétés d'assu- rance- vie	Sociétés de fiducie	Sociétés de prêts	Autres sociétés	Total
	<b>272</b>	<b>273</b>	<b>274</b>	<b>275</b>	<b>276</b>	<b>277</b>	<b>278</b>	<b>279</b>	<b>280</b>	<b>281</b>	<b>282</b>	<b>283</b>
1976	542.5	5.8	323.3	331.3	15.8	1,218.5	634.6	196.6	1,725.6	577.9	91.5	3,226.2
1975	543.6	6.5	289.5	417.0	26.6	1,283.3	672.5	183.6	1,518.3	605.5	66.2	3,046.0
1974	302.7	7.3	113.9	170.0	16.5	610.3	596.5	153.8	1,169.9	493.5	50.3	2,464.0
1973	166.6	5.7	122.8	111.0	24.6	430.7	798.9	148.5	1,382.2	455.7	42.6	2,827.9
1972	94.1	4.2	92.8	138.8	10.9	340.7	366.8	105.2	651.3	388.7	42.5	1,554.5
1971	23.1	2.6	59.2	130.3	5.1	220.3	229.8	71.1	552.5	254.5	30.7	1,138.6
1970	3.9	0.8	25.1	49.0	0.5	79.2	110.2	37.9	321.9	136.5	37.4	643.9
1969	0.9	0.1	3.5	5.9	—	10.4	80.1	54.0	350.7	147.0	30.2	662.0
1968	0.1	—	—	—	—	—	96.5	72.8	256.1	131.6	14.8	571.7
1967	—	—	—	—	—	—	101.6	134.9	250.6	150.7	17.0	654.9
1966	—	—	—	—	—	—	—	125.7	191.2	132.5	21.4	470.7
1965	—	—	—	—	—	—	—	198.1	295.6	210.7	44.6	749.0
1964	—	—	—	—	—	—	—	164.0	242.8	189.3	43.5	639.6
1963	—	—	—	—	—	—	—	126.5	155.6	122.8	25.1	430.0
1962	—	—	—	—	—	—	—	117.9	106.3	108.6	25.4	358.2
1961	—	—	—	—	—	—	—	103.4	85.5	88.7	22.6	300.2
1960	—	—	—	—	—	—	—	79.2	58.0	70.1	13.8	221.1
1959	—	—	—	—	—	—	—	95.2	55.4	56.9	8.8	216.3
1958	—	—	—	—	—	—	—	79.0	55.1	62.7	11.0	207.8
1957	—	—	—	—	—	—	—	56.6	37.4	46.0	9.5	149.5
1956	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	176.3
1955	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	182.4
1954	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	144.3
1953	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	116.8
1952	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	118.0
1951	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	114.2
1950	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	115.2
1949	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	97.1
1948	—	—	—	—	—	—	—	..	..	..	..	98.9

**Séries S284-289. Prêts hypothécaires pour des constructions à usage non résidentiel approuvés, par genre de prêteur, 1948 à 1976**  
(en millions de dollars)

Année	Banques à charte	Sociétés d'assurance- vie	Sociétés de fiducie	Sociétés de prêts	Autres sociétés	Total
	<b>284</b>	<b>285</b>	<b>286</b>	<b>287</b>	<b>288</b>	<b>289</b>
1976	34.5	984.6	204.7	209.6	—	1,433.5
1975	66.4	758.1	211.5	252.3	1.2	1,289.5
1974	131.3	610.6	251.0	177.6	0.5	1,171.0
1973	205.7	728.6	383.1	200.2	0.2	1,517.7
1972	148.0	519.4	213.7	222.8	0.2	1,104.2
1971	60.7	423.4	249.1	113.6	0.2	847.1
1970	16.5	240.0	188.8	62.3	0.3	507.9
1969	15.8	188.7	172.1	54.1	0.9	431.6
1968	17.4	158.2	114.3	43.9	0.9	334.7
1967	23.7	171.3	109.3	62.7	2.1	369.1
1966	—	219.2	87.7	74.5	0.7	382.1
1965	—	269.4	196.7	113.6	1.5	581.1
1964	—	200.0	180.1	124.4	2.5	507.1
1963	—	160.1	115.0	94.8	2.8	372.7
1962	—	135.0	97.7	76.9	1.1	310.8
1961	—	140.0	59.8	95.8	2.7	297.9
1960	—	130.8	46.2	84.7	1.7	263.3
1959	—	130.1	28.0	57.6	0.3	216.0
1958	—	98.6	20.1	55.1	0.7	174.5
1957	—	70.2	8.1	24.8	0.8	103.9
1956	—	—	—	—	—	141.1
1955	—	—	—	—	—	138.3
1954	—	—	—	—	—	114.9
1953	—	—	—	—	—	89.4
1952	—	—	—	—	—	82.5
1951	—	—	—	—	—	84.0
1950	—	—	—	—	—	98.0
1949	—	—	—	—	—	84.4
1948	—	—	—	—	—	87.6

**Séries S290-297. Caisse d'assurance hypothécaire de la Loi nationale sur l'habitation, 1955 à 1976**

(en millions de dollars)

Année	Droits et primes reçus	Autres revenus (nets)	Total	Réclamations régées et frais judiciaires	Autres frais	Total	Total des réserves	Assurance en cours <sup>1</sup>
	<b>290</b>	<b>291</b>	<b>292</b>	<b>293</b>	<b>294</b>	<b>295</b>	<b>296</b>	<b>297</b>
1976	35.4	43.0	78.4	13.1	2.7	15.8	521.8	15,130
1975	26.6	36.8	63.4	16.9	2.8	19.7	459.3	13,864
1974	20.3	39.9	60.2	19.8	2.7	22.5	415.6	11,915
1973	20.4	57.2	77.5	40.0	1.9	41.9	377.9	11,089
1972	20.2	41.1	61.3	29.3	1.1	30.4	342.3	10,056
1971	16.4	24.1	40.5	7.4	0.6	8.0	311.4	9,225
1970	10.7	18.5	29.2	2.7	0.5	3.2	278.9	8,051
1969	15.0	16.4	31.3	2.4	0.5	2.9	252.8	7,412
1968	14.6	13.9	28.6	2.1	0.6	2.7	224.4	6,732
1967	16.5	14.8	31.3	4.6	0.7	5.3	198.5	6,311
1966	14.3	18.8	33.1	10.4	–	10.4	172.6	5,789
1965	13.5	21.1	34.6	15.4	–	15.4	149.8	5,321
1964	12.1	17.4	29.5	14.7	–	14.7	130.6	4,934
1963	9.9	17.9	27.8	13.9	–	13.9	115.9	4,499
1962	11.6	12.3	23.8	8.6	–	8.6	102.0	4,123
1961	11.0	13.0	24.0	9.8	–	9.8	86.8	3,640
1960	8.5	4.6	13.0	1.5	–	1.5	72.6	3,090
1959	13.1	2.5	15.7	0.3	–	0.3	61.1	2,733
1958	13.8	1.6	15.4	0.1	–	0.1	45.7	2,100
1957	7.3	1.0	8.3	–	–	–	30.4	1,425
1956	9.8	0.5	10.4	–	–	–	22.1	1,083
1955	9.2	0.2	9.4	–	–	–	11.8	529

<sup>1</sup> Au 31 décembre.

**Séries S298-310. Ventes et achats d'hypothèques assurées aux termes de la Loi nationale sur l'habitation,<sup>1</sup> 1957 à 1976**
*(en millions de dollars)*

Année	Banques à chartes		Sociétés d'assurance-vie		Sociétés de fiducie		Sociétés de prêts et autres sociétés		SCHL		Fonds de pension	Autres entreprises et institutions	
	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Achats	Ventes par 10 des sociétés constituées	Achats par 10 des sociétés constituées
	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310
1976	347.0	59.0	0.2	128.5	389.0	62.2	101.2	38.1	–	–	319.5	151.6	78.5
1975	168.0	76.8	0.5	31.2	159.6	40.0	73.5	2.1	–	–	127.4	100.9	23.2
1974	180.2	253.7	1.0	55.4	146.5	33.6	261.7	6.2	–	–	101.1	125.1	14.3
1973	190.0	120.0	–	27.8	71.3	33.3	141.3	48.1	–	2.0	50.9	105.3	15.2
1972	182.7	427.2	–	11.2	38.7	20.2	422.0	14.8	–	–	48.7	115.1	6.2
1971	33.8	28.0	2.1	7.4	22.8	4.4	4.0	0.5	21.4	–	24.3	14.5	5.0
1970	47.9	0.2	4.3	66.3	74.9	1.1	2.8	0.8	–	–	30.5	30.9	0.1
1969	39.9	0.1	17.8	50.3	65.8	–	4.1	3.0	–	–	59.3	14.8	0.1
1968	16.8	2.2	2.9	9.9	23.3	4.3	–	2.0	–	–	8.5	16.0	0.1
1967	1.6	4.9	–	56.3	65.8	1.7	0.6	2.2	–	–	2.1	0.8	–
1966	15.1	19.7	–	33.2	70.0	3.1	3.2	7.7	–	–	23.6	0.2	0.8
1965	0.7	31.6	0.5	25.3	52.2	30.2	2.2	7.5	80.8	–	5.7	35.5	0.6
1964	3.1	46.8	5.0	21.4	58.2	25.8	8.4	10.9	75.3	3.1	17.1	24.9	–
1963	0.2	49.1	1.0	15.6	58.9	24.8	7.9	3.6	61.1	–	23.3	12.3	0.4
1962	0.7	30.6	–	22.1	47.1	21.4	5.9	–	47.9	–	19.6	7.8	0.1
1961	–	18.3	–	11.5	19.3	14.7	2.6	–	40.0	–	4.6	12.8	–
1960	6.3	–	9.0	0.4	4.3	0.8	7.3	6.5	0.4	–	12.9	6.7	–
1959	36.8	–	1.9	3.4	3.4	0.1	0.1	–	0.4	–	38.1	1.0	–
1958	32.5	–	7.8	4.6	4.4	2.3	1.5	–	1.5	–	31.2	9.6	–
1957	41.2	–	8.6	10.3	9.7	0.8	2.1	–	0.6	–	31.2	19.9	–

<sup>1</sup> Données pour les ventes et achats initiaux seulement.

**Séries S311-322. Certaines séries sur les coûts unitaires de logement, 1951 à 1976**  
(en dollars)

Année	Coût moyen des logements neufs sans les terrains						Coût moyen des terrains par logement, LNH		Valeur moyenne SIM <sup>1</sup>	Coût de construction par pied carré, LNH		Loyer moyen en espèces, logements urbains
	Maisons individuelles		Maisons jumelées	Maisons en rangée	Appartements		Maisons individuelles <sup>2</sup>	Appartements <sup>3</sup>		Bungalows <sup>2</sup>	Appartements <sup>3</sup>	
	Ensemble	LNH			Ensemble	Ensemble						
	311	312	313	314	315	316	317	318		319	320	
1976	37,982	30,655	31,523	30,828	23,885	22,739	9,226	3,397	51,252	27.57	22.50	..
1975	33,691	28,246	27,278	27,808	21,770	20,955	7,246	2,464	45,886	25.37	21.62	..
1974	29,631	24,943	23,821	26,011	19,995	16,395	4,867	2,439	41,057	22.62	16.30	..
1973	24,630	20,844	19,922	20,246	16,240	14,752	4,673	2,403	32,306	18.64	14.21	..
1972	21,298	18,588	16,939	16,669	13,800	13,416	4,887	2,001	26,595	16.38	13.17	..
1971	19,700	17,506	15,360	13,140		12,237	4,588	2,000	24,581	15.30	11.28	111
1970	19,984	17,155	14,644	12,322		11,746	4,191	2,064	23,376	14.90	11.93	109
1969	19,357	17,659	14,230	11,368		11,847	4,201	2,466	23,234	14.62	11.65	102
1968	18,246	16,152	13,392	10,663		12,002	3,746	2,196	21,272	13.68	11.42	94
1967	17,475	16,031	12,871	10,188		11,670	3,580	1,853	19,111	13.04	12.09	90
1966	16,680	15,813	12,106	9,913		10,952	3,480	1,901	17,536	12.56	11.59	84
1965	15,477	14,307	11,184	9,115		11,149	3,095	1,590	15,918	11.62	10.71	79
1964	14,598	13,396	10,894	8,421		10,565	3,082	1,650	15,075	11.01	10.77	75
1963	14,131	12,709	10,111	8,528		8,794	2,973	1,277	14,427	10.68	9.33	72
1962	14,098	12,450	9,985	8,006		8,595	2,783	1,125	14,302	10.56	9.58	71
1961	13,615	12,286	9,938	8,286		8,511	2,602	1,259	14,203	10.61	9.44	68
1960	13,519	12,166	9,567	8,060		8,415	2,473	1,346	14,194	10.65	9.16	66
1959	13,002	12,196	9,621	7,503		8,356	2,533	990	14,208	10.78	9.58	65
1958	12,257	12,008	9,075	7,595		8,022	2,471	978	13,822	10.56	8.63	61
1957	12,018	12,018	8,648	7,595		7,501	2,260	992	12,781	10.41	8.43	58
1956	–	11,829	–	–	–	7,373	2,025	879	11,993	10.22	8.22	55
1955	–	11,022	–	–	–	7,591	1,819	793	–	9.81	8.07	53
1954	–	10,731	–	–	–	7,295	1,687	699	–	9.61	8.21	49
1953	–	10,541	–	–	–	–	1,197	–	–	–	–	45
1952	–	10,118	–	–	–	–	1,182	–	–	–	–	42
1951	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	37

<sup>1</sup> Valeur moyenne en dollars par transaction du Service d'inscriptions multiples.

<sup>2</sup> Comprend les prêts approuvés pour l'occupation en pleine propriété seulement. Les coûts sont les coûts estimés par le propriétaire et par l'entrepreneur au moment où les prêts sont approuvés. Les coûts des terrains représentent les prix payés pour les lots indépendamment du degré de viabilisation ou de la méthode de financement.

<sup>3</sup> Pour les années ultérieures à 1967, comprend les prêts approuvés pour l'occupation en pleine propriété seulement. Comprend les logements destinés aux personnes à faible revenu financés aux termes des articles 58 et 59. Les coûts sont les coûts estimés par ceux qui ont fait des demandes de prêts.

**Séries S323-325. Coût moyen de construction des logements neufs, par genre de logement, 1921 à 1950**

(en dollars)

Année	Logements dans les immeubles à un et deux unités <sup>1</sup>		Logements dans les immeubles d'apparte- ments et les constructions en rangée	Année	Logements dans les immeubles à un et deux unités <sup>1</sup>		Logements dans les immeubles d'apparte- ments et les constructions en rangée
	Régions urbaines	Toutes régions			Régions urbaines	Toutes régions	
	<b>323</b>	<b>324</b>	<b>325</b>		<b>323</b>	<b>324</b>	<b>325</b>
1950	–	6,464	5,356	1935	3,054	–	2,146
1949	–	5,734	5,420	1934	3,051	–	1,841
1948	–	5,072	5,086	1933	2,868	–	928
1947	–	4,358	4,648	1932	3,281	–	2,112
1946	–	4,421	3,783	1931	3,994	–	2,540
1945	–	3,680	3,623	1930	4,074	–	3,101
1944	–	3,323	2,687	1929	4,482	–	3,783
1943	–	2,393	2,204	1928	4,724	–	3,087
1942	–	2,197	1,954	1927	4,421	–	2,383
1941	3,107	2,359	2,282	1926	4,205	–	2,742
1940	3,023	–	2,232	1925	4,146	–	3,131
1939	2,806	–	2,231	1924	4,031	–	3,194
1938	2,705	–	2,290	1923	4,549	–	3,269
1937	2,946	–	2,355	1922	4,635	–	3,181
1936	3,046	–	2,093	1921	4,407	–	3,497

<sup>1</sup> De 1921 à 1940, immeubles de un à trois unités.

Séries S326-335. Certaines séries sur les prix des logements (1971 = 100), 1952 à 1976

Année	Coût moyen par pied carré, maisons indivi- duelles LNH <sup>1</sup>	Indice des prix des entrées dans la construc- tion d'im- meubles d'habita- tions <sup>2</sup>	Indice implicite des prix de la construc- tion résiden- tielle	Indices des prix des logements neufs, certaines villes <sup>3</sup>						Élément locatif IPC
				Montréal	Toronto	Ottawa- Hull	Winnipeg	Calgary	Edmonton	
	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335
1976	180.6	160.5	187.9	200.9	180.7	192.5	199.8	243.1	245.8	118.9
1975	167.1	144.0	167.7	190.3	171.0	178.3	177.5	195.0	205.3	111.1
1974	149.5	134.7	147.9	177.7	171.6	171.2	163.5	162.3	172.8	105.4
1973	122.2	123.2	123.8	125.8	137.6	138.2	128.4	126.4	132.6	102.6
1972	106.7	110.1	107.7	107.6	110.2	112.7	105.2	110.0	109.1	101.2
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1970	97.4	91.1	94.1	..	98.2	94.7	98.4	93.2	95.8	98.4
1969	95.5	85.1	92.1	..	..	..	94.8	89.5	90.9	95.3
1968	89.1	79.8	87.9	..	..	..	..	..	..	91.7
1967	84.0	74.6	87.0	..	..	..	..	..	..	87.9
1966	80.4	70.0	82.2	..	..	..	..	..	..	85.1
1965	74.7	65.9	77.2	..	..	..	..	..	..	83.7
1964	70.4	62.6	73.0	..	..	..	..	..	..	83.2
1963	67.7	59.6	70.1	..	..	..	..	..	..	82.9
1962	67.1	57.6	68.6	..	..	..	..	..	..	82.6
1961	68.3	56.2	68.8	..	..	..	..	..	..	82.4
1960	69.4	55.9	68.2	..	..	..	..	..	..	82.1
1959	70.6	54.4	66.9	..	..	..	..	..	..	81.7
1958	68.9	52.5	67.0	..	..	..	..	..	..	80.8
1957	67.7	51.2	67.2	..	..	..	..	..	..	79.4
1956	66.6	49.8	65.3	..	..	..	..	..	..	78.0
1955	64.0	48.1	64.3	..	..	..	..	..	..	76.6
1954	62.2	46.8	63.1	..	..	..	..	..	..	74.6
1953	60.4	46.7	63.7	..	..	..	..	..	..	72.1
1952	59.5	45.9	63.1	..	..	..	..	..	..	69.5

<sup>1</sup> Les coûts sont les coûts estimés par les personnes qui ont fait des demandes de prêts au moment où ceux-ci ont été approuvés. Ne comprend que les prêts approuvés pour l'occupation en pleine propriété.

<sup>2</sup> Les prix des matériaux et des outillages correspondent aux prix de vente des fabricants pour les nouvelles commandes. Les taux de salaire sont les taux de base stipulés dans les contrats de travail.

<sup>3</sup> Prix de vente des maisons neuves construites par de grands entrepreneurs généraux en construction résidentielle. Les séries d'Ottawa-Hull et de Toronto portent sur les maisons individuelles, les maisons jumelées et les maisons en rangée sous le régime de la copropriété. Les autres séries ne portent que sur les maisons individuelles.